

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

BIMENSUEL

ORGANE DES MINORITÉS NATIONALES ET DES PEUPLES BALKANIQUES OPPRIMÉS

PARAISANT DANS TOUTES LES LANGUES BALKANIQUES

NOTRE ENQUÊTE

AUPRÈS DES PERSONNALITÉS POLITIQUES ET LITTÉRAIRES EUROPÉENNES

SUR

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

Nous avons cru utile d'entreprendre une enquête internationale sur le problème balkanique. Nous nous sommes adressés à cet effet aux personnalités les plus éminentes et les plus qualifiées des différents pays et leur avons soumis les questions suivantes:

1^o Considérez-vous la solution actuelle de la question macédonienne comme conforme aux principes de la justice et de la liberté, ainsi qu'aux intérêts de la paix?

2^o Croyez-vous que sous la réaction balkanique actuelle les droits des minorités ethniques soient suffisamment respectés et garantis?

3^o Quel est, à votre avis, le moyen qui permettra de mettre fin d'une part à l'oppression de minorités ethniques, et de l'autre aux rivalités qui dressent les Etats balkaniques les uns contre les autres?

4^o Croyez-vous à la possibilité de la réalisation d'une Fédération Balkanique par les gouvernants actuels?

5^o Que pensez-vous, en général, d'une Fédération des peuples balkaniques et quelles sont, à votre avis, les conditions dans lesquelles elle pourra se réaliser?

Des nombreuses réponses que nous avons reçues et que nous continuons à recevoir, nous avons déjà publié jusqu'ici celles de:

Henri Barbusse, Léon Bazalgette, Paul Louis, Marcel Willard, Jean Zyromsky, Henri Torrès, René Arcos, Luc Durtain, Charles Vildrac, Gabriel Péri, Léon Werth, Jean Longuet, Jean Richard Bloch, Alphonse Aulard, Daniel Renoult, Bernard Lecache, Ferdinand Buisson, Henri Guernut, Henri Marx, Victor Magueritte, Pierre Cazals, Auguste Prenant, Raoul Verfeuil, Charles Rappoport, Charles Baudouin, G. Dumoulin, G. Dumoulin, Maximilian Harden, Kurt Grossmann, Léo Klauber, Hellmut von Gerlach, Dr. Max Hodann, Prof. Fr. Kraus, Prof. Dr. Veit Valentin, Theodor Lessing, Georg Ledebour, Prof. Leonard Nelson, Edouard Bernstein, Erich Mühsam (Allemagne); Independent Labour Party, James Maxton, prés., A. Brockway secr. Arthur James Cook, John Bromley, George Lansbury, Josiah Clement Wedgwood, William Paul, H. N. Brailsford, J. M. Kenworthy, Henry Wood Nevinson, Arthur McManus, John Wheatley, Arthur Ponsonby, Ben Tillett, Hamilton Fyfe, Frederick William Jowett, T. H. Wintringham (Angleterre); Dr. Wilhelm Ellenbogen, Dr. Julius Deutsch, Dr. Joseph Redlich, Dr. Bruno Schönfeld, Prof. Dr. Viktor Hammerschlag, Maximilian Brandeis (Autriche); Louis Piérard, Maurice Bourquin, Charles Plisnier (Belgique); Vassil Kolaroff (Bulgarie); Sia-Ting (Chine); Ladislaus Fényes, Charles Peyer, Nikolas Kertesz (Hongrie); Giorgio Salvi (Italie); W. Douchan A. Dretzoun (Monténégro); P. Istrati, Ghitsa Moscu, Alexandre Nicolaou, Marcel Leonin (Roumanie); Auguste Forel, Dr. Leonhard Ragaz, Emmanuel Duvillard, Parti Socialiste Genevois; Charles Burkin prés., Lucien Guillaud secr., Léon Nicole, Alice Descœudres, Edouard Dufour, André Olttramare, Francis Lebet, Alexandre Mairet (Suisse); Frantichek Soukup, Theodor Bartochek, Dr. Zdenek Nejedly, Frantichek Krejci, Josef Hora, Anton Hampl (Tchécoslovaquie); Chéfik Husny (Turquie); Victor Serge, W. A. Gourko Kriajine, Alexandre Boulatzel, S.N. Borosdine (U. R. S. S.); Costa Novakovitch (Yougoslavie).

Francesco Nitti



Francesco Nitti est né à Melfi le 19 juillet 1868. Etudes de droit à l'Université de Naples. Dès l'âge de dix-huit ans il entra dans le journalisme. En 1894 professeur d'économie politique à l'École Supérieure d'Agriculture de Portici et en 1896 professeur de science des finances à la Faculté de Droit de Naples. En 1904 député. Il se révèle bientôt grand orateur. 1911-1914 ministre de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie. Pendant la guerre, ministre des Finances. En juin 1919 président du Conseil et ministre de l'Intérieur, et par intérim ministre des Affaires Etrangères et des Colonies. Après que le gouvernement

fasciste s'empara du pouvoir à la fin d'octobre 1922, Francesco Nitti n'a plus voulu participer à la Chambre. Mais il continua sa puissante critique des arbitraires. En novembre 1923, les fascistes, dirigés par des officiers de police, envahirent et saccagèrent sa maison à Rome avec des bombes à main et des revolvers.

Francesco Nitti a de très nombreuses publications. Comme jeune étudiant encore, il écrivit „Le socialisme catholique“ (sa thèse de doctorat) qui eut un très grand retentissement et fut traduit dans toutes les langues européennes, puis il publia „La population et le système social“ (ces deux livres firent qu'une vive amitié s'établit entre Emile Zola et Nitti); „La richesse de l'Italie“; „La conquête de la force“; „Nord et Sud“; „Basilicata et Calabre“; „Le parti radical italien et la nouvelle démocratie industrielle“; „L'Europe sans paix“; „La décadence de l'Europe. Les voies de la reconstruction“ etc. etc.

La question balkanique présente le plus grand danger pour toute l'Europe. Le Danube reste le plus grand fleuve historique des intrigues diplomatiques et des luttes sanglantes de l'Europe. Il y a trop de races différentes, trop de religions, trop de traditions. Les traités qui ont suivi la guerre européenne n'ont rien résolu et ils ont au contraire aggravé la situation.

La question de la Macédoine n'est pas encore résolue; mais quelle question est-elle résolue?

Toute solution dans les anciens cadres de la politique est impossible. Toute lutte d'influence mène nécessairement à des conflits: toute protection d'une puissance étrangère mène à d'autres protections et à d'autres intrigues: tout sacrifice de nationalités opprimées mène à un réveil violent des nationalités.

Serbes, Bulgares, Grecs se disputent la Macédoine: à qui doit être ce pauvre pays tourmenté? Toute solution autoritaire est mauvaise: elle n'est pas même une solution. L'idée simple que la Macédoine doit être à elle-même et que les nationalités qui la composent doivent vivre au

dehors de toute influence étrangère et de toute violence à l'intérieur, ne pénètre pas dans les cabinets de la diplomatie.

La séparation des peuples balkaniques et les luttes entre eux mènent nécessairement à des luttes d'influence des grandes puissances. La protection est toujours la servitude: il est plus dangereux pour un peuple libre d'avoir des protecteurs que des ennemis.

Dans un programme de reconstitution de la vie européenne, il faut envisager trois principes fondamentaux: 1° les pays Balkaniques doivent redouter toute influence politique étrangère et considérer l'action de toute puissance étrangère comme dangereuse; 2° il n'y a aucune solution des problèmes actuels et il n'y aura jamais la paix sans la formation d'une Fédération Balkanique; 3° toute Fédération présuppose la forme démocratique de chaque Etat d'un côté et, de l'autre, le libre développement de toutes les nationalités.

Est-il possible de réaliser cet idéal?

A toute réalisation pareille s'opposent: les monarchies actuelles qui considèrent toute Fédération comme la fin de leur existence; les traditions du passé; le souvenir des dernières guerres; l'état social de certaines populations; et surtout le manque d'hommes de grande autorité et de grand idéalisme qui puissent lutter pour ce programme. En général, les hommes publics, même les plus intelligents parmi eux, ne voient que les problèmes les plus urgents et aiment à considérer comme utopistes ceux qui ont des programmes plus vastes et qui se préoccupent de l'avenir.

Ces difficultés sont sans doute très graves, mais elles ne sont pas invincibles.

Il faut se rappeler la lutte pendant des siècles et jusqu'aux derniers temps, des cantons qui forment la Suisse actuelle, pour considérer le problème de la Fédération Balkanique comme soluble. Entre Yougoslaves, Roumains, Bulgares, Grecs, etc., il y a de grandes différences; mais ces différences ne sont pas plus grandes qu'elles n'étaient entre les Suisses. On rencontre en Suisse les races, les langues et les religions les plus différentes.

Je crois possible que dans une Fédération des peuples balkaniques, chaque groupe puisse maintenir son autonomie et conserver sa langue, sa religion, ses traditions.

Quelle est la manière pratique d'aboutir à une telle réalisation? Je ne connais pas assez bien la situation pour pouvoir d'un coup l'indiquer. Même si je la connaissais, je n'oserais donner aucun avis, ni émettre aucune opinion.

Je pense que les peuples des Balkans ne doivent compter que sur eux-mêmes, ne s'adresser qu'à eux-mêmes et avoir une égale méfiance pour toute intervention étrangère. Ils ont des amis. Mais dans l'histoire des peuples les amitiés changent trop souvent pour qu'on puisse s'y fier.

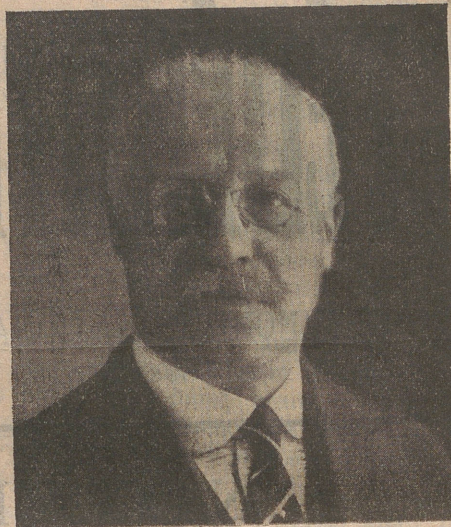
Si les peuples des Balkans réussissent à aboutir à une forme fédérale et démocratique, ils rendront un grand service non seulement à eux-mêmes, mais à l'Europe entière. Tant qu'ils seront divisés et en lutte entre eux, il y aura toujours un champ de manoeuvre des intrigues de toutes les grandes puissances. Et il n'y a jamais de bonnes intrigues, comme il n'y a pas d'influence honnête. Toute intrigue et toute influence sont, en définitive, contre quelqu'un et ne font que maintenir le désordre dans les Balkans et préparer des guerres futures.

F. Nitti

Compère-Morel

Compère-Morel est né le 5 octobre 1872 à Breteuil-sur-Noye (Oise). Ouvrier jardinier dès l'âge de 13 ans. Adhère au Parti Ouvrier Français en 1891. Fonde la *Coopérative*, *La Prolétarienne de Breteuil* et *Le Travailleur de l'Oise*, journal de la Fédération. Maire de Breteuil de 1904 à 1906. Délégué à la propagande de 1907-1908. Député du Gard depuis 1909. Commissaire à l'agriculture en 1917-1918. Rapporteur du Budget de l'agriculture à la Chambre depuis 1926. Auteur de nombreux ouvrages sur le Socialisme et la Question Agraire. Dirige et administre plusieurs journaux et revues socialistes dont: *La Société Nouvelle*, *Le Travailleur de l'Oise*, *La France Libre*, *La Voix Paysanne*, *Socialisme et Lutte de classe*, *Le Populaire*. Directeur technique de l'*Encyclopédie Socialiste*.

La solution actuelle de la question Macédonienne n'est ni conforme aux principes de la justice et de la liberté, ni soucieuse de la paix. En régime capitaliste, les droits sont subordonnés à des considérations d'intérêt. Mettre fin à l'oppression des minorités ethniques n'est pas chose facile dans un monde où tout n'est que compétitions d'un côté et désordre de l'autre, et s'il est possible de tenter un effort pour empêcher que les Etats Balkaniques ne se dressent les uns contre les autres, il ne me paraît guère probable que l'on puisse arriver à une solution susceptible de



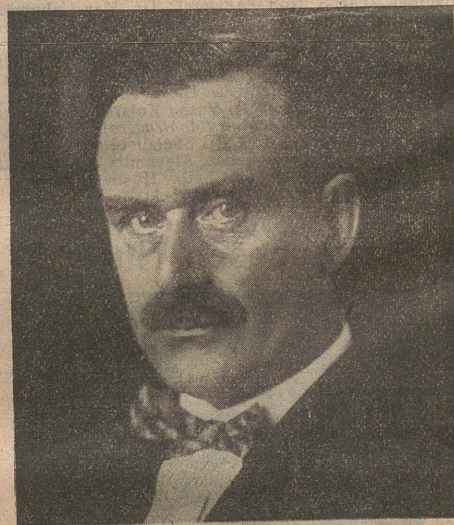
satisfaire l'ensemble des peuples tant que les grands Etats Européens se servent des rivalités de ces Etats dans un but intéressé.

C'est dire que je ne crois guère, dans les circonstances présentes, à la possibilité de la réalisation d'une Fédération Balkanique.

Une Fédération des peuples Balkaniques ne sera chose réalisable que lorsque les peuples les plus forts et les plus puissants de la vieille Europe seront véritablement maîtres de leur destinée et pourront agir dans le sens d'une Fédération des peuples Balkaniques affranchis ou en voie d'affranchissement de la domination capitaliste.

Compère-Morel

Thomas Mann



Thomas Mann est né à Lubeck en 1875. Fils d'un riche négociant. D'abord, il entra aussi dans le commerce. Mais il s'en détourna bien vite pour s'adonner au journalisme et à la littérature. Après avoir collaboré de Munich, puis de Rome, à différents journaux, il devint rédacteur au *Simplizissimus* et, par son roman *Les Buddenbrooks* s'acquit sa réputation littéraire. Citons parmi ses oeuvres: *Tonio Kröger*, *Altesse Royale*, *Tristan*, *Le petit M. Friedemann* (collection de nouvelles), *L'enfant prodige*, *La mort à Venise*, *Frédéric et la grande coalition*, *Maitre et chien*, *Goethe et Tolstoï*, *Le mont enchanté*, etc.

Les nouvelles des Balkans sont abominables. Mais lorsque l'on voit ce qui se passe au Tirol du sud par un gouvernement européen qui représente un peuple de grandes traditions libérales, on ne peut pas s'étonner des agissements dans les Balkans.

La dénationalisation par la violence est l'assassinat de l'âme. La folie des grandeurs, qui pousse une nation à s'assimiler par le feu et par le sang les peuples étrangers qui se trouvent entre ses mains, est aussi ridicule que néfaste et est certainement l'une des plus grandes et plus incurables folies de l'esprit humain.

L'idée d'une Fédération des peuples balkaniques autonomes est une idée belle et logique, et il serait certainement erroné de prétendre que les peuples balkaniques ne sont pas mûrs pour cela. On voit tous les jours davantage que les peuples sont bien mûrs pour la raison et pour l'humanité, mais que les gouvernements ne le sont pas.

Il est évident, cependant, que cette idée d'une Fédération Balkanique devra rester utopique tant que les gouvernements actuels seront au pouvoir dans la Péninsule. Pour réaliser cette Fédération, qui serait d'une si grande importance pour la paix de l'Europe aussi, il faudrait des autorités qui considèrent comme le véritable orgueil national de diriger leurs peuples dans un esprit de liberté et de morale, au lieu de celui du brutal et cruel abus de la force.

Thomas Mann

Nullò Baldini



Nullo Baldini est né le 30 octobre 1862 à Ravenne, en Italie. Il adhère au socialisme dès sa toute première jeunesse. Il y a cinquante ans, il crée, avec quelques uns de ses camarades, le premier mouvement socialiste italien. Grâce à un effort constant, Baldini devait être aussi le pionnier du mouvement coopé-

ratif de production italienne qui, plus tard, devait compter à son actif les plus grands titres de reconnaissance du peuple italien par le dessèchement de vastes territoires marécageux. Député socialiste à la Chambre au cours de deux législatures, Mr. Baldini ne cessa pas de consacrer ses efforts au développement de l'oeuvre coopérative, arrivant à grouper, rien que dans sa province, 16.000 adhérents, et à réunir un capital de 25 millions de lires italiennes. Membre de l'Institut Supérieur du Travail, conseiller ou président des plus importantes organisations ouvrières italiennes, Mr. Baldini se réfugia en France lors de la dévastation, par les fascistes, des institutions qu'il avait créées ou dirigées. Malgré son âge avancé, il dirige actuellement une nouvelle et puissante organisation coopérative de travail en France, formée par les immigrants italiens. Mr. Baldini est, en outre, membre technique du Bureau International du Travail, branche émigration, auprès de la S. D. N.

Je ne crois pas que la solution actuelle de la question macédonienne soit conforme aux principes de la justice et de la paix. J'estime que le maintien de l'état présent des choses en Macédoine ne pourra qu'être la cause de nouvelles guerres dans un avenir prochain.

Il ne me semble pas que le droit des minorités soit suffisamment respecté par les gouvernements réactionnaires actuellement au pouvoir dans les Etats balkaniques. Tout gouvernement réactionnaire — balkanique ou autre — cherche à exploiter les minorités auxquelles est dénié tout droit d'égalité et de justice.

Seule une Fédération des Etats Balkaniques, basée sur les principes d'une saine démocratie, pourra mettre fin à l'état d'oppression que subissent les minorités et faire disparaître, ou tout au moins atténuer, les rivalités qui divisent lesdits Etats et qui font planer ainsi un perpétuel danger sur la paix européenne.

Je ne crois pas que les gouvernements balkaniques actuels, qui se réclament de la dictature, puissent réaliser une semblable solution.

Comme socialiste, je ne vois la solution définitive du problème que dans l'application des principes dont se réclame l'Internationale des travailleurs. Malheureusement, ces principes — surtout depuis la guerre — sont encore loin d'une réalisation pratique.

Je pense qu'à l'heure actuelle, un commencement de réalisation d'une Fédération des Etats Balkaniques pourrait être obtenu par une intervention sérieuse de la S. d. N. en vue d'une application effective des principes affirmés dans le traité de Versailles et concernant le droit des peuples à choisir librement le régime qui leur convient.

Nullò Baldini

Le traité Franco-Yougoslave et les Balkans

Le traité Franco-Yougoslave a eu le don de susciter quelque émotion, au moment où M. Marinkévitch est venu de Belgrade le signer à Paris. Il a été l'objet de commentaires irrités en Italie, tandis qu'il éveillait des suspensions en Angleterre et en Allemagne. La presse française s'est divisée dans ses appréciations. Les organes de droite ne veulent pas déplaire à M. Mussolini; les organes communistes et socialistes ont évoqué les souvenirs d'avant 1914, mais les chefs socialistes étaient loin de se mettre d'accord entre eux dans leurs jugements. La commission administrative de leur parti affirmait sa méfiance, tandis que M. Paul Boncour, élu président de la commission des affaires étrangères par les radicaux de la Chambre, donnait un satisfecit à M. Briand.

La France a signé, depuis 1919, des traités dits de non-agression et d'amitié avec un certain nombre de pays: Belgique, Pologne, Roumanie, Tchéco-Slovaquie. En apparence, si l'on s'en rapporte aux textes publiés, il s'agirait de sauvegarder la paix, mais chacun sait comment un texte s'interprète et comment une amitié se change aisément en alliance offensive.

Les pactes de ce genre se sont multipliés depuis la fin de la guerre. Certains sont secrets; il arrive aussi que certains actes publiés soient doublés d'actes secrets et de conventions militaires. On est retombé aussi dans la diplomatie d'avant-guerre, bien qu'elle eût été sévèrement réprochée par Wilson et par les gouvernements qui avaient déclaré adhérer aux conceptions du président des Etats Unis. L'Europe est enveloppée dans un réseau de tractations qui sont beaucoup plus dangereuses que favorables à la paix. A côté de la France, l'Italie, l'Allemagne, l'Angleterre, parmi les grandes puissances, y ont participé.

Lorsqu'on objecte aux signataires qu'ils montrent

bien peu de foi en la S. d. N., puisqu'ils recourent aux conventions particulières, au lieu de s'en remettre au pacte général, ils croient répondre victorieusement en disant que ces conventions particulières sont enregistrées au secrétariat de Genève et renforcent exactement les stipulations de la S. d. N. En fait, c'est là pure logomachie. La S. d. N., à laquelle les Etats capitalistes feignent d'attribuer tant d'importance, est peu à peu minée par les arrangements spéciaux qui se juxtaposent à elle.

Le traité Franco-Yougoslave est un de ces arrangements. Sa conclusion est une des péripéties de la lutte que se livrent les grandes puissances, pour s'approprier l'hégémonie balkanique.

La presqu'île Sud-orientale de l'Europe a toujours souffert de ces compétitions. Les Etats secondaires qui l'occupaient étaient déjà dressés les uns contre les autres par leurs ambitions qui ne cherchaient même pas à se dissimuler. Mais chacun d'eux était en quelque sorte le champion d'une des grandes chancelleries.

Toute la période qui a précédé 1914 a été remplie par les rivalités de l'Autriche et de la Russie. En 1908, le cabinet de Vienne s'annexa la Bosnie-Herzégovine, cette annexion étant un coup droit à la Serbie. Celle-ci s'insurge et sollicite le concours du Tsar, mais la Russie, qui sort à peine de la campagne Extrême-Orientale, lui prêche la prudence après avoir reçu une sommation du comte de Pourtalès, ambassadeur d'Allemagne. Les choses traînent. En 1911, la Russie reprend l'offensive et négocie la formation du bloc balkanique contre la Turquie, protégée des Empires Centraux. La Turquie une fois vaincue, le bloc se lézarde et la Bulgarie, vassale de l'Autriche, entre en lutte avec la Serbie, vassale de la Russie. La Bulgarie est battue par la Serbie, qui soutiennent la Grèce et la Roumanie.

En 1913, puis en 1914, le cabinet de Vienne vient prendre sa revanche: c'est là l'une des raisons de la conflagration mondiale.

Aujourd'hui, la Russie Soviétique n'a plus les mêmes visées que la Russie Tsariste dans les Balkans. L'Autriche n'a plus la faculté de déployer une activité internationale. Les Balkans servent de champ clos à l'Italie et à la France.

Certes, avant 1914, le cabinet de Rome ne se désintéressait pas de la presqu'île, où il se heurtait à son allié le cabinet de Vienne, mais la circonspection était dans ses gestes. Le gouvernement fasciste ne marque plus les mêmes réserves et M. Mussolini n'a pas dissimulé son dessein de jouer les premiers rôles dans le bassin Méditerranéen. Son adversaire local, si l'on peut dire, dans les Balkans est la Yougoslavie qui touche à l'Adriatique par la Dalmatie et qui lui porte ombrage, puisqu'elle peut dominer les lignes de navigation de Venise et de Trieste. De plus, cette Yougoslavie n'a jamais caché son désir d'influence en Albanie. Ahmed Zogou se vendit au cabinet de Belgrade, avant de se vendre au cabinet de Rome. L'acte de Tirana, qui le place sous le protectorat du ducé, remonte à novembre 1926 et, à dater de ce moment, le conflit Italo-Serbe a été porté à l'extrême.

Mais (et cet historique était indispensable) la France

Méthodes Impérialistes

La politique de l'Italie fasciste dans les Balkans, qu'il faut suivre avec attention, offre un exemple très significatif des méthodes et des pratiques inspirées par cet esprit impérialiste générateur de conflits internationaux.

Avant la guerre mondiale, l'Autriche-Hongrie poursuivait son grand dessein d'hégémonie balkanique et, voyant dans la Serbie un obstacle à son Drang nach Salonique, elle cherchait, par une série de combinaisons, à encercler cette puissance. Annexion de la Bosnie-Herzégovine, veto opposé à l'expansion serbe vers l'Adriatique, accord avec la Bulgarie, affaire du chemin de fer de Mitrovitza, tous ces faits rappellent les années d'avant-guerre. Derrière la Serbie se tenait la Russie. Et la guerre entre la Bulgarie et la Serbie (la 2^{me} guerre Balkanique) fut la conséquence de la politique Habsbourgeoise anti-Serbe, et anti-Russe. Les défenses du Ballhausplatz troublèrent les plans des Etats Balkaniques victorieux: la Serbie, dont les ambitions Adriatiques étaient interdites par le veto autrichien, se rejeta sur la Macédoine pour assouvir ses appétits annexionnistes. Or, la Macédoine, dont la plus grande partie était dévolue à l'avance à la Bulgarie, devint la pomme de discorde entre les anciens Alliés. La défaite de la Bulgarie, avide de jouer le rôle de Prusse Balkanique et de réaliser la Grande Bulgarie de San-Stefano avec les fenêtres sur les 4 mers (mer Noire avec Varna et Bourgas, mer de Marmara avec Rodosto, mer Egée avec Dédéaghat, mer Adriatique avec Vallona-Durazzo-San Giovanni de Medua) suivit l'effondrement de la puissance Ottomane en Europe. La Macédoine fut partagée dans sa presque totalité entre la Grèce et la Serbie, et la Bulgarie dut se contenter d'une faible parcelle dans la région de Stroumitza, Pétritch, Melnik, Nevrokop. Ce ne faisait plus l'affaire de la monarchie Habsbourgeoise qui, finalement, trouvait devant elle une Serbie victorieuse et renforcée, tenant la vallée du Vardar et ayant détourné de l'Adriatique sur l'Egée ses ambitions nationalistes.

Vint la guerre mondiale dont les causes multiples se trouvent en partie dans cette situation des Balkans issue des guerres de 1912 et de 1913. La Bulgarie, alliée des Empires Centraux, ne réussit pas à prendre sa revanche. Au contraire, elle perdit les quelques avantages maintenus et conservés en 1913 et l'effondrement de la monarchie Austro-Hongroise détermina la constitution de la Grande-Roumanie, de la Grande-Yougoslavie.

La Yougoslavie réalisait les ambitions historiques de la Serbie. Elle devenait puissance Adriatique en même temps qu'elle tenait une partie de la Macédoine.

Mais la Yougoslavie devenait aussi une puissance Balkanique qui excitait la méfiance de l'Italie. La possession du littoral Dalmate inquiétait l'Italie dont la côte Adriatique était dépourvue de ports sûrs, tandis que les «nids de vipères» de l'autre rive constituaient des bases solides pour une puissance navale en formation. Or, l'Italie voulait la domination absolue de l'Adriatique. On se rappelle le conflit de Fiume. La possession du débouché de l'Adriatique et la maîtrise du canal d'Otrante déterminaient de la part de la politique Romaine une série d'actions toutes inspirées par la volonté d'assurer l'hégémonie ita-

lienne dans ces zones convoitées. Vallona, Sasseno, Corfou, rappellent cet effort patient.

L'Italie voulait encore la domination, la prédominance dans la péninsule Balkanique. L'effondrement de la puissance Habsbourgeoise laissait pour une «grande puissance» la place libre. L'Italie nationaliste, fasciste, la prend, l'occupe.

Par quelles méthodes, par quels procédés? L'Albanie et la Macédoine sont ses deux atouts. L'Albanie devient à la fois un bastion accroché aux flancs de la Yougoslavie et une barrière à l'expansion slave vers l'Adriatique. L'Albanie devient un protectorat italien, une base d'action italienne, une zone d'influence politique et économique.

Et la Macédoine? Occasion magnifique de s'attacher l'irréductible bulgare. La Bulgarie, expulsée de la Macédoine, considère cette terre comme sienne. Les «autonomistes macédoniens», agents camouflés des annexionnistes bulgares, bénéficient de complaisances italiennes. L'Italie flatte les convoitises bulgares sur la Macédoine. La Bulgarie rentre dans le jeu italien qui ainsi coince la Yougoslavie entre l'Albanie et la Bulgarie.

Et pour compléter ce système, l'Italie, par son accord resserré avec la Hongrie, réalise l'encercllement de la Yougoslavie.

Nous pouvons ainsi saisir sur le vif le fonctionnement de la technique internationale traditionnelle des chancelleries, d'autant plus que ce système trouve naturellement sa réplique dans l'alliance Franco-Yougoslave. Les grandes puissances patronnent et soutiennent leurs vassaux respectifs.

Devant cette politique impérialiste par essence, comment la conception d'une Fédération Balkanique, groupant tous les peuples libérés socialement et politiquement, ne s'imposerait-elle pas?

Jean Zyromski

Le pacte militaire italo-albanais

A la date du 22 novembre a été signé à Tirana, entre l'Italie et l'Albanie, le pacte militaire de ci-dessous:

«L'Italie et l'Albanie, désireuses de réaffirmer solennellement et de développer les liens de solidarité qui existent heureusement entre les deux Etats, et de consacrer tous leurs efforts pour éliminer les causes pouvant troubler la paix qui existe entre eux et avec les autres Etats, reconnaissant les avantages résultant d'une étroite collaboration entre les deux Etats, et réaffirmant que l'intérêt et la sécurité de l'un sont réciproquement liés à l'intérêt et à la sécurité de l'autre, ont arrêté de stipuler par ce traité une alliance défensive, dont l'unique but est celui de stabiliser les rapports naturels existant heureusement entre les deux Etats, pour assurer une politique de développement pacifique, et ont pour cela nommé comme leurs plénipotentiaires: S. M. le roi d'Italie, S. Exc. M. Ugo Sola, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire d'Italie en Albanie, et le président de la République albanaise, S. Exc. Ilias bey Vrioni, ministre des affaires étrangères d'Albanie, lesquels, après l'échange de leurs pleins pouvoirs, et les avoir reconnus en due forme, ont convenu ce qui suit:

Article premier. Tous les traités antérieurs conclus entre les deux hautes parties contractantes, après l'admis-

sion de l'Albanie dans la Société des nations, seront exactement et fidèlement observés dans les limites établies par le texte des traités mêmes, de façon qu'il existera une amitié sincère et parfaite, entre les deux peuples et entre les deux gouvernements, ainsi qu'une assistance réciproque, étant entendu que chacune des deux hautes parties soutiendra les intérêts et les avantages de l'autre avec le même zèle qu'elle emploie pour soutenir les siennes.

Art. 2. Il y aura une alliance défensive inaltérable entre l'Italie d'une part, et l'Albanie de l'autre, pour vingt ans. Elle pourra être dénoncée au cours de la dix-huitième année de sa durée. Si cette dénonciation n'a pas eu lieu, elle sera tacitement renouvelée pour une période égale.

Les deux hautes parties contractantes employeront toute leur attention, tous leurs moyens, pour garantir la sécurité de leurs Etats et pour leur défense et leur sauvegarde réciproque contre toute attaque extérieure.

Art. 3. En conséquence des engagements assumés par les articles précédents, les deux hautes parties contractantes agiront d'accord pour le maintien de la paix et de la tranquillité, et dans le cas où une des hautes parties serait menacée par une guerre non provoquée par elle-même, l'autre partie emploiera tous les moyens les plus efficaces, non seulement pour prévenir les hostilités, mais aussi pour assurer une juste satisfaction à la partie menacée.

Art. 4. Quand tous les moyens de conciliation auront été épuisés en vain, chacune des hautes parties s'engage à suivre le sort de l'autre, en mettant à la disposition de son alliée, toutes ses ressources militaires, financières et de toute autre nature, capables de l'aider à surmonter le conflit si, naturellement, ce concours a été demandé par la partie menacée.

Art. 5. Pour toutes les suppositions prévues par l'article 4, les deux hautes parties contractantes s'engagent à ne pas conclure ni entamer des pourparlers de paix, d'armistice ou de trêve, sans un accord commun.

Art. 6. Le présent traité a été signé en quatre textes originaux, dont deux en langues italienne et albanaise, qui font également foi.

Art. 7. Le présent traité sera ratifié et ensuite enregistré à la Société des nations.

Les ratifications seront échangées à Rome.

Fait à Tirana, le 22 novembre 1927.

Ugo Sola, Ilias Vrioni.

Au traité albanais sont annexées deux lettres échangées entre le ministre d'Italie à Tirana et le ministre des affaires étrangères d'Albanie et faisant partie intégrante du traité.

Ces lettres confirment l'article 4 et précisent qu'en cas de conflit engageant les deux pays, le commandement en chef des troupes italiennes en Albanie serait confié au commandant des troupes albanaises, et le commandement des troupes italiennes en Italie au commandant des forces italiennes.

Lorsque, il y a quelques mois, le texte d'un pacte militaire secret conclu entre l'Italie et l'Albanie était publié dans la «Lirie Kombëtare» de Genève et dans les colonnes de ce journal, la presse impérialiste-capitaliste taxait cette révélation de chose impossible, de pure invention. Et voilà que le pacte italo-albanais publié maintenant officiellement correspond dans ses grandes lignes audit pacte secret, avec cette différence que celui d'aujourd'hui surpasse l'autre.

Cette même presse impérialiste-capitaliste, qui jouait alors à l'incrédule, joue aujourd'hui à l'innocent. La presse conservatrice anglaise feigne la plus vive surprise, et cependant c'était la bourgeoisie impérialiste anglaise qui avait tenu les fonts baptismaux, tant au pacte de Tirana, lors de l'entrevue de Chamberlain et Mussolini à Livourne, qu'au pacte actuel.

Après cette petite introduction, passons à l'analyse des clauses de ce pacte qui n'est autre chose que le sanctionnement officiel d'un large protectorat italien sur l'Albanie.

L'Art. 1) stipule l'assistance réciproque des deux parties contractantes, et que chacune soutiendra les intérêts et les avantages de l'autre avec le même zèle qu'elle emploie pour soutenir les siennes. Vu l'énorme différence des parties contractantes, cette clause signifie exactement qu'au moindre danger menaçant son commissaire Ahmed Zogou, l'Italie débarquera immédiatement des troupes en Albanie. Les intérêts du peuple albanais étant en contradiction évidente avec ceux du fascisme italien, il est donc aisé de se figurer de quelle façon les fascistes italiens défendront les intérêts des Albanais: en se servant de ces derniers pour de la chair à canon, pour leurs visées impérialistes.

L'Art. 2) constate qu'il y aura une alliance défensive inaltérable entre l'Italie et l'Albanie, pour vingt années. Au cours des deux dernières années, le fascisme italien a provoqué les plus grandes catastrophes politiques et financières sur le peuple albanais; on conçoit donc aisément ce qu'il en sera dans le courant de ces vingt années: la ruine entière de la population albanaise, l'annihilation complète de ce qui reste encore de la souveraineté de l'Albanie.

Le second alinéa de l'Art. 2) relève que les deux Etats employeront tous les moyens pour leur défense et leur sauvegarde réciproque contre toute attaque extérieure; donc, fortification de la côte albanaise, des routes menant vers la Yougoslavie, naturellement par des troupes italiennes, dont des contingents en nombre plus que suffisant se trouvent déjà en Albanie. C'est là une occupation, que l'on ne peut même plus nommer invisible, de tout le pays, occupation qui n'est déjà que trop avancée.

L'Art. 3), par raillerie cynique, stipule que les deux parties contractantes agiront d'accord pour le maintien de la paix et de la tranquillité. Combien pacifiques sont les visées du fascisme, Mussolini l'a bien montré lorsqu'il a évoqué la nécessité de la restauration de l'imperium romain. Mais cet article renforce encore les stipulations des deux premiers: les moyens les plus efficaces seront employés non seulement pour prévenir des hostilités éventuelles, mais aussi pour assurer une juste satisfaction à la partie menacée. Donc, pour employer ces «moyens efficaces» pour protéger son «alliée», le fascisme italien débarquera tout naturellement ses troupes en Albanie, occupera militairement tout le pays, puis exigera, «pour son alliée», la «juste satisfaction» dictée par ses intérêts impérialistes. Et ce ne sera que jeu d'enfant pour l'Italie de mettre en scène un tel cas.

L'Art. 4) stipule avec toute la netteté voulue les moyens à employer: ressources militaires, financières et de toute autre nature. On ne peut vraiment pas offrir davantage. Lorsque l'Italie fasciste jugera venu le moment opportun d'occuper l'Albanie, ce n'est pas le prétexte futile à trouver qui l'embarassera.

L'Art. 5) déclare que les deux parties s'engagent à ne pas conclure ni entamer des pourparlers de paix, d'armistice ou de trêve, sans un accord commun. Est-ce la puissante Italie qui, dans le cas d'une guerre, demandera à la petite Albanie l'autorisation de conclure la paix? ou n'est-ce pas le peuple albanais que, par cette clause, Ahmed Zogou force à se battre et à répandre son sang jusqu'à ce que les visées italiennes soient atteintes? La réponse y est vraiment superflue.

L'Art. 6) est de nature de forme, mais qui ouvre de vastes champs à des interprétations.

L'Art. 7) se gausse de la Société des Nations; en proclamant que le traité, en contradiction net aux statuts et à l'essence même de la Société des Nations, devra y être enregistré. Mais il y sera enregistré, car la «Société des Nations», sous sa direction britannique d'aujourd'hui, est elle-même en contradiction net avec ses propres statuts et sa propre essence.

Il est caractéristique que ce pacte est signé du côté albanais par Ilias bey Vrioni, le plus gros propriétaire terrien de l'Albanie. Les beys médiévaux albanais ne poursuivent tous qu'un seul but: maintenir leurs immenses domaines et richesses ravis au peuple albanais; ils se soucient fort peu de la domination sous laquelle ils pourront continuer leurs actes de pillage.

Le passage de la lettre-annexe où il est relevé que les troupes alliées en Albanie seront placées sous les ordres du commandant-en-chef des troupes albanaises n'est qu'une cynique ironie. On aura vite fait, au moment donné, de faire un citoyen albanais d'un officier italien et de le nommer commandant-en-chef des troupes albanaises.

Le pacte militaire en entier est à si large portée que tout commentaire devient superflu. De par l'énorme différence des forces des «deux parties contractantes», ce pacte enlève toute souveraineté à l'Etat albanais et le réduit en un protectorat italien. Le jour ne tardera pas où l'Albanie deviendra le théâtre sanglant des manœuvres de l'impérialisme fasciste.

Ce traité est la preuve la plus éclatante de l'immense danger que le fascisme constitue pour les peuples balkaniques. Le salut des peuples ne peut être atteint que par les efforts constants et énergiques à déployer pour les guider vers une République Fédérative Balkanique. Car ce n'est que cette Fédération Balkanique qui rendra les peuples balkaniques en état de s'opposer au fascisme désastreux.

T. Prroni

Les événements en Roumanie^{*)}

Ces derniers temps, la Roumanie traverse à nouveau une lourde et violente crise politique. Les mesures tellement sévères entreprises par le gouvernement Bratiano contre le mouvement dit carliste montrent, que le gouvernement s'était trouvé en présence d'un danger de renversement de régime. Quoique de Bucarest viennent continuellement des nouvelles officielles apaisantes annonçant que le danger serait écarté, que l'ordre et la tranquillité régneraient dans tout le pays, il apparaît de plus en plus clair que la crise politique actuelle n'est point un épisode passager, qu'elle ne représente nullement une simple querelle dynastique, mais qu'elle a de bien profondes causes et qu'elle deviendra inévitablement de plus en plus aiguë et provoquera de nouvelles et bien lourdes luttes intérieures.

Que se passe-t-il donc en Roumanie? Quelles sont les véritables causes de la crise politique actuelle dans ce pays?

Le parti libéral au pouvoir, de Bratiano, est le parti gros-bourgeois le plus ancien et le mieux organisé de la Roumanie. C'est le parti du capital bancaire roumain, de la vieille grosse-bourgeoisie roumaine et des anciens féodaux qui, après l'application de la mi-réforme agraire, s'allièrent intimement avec le capital bancaire pour exploiter ainsi sous une autre forme les masses paysannes.

Le parti libéral est, en première ligne, une organisation politique de l'ancien capital bancaire roumain qui s'est immensément agrandi et consolidé au cours de la guerre et qui aspire actuellement à étendre sa tutelle sur toute l'industrie et toute la finance de la Grande-Roumanie. Le trust bancaire dit «de Bratiano», qui englobe environ une douzaine de grandes banques de Bucarest, avec la «Banca Romaneasca» en tête, possède effectivement presque tout le monopole financier du pays. Par la «loi de la nationalisation» et toute une série d'autres mesures politiques, économiques et financières, ce trust bancaire libéral a placé sous sa pression le capital bancaire et l'industrie de la Transylvanie aussi. Le trust bancaire Bratiano finance les exploitations industrielles à des conditions des plus lourdes. Il perçoit en intérêts bien plus que les banques européennes. Les banques Bratiano encaissent jusqu'à des 40 % en dividendes. Les capitalistes étrangers qui veulent placer leurs capitaux en Roumanie, sont en général obligés de le faire par l'entremise de ces banques, ou sous leur contrôle, et de partager avec elles des parts plus ou moins grandes de leurs bénéfices. L'ancien capital bancaire roumain (l'actuel trust bancaire Bratiano) est depuis longtemps déjà très intimement lié avec le capital français (dans les emprunts d'Etat, dans les banques, dans l'industrie, dans les fournitures de l'armée), et oppose des difficultés toutes particulières au placement en Roumanie de nouveaux capitaux anglais et italiens, placement que s'efforcent à réaliser différents groupes industriels roumains pour se libérer jusqu'à un certain degré du monopole financier exclusif du trust Bratiano. Le développement d'après-guerre de l'industrie en Roumanie a créé de nouveaux groupes industriels qui, ensemble avec les industriels des nouvelles provinces (en particulier de la Transylvanie) veulent absolument briser le monopole financier de Bratiano. L'ancien gouvernement Averesco, en accord avec l'Angleterre et l'Italie, a déployé de sérieux efforts dans ce sens, et c'est précisément pour cela qu'il fut renversé par le puissant trust Bratiano.

Par la baisse des prix des produits agricoles, le trust bancaire Bratiano pille les paysans de la manière la plus terrible. Par la monopolisation des vivres et des objets de première nécessité, il exploite d'une façon effrénée et illimitée les masses des consommateurs des villes et des villages.

Il est donc évident que les groupes industriels cités plus haut, la bourgeoisie moyenne, les gros propriétaires terriens, les koulaks, la paysannerie moyenne, la petite bourgeoisie des villes, les masses paysannes, les intellectuels du peuple, et plus encore le prolétariat, sont mécontents de la dictature exclusive, brutale et de pillage du capital bancaire, exercée par le gouvernement Bratiano.

Les minorités nationales sont également mécontentes de la dictature du capital bancaire roumain qui encaisse la part du lion des profits dans les provinces, bénéficie des privilèges du pouvoir étatique, opprime tout développement indépendant des provinces, et applique aussi, en outre, une politique de dénationalisation.

Enfin, les capitalistes anglais et italiens sont aussi contre le gouvernement Bratiano qui limite leur sphère d'action en Roumanie.

La dynastie de Ferdinand n'était en réalité qu'un instrument entre les mains du capital bancaire roumain (c'est-à-dire: du parti libéral). La Régence actuelle est une créature absolue de Bratiano et signifie la domination pleine et entière du capital bancaire. La Régence n'est en réalité qu'une dynastie-Bratiano, avec cette différence que, par des raisons bien compréhensibles, la dynastie possède aujourd'hui bien moins d'autorité qu'au temps du roi Ferdinand.

Malgré une certaine extension du parti libéral dans les provinces nouvellement annexées aussi, malgré son élasticité bien connue, sa capacité évidente de manoeuvres, elle ne peut pourtant pas, vu sa course vers le monopole financier et sa politique exclusive, réunir toute la bourgeoisie sous l'égide de la Régence, c'est-à-dire de la dynastie-Bratiano. Le parti libéral peut encore moins étendre son influence sur les masses populaires. Il ne peut ni éliminer les profondes contradictions existant entre les différentes couches de la bourgeoisie et le capital bancaire, ni empêcher leurs luttes de s'intensifier, et ni surtout arrêter le courant oppositionnel toujours croissant de la petite bourgeoisie, de la paysannerie et du prolétariat.

L'ex-prince-héritier Carol, sous ces conditions, est devenu un étendard pour la partie mécontente de la bourgeoisie, pour les gros-proprétaires, pour les officiers. Mais, en même temps, le mouvement dit carliste éveille des illusions et des espérances chez la petite bourgeoisie et les masses paysannes. Derrière Carol, se tiennent, décidément, le parti Averesco (les gros-proprétaires, une partie de la bourgeoisie mécontente commerciale et industrielle et une partie du corps des officiers), le parti Jorga (les intellectuels bourgeois), ainsi que le groupe de Cuza (les intellectuels antisémites et le groupe des étudiants). Plus la dictature de Bratiano s'intensifiera, plus le mouvement carliste aura la possibilité de gagner aussi des larges masses de la petite bourgeoisie et de la paysannerie. La banqueroute entière de la démocratie bourgeoise et du parlementarisme en Roumanie crée également une atmosphère favorable pour l'accroissement du mouvement carliste.

Le mouvement national-tsaraniste, en tant qu'unique parti oppositionnel de masse contre le gouvernement Bratiano, contribue de beaucoup à activer le mouvement carliste. Appuyé sur les koulaks, allié avec les masses paysannes, la petite bourgeoisie et les intellectuels du peuple, le parti national-tsaraniste groupe aussi autour de soi une partie de la bourgeoisie moyenne et donne expression au mécontentement général du pays contre le régime Bratiano. Il profite actuellement de la crise dynastique pour sa lutte contre Bratiano. La direction du parti national-tsaraniste, surtout après la fusion du parti national avec l'ancien parti tsaraniste, marche avec la bourgeoisie oppositionnelle et le mouvement carliste, trahit les intérêts des masses paysannes, et par son opposition contre la dictature bancaire Bratiano, a la possibilité d'entraîner ces masses dans les eaux du mouvement carliste. La scission du prolétariat, sa faible activité politique, facilitent au plus haut degré le développement du mouvement carliste.

Dans ces conditions, on peut compter voir arriver en Roumanie un coup d'Etat fasciste, sous le manteau du carlisme, dirigé, en apparence, de la gauche contre la dictature du capital bancaire, semblable, jusqu'à un certain degré, au mouvement Pilsudski en Pologne.

Derrière Carol se tiennent aussi, sans aucun doute, l'Angleterre et l'Italie — quoique non de façon déclarée. En dehors de l'intérêt du capital anglais et italien à vaincre la résistance du capital bancaire roumain Bratiano, l'Angleterre a assurément un grand intérêt à voir le mouvement carliste triompher comme mouvement de masse, car précisément la dynastie Carol serait très facilement gagnée pour une politique tout-à-fait aventureuse contre l'Union Soviétique, tandis que le gouvernement Bratiano, à cause de ses grandes difficultés et luttes à l'intérieur, a besoin de la paix à l'extérieur et ne serait pas très facilement prêt à oser un conflit aventureux avec la Russie des Soviets. Et il ne faut pas laisser hors considération que l'Angleterre a été l'instigatrice de tous les coups d'Etat fasciste des dernières années (coup d'Etat Tsankoff, le 9 juin 1923, en Bulgarie; coup d'Etat Pilsudski, en Pologne, 1926; coup d'Etat Woldemaras, 1927, en Lituanie).

Sur la base de tous ces faits, la question dynastique en Roumanie est très actuelle, se trouve placée au centre de la politique roumaine, et crée une situation sérieuse.

C'est donc la guerre — et elle se continuera — entre les deux dynasties: la dynastie Bratiano et la dynastie Carol; une lutte qui a des bases à l'intérieur et à l'étranger, et qui mènera à un renversement de régime et à l'établissement du fascisme.

^{*)} Cet article nous est parvenu au moment où notre numéro précédent se trouvait sous presse, donc avant la mort de Jonel Bratiano.

Une victoire du mouvement carliste est naturellement possible si une partie décisive du capital bancaire roumain passe dans le camp de Carol, si le capital roumain se réconcilie avec le capital anglais, ce qui signifierait l'assujettissement du capital roumain sous la tutelle du capital anglais — si le capital bancaire lui-même, si les forces politiques de la bourgeoisie en général, opèrent un virement de groupement (l'effritement du parti libéral, etc.). Et une telle perspective n'est nullement impossible avec le temps, car premièrement, le parti libéral est par trop usé; deuxièmement, parce qu'il ne peut pas, à lui seul, surmonter les difficultés intérieures économiques et politiques; troisièmement, parce que la bourgeoisie de l'Ancienne-Roumanie et des provinces a un intérêt vital à l'union et à la concentration de ses forces contre les masses populaires, contre les nations opprimées et contre le mouvement révolutionnaire; et quatrièmement, parce que la Roumanie a absolument besoin d'un emprunt que, dans l'état des choses actuel, elle ne peut pas obtenir sans l'Angleterre.

Un tel développement de la situation politique en Roumanie y signifiera naturellement la pleine et entière victoire du fascisme. D'ailleurs, la bourgeoisie roumaine s'achemine depuis longtemps déjà sur la voie vers le fascisme. Ce serait l'illusion la plus grossière que de s'attendre, sous ces conditions intérieures et internationales, à la démocratisation de la Roumanie; au contraire, malgré le fait que la révolution démocrate-bourgeoise n'a pas encore eu lieu en Roumanie, ce pays marche, d'après toutes les perspectives, à grands pas vers la dictature fasciste. La tâche historique de la réalisation de la révolution démocrate-bourgeoise en Roumanie ne sera pas résolue avec et sous la direction de la bourgeoisie roumaine, mais sans cette bourgeoisie, et contre elle, par le prolétariat en alliance avec les masses paysannes et en unisson avec les nationalités opprimées.

G. Dimitroff

Après la mort de Ionel Bratiano

Les libéraux sont vraiment entrés depuis quelque temps sous un zodiaque noir. Précisément au moment où la base sociale de leur dictature est devenue plus mince que jamais et où ils avaient plus que jamais besoin d'un roi servile et d'une monarchie forte et non-compromise — précisément dans une telle période leur est tombée entre les pieds la question Carol. Mais à peine ont-ils «résolu» cette question par le bannissement du prince incommode et dangereux, que voilà la crise dynastique s'aiguissant par la mort du roi et par le déclenchement de la lutte autour de la Régence. Et à l'heure présente, dans cette situation difficile au point que les libéraux n'avaient pas encore vu de pareil, quand la Régence est exposée à toutes les attaques, quand l'enfant-roi de Cotroceni et le roi-noceur du Moulin-Rouge affaiblissent et compromettent l'institution monarchique comme la plus habile propagande républicaine ne pourrait le faire; dans cette situation difficile où l'acquiescement du carliste Manoilescu par le Conseil de Guerre découvre que l'armée commence aussi à devenir non-sûre entre les mains des libéraux, et quand une main forte, une personnalité puissante et avec autorité est plus nécessaire que jamais à la direction — dans cette situation ébranlée, les cliques dominantes perdent l'homme qui, après le roi — au dessus du roi — était le chef incontesté et redouté de la Roumanie réactionnaire, perdent Ionel Bratiano.

Mais il ne faut pas non plus exagérer les suites, que la mort du chef de la bourgeoisie roumaine aura sur le développement des événements et des luttes politiques en Roumanie. Le parti libéral de Bratiano diffère beaucoup du parti radical de Pachitch, quoique le rôle personnel que les deux hommes politiques dictateurs ont joué dans la vie politique des deux pays tente à des analogies et des parallèles. Le parti pachitchien de Serbie est sorti du sein de la bourgeoisie petite et moyenne des villes et de la campagne, et ce n'est qu'ultérieurement qu'il s'est entre-croisé avec des éléments bourgeois et capitalistes, devenant, par l'hégémonie des couches capitalistes dans la détermination de la politique du parti, un parti essentiellement bourgeois. La structure du parti radical de Serbie est restée non-homogène: la petite-bourgeoisie paysanne, à côté de la bourgeoisie moyenne, siègeait avec une partie de la grande-bourgeoisie dans un même parti. La mort de Pachitch, du chef avec autorité, qui a pu par son énergie et son prestige maintenir ensemble les groupes hétérogènes, a été suivie de la désagrégation du parti. Mais le parti libéral de Roumanie est un parti

homogène et représente la grande bourgeoisie organisée et centralisée dans une puissance financière commandée par la clique bratianoiste. La mort du chef va affaiblir sans doute l'énergie de direction du parti, mais on ne peut pas s'attendre à ce qu'elle soit suivie d'une désagrégation intérieure du parti même.

Par contre, la force à l'extérieur du parti libéral, l'autorité que la figure et la légende de Ionel Bratiano lui donnait vis-à-vis des masses et de l'appareil de l'Etat, est affaiblie, grièvement frappée. Bratiano était considéré par l'opinion publique, comme le roi effectif de la Roumanie — et il l'était aussi en fait — dans la main duquel siègeait en réalité aussi la couronne du roi formel. La dictature de la finance nationale était concentrée dans sa main; Bratiano était devenu le symbole de cette dictature. Et comme dans tout régime dictatorial, la figure du dictateur jouait en Roumanie un rôle des plus importants, plus important que le rôle que jouent les personnalités dans les régimes démocratiques. La disparition du dictateur au moment même où la situation de la dictature est devenue extrêmement grave et quand toutes les forces d'opposition donnent assaut au régime, affaiblit plus encore ce régime et éperonne les inimitiés et les assauts de l'opposition contre lui.

Il n'est pas tout-à-fait exclu qu'au sein du parti libéral prenne naissance un courant favorable à un accord tactique et passager avec l'opposition. Mais il est très peu probable qu'un tel courant prenne la prépondérance et mène en ce moment à la conclusion d'un accord. Il est au contraire à s'attendre à ce que les partis d'opposition aiguissent la lutte contre les libéraux, en cherchant à exploiter la situation créée par la mort du dictateur. Les antagonismes politiques sont en ce moment trop attisés, quoique au fond l'opposition ne poursuive pas le remplacement du régime en vigueur par un autre régime socialement différent dans son essence du régime libéral. A la place de la domination du capital financier national, qui poursuit l'industrialisation de la Roumanie au détriment et aux dépens de l'agriculture, de la paysannerie et des consommateurs, et au profit exclusif des banques; qui poursuit à imposer au capital étranger de se placer dans le pays par l'intermédiaire des banques libérales et de travailler sous leur contrôle; qui poursuit la préparation de la guerre contre l'URSS sous la direction de l'impérialisme français, sans repousser l'aide de l'impérialisme anglais, mais s'opposant tout de même à se laisser engrener actuellement dans la politique guerrière de provocations et d'aventures de celui-ci; à la place de la domination du capital financier national qui poursuit cette politique générale, l'opposition, en tête avec le parti national-paysan, poursuit à imposer aux libéraux le partage du pouvoir avec le reste de la grande-bourgeoisie, avec les sommets de la bourgeoisie moyenne des provinces annexées et avec les sommets des richards des villages (kiabours) et de la petite bourgeoisie des villes. L'opposition, plus ou moins carliste, en admettant la protection de l'industrie nationale aux dépens de la paysannerie et des masses consommatrices, poursuit à imposer la protection et l'aide par l'Etat de l'agriculture aussi, en premier lieu de la grande propriété et des kiabours. L'opposition poursuit l'«approvisionnement» des tendances monopolistes et accaparatrices de la grande finance vis-à-vis des catégories des industriels, commerçants, spéculateurs et exportateurs non-libéraux, c'est-à-dire non-subordonnés encore au trust financier libéral. L'opposition poursuit l'introduction du capital étranger dans des conditions plus «convenables» pour lui, pour pouvoir, en alliance avec le capital étranger, contrebalancer la puissance despotique économique des libéraux. L'opposition, en échange de l'aide du capital étranger qui est aujourd'hui trouvable particulièrement à Londres, est enfin de plus en plus disposée à engager la Roumanie sur la ligne politique internationale de l'impérialisme anglais, c'est-à-dire sur la ligne qui en essence signifie: provocation et aventure guerrière contre l'URSS à la solde des Deaterding et Chamberlain.

Pour avoir des garanties quant à ce partage du pouvoir entre les libéraux, représentants de la bourgeoisie financière, et entre le reste de la grande bourgeoisie, la bourgeoisie moyenne des provinces annexées et les kiabours, catégories qui sont représentées par les partis de l'opposition en tête avec le parti national-tsaraniste, les chefs de l'opposition demandent la modification de la Régence de la sorte qu'eux aussi aient — par la personne de Carol — un mot à dire dans cette position constitutionnelle. Ces chefs demandent ensuite des élections libres, pour pouvoir s'assurer une autre garantie dans le parlement. C'est autour de ces buts

que se livre la lutte aujourd'hui — et la question dynastique est seulement un drapeau pour couvrir ces buts. Et plus la lutte de la part de l'opposition devient intense, plus après devient la résistance de la part des libéraux, qui recourent de plus en plus à la dictature ouverte. Et vice versa, plus les libéraux sont-ils forcés de recourir à un régime de dictature et de terreur contre l'opposition, plus l'opposition devient exaspérée. Les coups récemment reçus par les libéraux (la crise dynastique, la mort du roi, le remplacement du roi par une Régence dénuée de toute autorité, enfin la mort de Ionel Brătianu) attise et encourage plus encore l'opposition.

La crise politique va donc en s'aiguissant en Roumanie. Et étant donné que la lutte politique se transpose dans l'appareil de l'Etat aussi, dans l'armée, étant donné que l'opposition a trouvé, par le moyen du carlisme, un chemin vers une partie des officiers et de l'armée, jusqu'à présent instruments sûrs et exclusifs dans les mains des brătianistes, la crise politique peut se déclencher à un moment donné sous la forme d'un coup d'Etat carliste. Mais les résultats de ce coup d'Etat n'amèneront pas un régime de démocratie et de satisfaction des revendications des larges masses populaires des villages et des villes, car derrière un tel coup d'Etat, préparé d'ailleurs avec l'aide politique

du parti national-tsaraniste, se trouve une partie de la grande bourgeoisie tout aussi ennemie des masses populaires travailleuses que les libéraux, se trouve la partie fasciste des officiers, et se trouve enfin l'impérialisme anglo-italien, la tête et l'inspirateur de la réaction européenne. Celui qui de la victoire d'un tel coup d'Etat, derrière lequel se trouvent de telles forces réactionnaires, attend le salut du peuple, fait, consciemment ou non, le jeu des ennemis du peuple roumain et des autres peuples vivant entre les frontières de la Roumanie d'aujourd'hui. Le salut se trouve dans la lutte tant contre la domination des banquiers et des fabricants brătianistes, que contre celle des capitalistes et propriétaires terriens, des exportateurs et politiciens carlistes. Le salut se trouve dans l'instauration de la République populaire, dans la conquête d'un gouvernement des ouvriers et des paysans, qui sauvera le pays de toute oppression et exploitation et qui, dans le cadre de la Fédération des Républiques des ouvriers et paysans des Balkans et en bonne entente avec l'Union des Républiques Soviétiques, assurera la paix dans ce coin de l'Europe, d'où est partie la guerre générale de 1914 et d'où l'impérialisme prépare le déclenchement de la guerre prochaine plus terrible encore.

I. Mateescu

La terreur effrénée en Dobroudja

Nous avons montré à maintes reprises dans notre journal le système barbare que le gouvernement roumain applique en Dobroudja pour dénationaliser ce malheureux pays. Par des persécutions féroces, il oblige la population autochtone à émigrer. Ceux qui, quand même, restent attachés à leurs foyers, subissent les traitements les plus ignobles, et beaucoup sont assassinés sous les tortures les plus barbares.

Pour bien mener son œuvre de «roumanisation» de la Dobroudja, le gouvernement roumain a eu recours aux Tsintsars — des Koutsovalaques roumains qu'il a attirés en masse en Dobroudja et les y a fait installer sur les terres et dans les maisons des paysans autochtones. D'où haines irréductibles entre les Dobroudjanais et les Tsintsars intrus. Ces derniers, choyés par les autorités, s'en sont fait les instruments inconscients et contributeurs, par toutes sortes de violences, à rendre aux Dobroudjanais le séjour impossible dans leur propre pays.

Nous publions ci-dessous quelques faits, entre mille, montrant les actes inouïs des autorités roumaines et de leurs instruments, les colons Tsintsars, perpétrés sur la malheureuse population dobroudjanaise.

*

Le 25 octobre dernier, dans le village de Denizler, une quarantaine de paysans, hommes et femmes, ont été arrêtés et féroceement battus pour leur faire «avouer» qu'ils auraient organisé des collectes en faveur de l'Organisation Révolutionnaire Dobroudjanaise et qu'eux-mêmes feraient partie de bandes.

A Belitsa a été arrêté l'instituteur Popoff; il a été féroceement torturé pendant une semaine pour qu'il dépose contre plusieurs paysans en les accusant d'être des comitadjis. Un certain Madjaré, de l'«Actiunea Romaneasca», voulant tirer profit des «témoignages» imposés à Popoff, a essayé de soutirer 72.000 leis des paysans contre lesquels ces accusations se forgeaient.

Le 1er novembre, à Sarsinlar, chef-lieu de district, des Tsintsars, armés jusqu'aux dents, venus des villages avoisinants, ont attaqué les Dobroudjanais et les ont battus féroceement.

Le 2 novembre, des Tsintsars armés ont attaqué le village de Kotchina, district de Silistra, et y ont commis des pillages, des viols, et toutes sortes d'actions de violence et de terreur. De plus, et d'ordre du commandant de la

gendarmerie, tous les notables y ont été arrêtés, le village a été incendié. La population s'enfuit dans les forêts.

Des attaques, des pillages et des férociétés identiques ont été commis également dans les villages de Kara-Omour, Yali-Tchataldja, Kapakli, Srebarna, Aydemir et Babouk. Dans ces villages, tous les habitants dobroudjanais ont été soumis à des bastonnades et tortures inhumaines et leurs biens détruits. Les Tsintsars ont troué par des balles les caves et ont forcé les femmes et jeunes filles à se soumettre à leurs désirs, dans des orgies. La population, affolée, envoya demander protection au préfet de Silistra, qui, cependant, refusa toute intervention et aide. Ont été battus à mort les Dobroudjanais Peytcho Kotcheff, Dimo Pentcheff, Dobri Pantcheff, Peniou Stoyeff, Veliko Tchotcheff, Pavel Petkoff, Kolio Srebroff, Netko Haralampieff, Ivan Nedeff, Dimo Ganeff, Jelesko Ganeff, Jetcho Kataloueff, Natcho Jeleskoff, Dimo Koleff, Sabi Angueloff, Kolio Hadji-Guéorguieff, Mito Christoff et Dimo Guéorguieff. On a arraché au paysan Kolio Hadji-Guéorguieff les poils, un à un, de sa barbe et de sa moustache. Guéorgui Hadji-Ratcheff a été pendu la tête en bas et a été torturé atrocement. Le prêtre du village de Kotchina, Boris Chichkoff, a été cruellement battu.

Le 4 novembre dernier, une quarantaine de colons Tsintsars ont attaqué le village de Kasimir et y ont féroceement battu les paysans. Le nommé Dimitr Koleff a été pendu à un arbre, la tête en bas, au centre même du village, de la paille a été allumée sous sa tête, et le malheureux a expiré sous ces tortures, dans de terribles convulsions. Ce que les Tsintsars n'ont pu enlever et transporter dans des voitures chez eux, a été détruit ou brûlé. D'identiques massacres, violences et sévices ont été commis aussi dans les villages de Yali-Utchourman, Gargalik, etc. Après que toutes ces barbaries furent consommées, les autorités roumaines ont tout de même jugé nécessaire de faire quelque chose, en apparence, et des camions automobiles ont été envoyés pour transporter à Kavarna les Dobroudjanais blessés. A quatre kilomètres de la ville, les blessés, au nombre de 22, ont été attaqués par un groupe de Tsintsars de dix personnes, arrivées en automobile, et auxquels se joignirent une cinquantaine d'autres Tsintsars sortant des vignes et des champs avoisinants. Tous les Tsintsars étaient armés de fusils. Ils se sont rués sur les blessés à coups de fusils et de bayonnettes. Vers le soir, les parents et proches des Dobroudjanais sont venus ramasser et transporter chez eux les blessés dont plusieurs agonisaient déjà

Un Appel des étudiants dobroudjanais

A la suite des nouvelles tueries organisées par l'oligarchie et les tchokoys roumains sur la paisible population dobroudjanaise, par application d'une politique systématique de terreur, dans le but de la forcer à émigrer et de dénationaliser et «roumaniser» ainsi la Dobroudja, les étudiants et émigrants dobroudjanais en Europe ont lancé à l'opinion publique progressive, aux amis des peuples opprimés, un Appel dont nous avons reçu un

exemplaire et que nous nous faisons un devoir de publier in-extenso:

«Jetée par les traités de paix entre les griffes de la tyrannie inouïe, cruelle, indiciblement honteuse pour notre siècle, des tchokoys roumains, la Dobroudja élève à nouveau sa voix martyrisée, elle adresse à nouveau un ardent appel. Une nouvelle vague de féroces violences, d'une sau-

vage terreur, de sanglants pogromes, se déferle sur la Dobroudja et menace l'existence de la population dobroudjanaise.

Les traités de paix, les clauses pour la protection des minorités, tous les droits et libertés civils et politiques, toute légalité et humanité sont aujourd'hui piétinés d'une manière barbare en Dobroudja. Les conflits sanglants provoqués par des «facteurs irresponsables» et surtout par les bandes armées des colons koutsovalaques, instruments du pouvoir officiel y sévissent féroceement.

Afin de détourner l'attention publique des luttes politiques résultant de la crise dynastique même, de détourner le mécontentement populaire croissant du régime dictatorial de la clique bratianiste, les autorités organisent systématiquement des mouvements antisémites et des pogromes sanglants sur les minorités locales.

La politique dénationalisatrice de l'oligarchie roumaine en Dobroudja y a fait cesser toute vie culturelle et politique pour les minorités. Ces minorités sont aujourd'hui privées de leurs écoles et églises. Un système de pillage, de vénalité, d'imposition insupportable a porté un coup terrible à la vie économique de la Dobroudja. Une loi monstrueuse sur la propriété foncière dépossède en masse les paysans dobroudjanais et anéantit leur existence. De par cette loi, intitulée «monstruosité juridique» par les juristes les plus éminents, l'Etat roumain a déjà enlevé aux paysans, sans indemnité aucune, 60.000 hectares de terres, et plus de 100.000 hectares devront encore être ravis. Mais l'oligarchie roumaine ne se déclare pas satisfaite de ce banditisme. Elle terrorise la population paisible dobroudjanaise par tous les moyens. Elle emploie, entre autres, à cet effet, les colons koutsovalaques: elle les a constitués en bandes armées qui attaquent les paysans autochtones et lorsque les malheureux Dobroudjanais essaient de défendre leur vie, ils sont arrêtés, jetés en prison, battus féroceement, soumis à des pogromes sanglants en masse. Tout ceci dans l'unique but de forcer les Dobroudjanais à s'enfuir de leurs foyers, afin de pouvoir mieux s'approprier leurs terres. C'est là le but de la politique de colonisation des tchokoys roumains en Dobroudja, et le résultat en est une émigration constante des Dobroudjanais: plus de 60.000 Dobroudjanais ont cherché vie sauve dans l'émigration — c'est-à-dire dans la misère, dans la détresse.

Après les boucheries en masse de mai et de juillet 1926 dans les villages de Chahinlar, Popina, Staro-Sélo, Senovo et Daïdar, où plus de 70 Dobroudjanais furent massacrés, l'oligarchie roumaine a recommencé ses crimes.

En septembre dernier, les paysans de Kaïrak et de Bey-Bounar furent soumis à de cruelles bastonnades, jetés en prison, et ne furent remis en liberté qu'après avoir payé chacun un rançon de 15.000 leis.

Le 15 octobre dernier, les paysans du village de Denizler ont été féroceement battus. 30 paysans des plus en vue furent emprisonnés, et ne furent remis en liberté que contre un rançon de 70.000 leis. Par suite des bastonnades qu'il dut subir, l'instituteur Popoff se trouve au lit dans un état désespéré.

Le 3 novembre, 54 paysans du village de Kotchina ont été massacrés, sous les pires tortures. Le prêtre Boris Chiechkoff fut battu à mort. Les survivants s'enfuirent dans les forêts. Le village a été entièrement pillé d'abord et incendié ensuite.

Le 4 novembre furent attaqués les paysans du village de Kazimir, 14 en furent battus à mort. Le paysan Dimitr Koleff fut lié à un arbre la tête en bas, et de la paille fut allumée sous son visage. Le malheureux expira dans de douloureux effroyables. Le nombre exact des tués n'est pas encore établi. Il y en a qui furent battus, puis coupés en morceaux.

Les villages de Babouk, Kalipetrovo, Srebarna, Aïdemir, Kapakli et autres, furent attaqués, mis à sac, et incendiés.

Toujours en novembre dernier, 22 paysans des villages de Yali-Utchourman, Gargalik et Chabla furent féroceement torturés et criblés de coups de baïonettes.

Les premières protestations publiées dans les journaux locaux «Nov Glas» (Silistra) et «Courrier» (Dobritch) contre les crimes barbares des bandes des colons firent que le rédacteur du «Nov Glas» et le propriétaire de l'imprimerie du «Courrier» furent battus à mort et les imprimeries saquées et détruites.

Tous ces crimes sont perpétrés par les bandes des colons koutsovalaques, et les autorités officielles leur accordent le plus large appui.

Le 20 novembre 1927 avait été proclamé jour de deuil à Dobritch et une délégation envoyée à Bucarest pour pro-

tester contre ces actes iniques. En réponse, le gouvernement de l'oligarchie roumaine envoya de nouvelles troupes en Dobroudja... pour étouffer toute voix de protestation et pour y soutenir sa barbare politique de dénationalisation.

Les étudiants et émigrants dobroudjanais organisés en Europe élèvent hautement leur voix de protestation contre les cruautés et vandalismes des gouvernants roumains en Dobroudja; ils montrent à l'opinion publique européenne le grand danger de nouveaux cataclysmes et effusions de sang dans les Balkans provoqués par la politique de dénationalisation et d'oppression de l'oligarchie roumaine. Cette politique présente un danger indirect mais certain pour la paix balkanique et mondiale.

Ils protestent de même contre le gouvernement Liapatcheff en Bulgarie qui empêche par les moyens les plus brutaux les démonstrations de la jeunesse universitaire à Sofia, organisées pour protester contre la politique criminelle du gouvernement roumain en Dobroudja.

Ils adressent un appel ardent à tous les amis des peuples opprimés, pour élever également leur voix de protestation

**contre la tyrannie roumaine en Dobroudja,
pour la protection de la population dobroudjanaise,
pour la cessation des pogromes sanglants en Dobroudja,**

pour la restitution à la population dobroudjanaise de ses droits et libertés culturels, civils et nationaux, foulés aux pieds,

pour la réalisation du droit d'autodétermination des peuples balkaniques — l'unique garantie pour le rétablissement de la paix dans les Balkans,

pour la Dobroudja libre et indépendante dans les limites de la Fédération Balkanique!

le 28 novembre 1927

Union des étudiants et émigrants
dobroudjanais en Europe.

L'enfer de la prison de Philippople

La direction de la prison centrale de Philippople avait publié dans les journaux locaux «Borba» et «Youg» du 9 novembre un démenti à des révélations du «Novini» de bastonnades et tortures infligées le 24 octobre dernier aux prisonniers de ladite prison, à R. Kementchédjieff d'une façon particulièrement bestiale. Ce «démenti» affirmait que l'on n'avait battu personne dans la prison de Philippople, ni Kementchédjieff et ni aucun autre prisonnier. Des citoyens de Philippople, considérant de leur devoir de porter à la connaissance de l'opinion publique les faits tels qu'ils ont été en réalité, ont adressé au ministère de la justice, au groupe parlementaire du parti ouvrier, au journal «Novini» et à la Ligue des Droits de l'Homme une lettre ouverte dont nous redonnons les passages suivants:

«Les facteurs «responsables» et «irresponsables» perpétrent depuis trois ans leurs agissements criminels dans la prison de Philippople. Leurs instruments parmi le personnel de la prison sont: le caissier Ivan Kovatcheff, Mladen Takeff, et autres, firent une tentative de fuite, mais sans résultat. Le susindiqué surveillant Todor Pop Angueloff et Koytcho Koytcheff. (Ce dernier vient d'être licencié parce qu'il a voulu, en plein jour, enlever et violer la femme d'un prisonnier qui était venue visiter son mari. On n'avait pas pu le laisser à son poste, tellement ce scandale avait été public. — La Réd.) Pendant ces trois années, ces gens ont commis d'innombrables atrocités sur les prisonniers, leur ont fait subir d'innombrables tortures, et ont fait ainsi de la prison un véritable enfer.

«C'est en 1924 que les facteurs «irresponsables» firent leur première apparition dans la prison de Philippople — lorsque les prisonniers Ivan Radoslavoff, D. Gaytandjéff, Mladen Takeff, et autres, firent une tentative de fuite, mais sans résultat. Le susindiqué surveillant Todor Pop Angueloff a si cruellement et féroceement battu ces malheureux prisonniers avec un gourdin que: Mladen Takeff en eut les mains et les pieds fracturés, Ivan Radoslavoff en eut les chairs des cuisses tombées en lambeaux, et Boris Ivanoff, de Roussé, en est mort entre les mains du bourreau sadique.

«Voici quelques cas des innombrables tortures infligées aux prisonniers par les bourreaux susindiqués:

«1) En 1925, sous l'accusation d'avoir volé des chaussettes de la prison, ont été cruellement battus les détenus D. Gaytandjéff, Yanko Filoff, Yordan Chopoff, et d'autres.

«2) En août 1925, deux pistolets ont été trouvés chez les prisonniers. Une «enquête» a été ouverte, qui a duré deux mois, menée seulement pendant la nuit.

L'enquête a consisté en de terribles bastonnades et autres tortures indicibles. Les bourreaux qui administraient les coups étaient Ivan Kovatcheff, Koytcho Koytcheff, les chefs des patrouilles, les géoliers, et les soldats; les battus étaient les détenus Deniou Mineff (Luben), Guéorgui M. Ognianoff, Vl. Guéorguieff, Ath. Apostoloff, Chr. Mikhaïloff, Boris Dimitroff, tous des prisonniers politiques, et Minko Gradinaroff, Jeliasko Manoloff, Todor Petroff, et d'autres, prisonniers de droit commun. Les tortures étaient si féroces que Guéorgui M. Ognianoff ne put résister aux souffrances et se coupa les veines. Lors du procès qui avait été ouvert pour la forme, le directeur de la prison ne put ne pas avouer qu'il avait lui-même vu des têtes fracturées, des membres brisés, des visages ensanglantés, mais il ajouta que «nul n'était venu se plaindre à lui». L'enquête avait été menée par le caissier. Les accusés du vol ont dû être acquittés du délit à eux imputé, l'inanité de l'accusation ayant été établie.

»3) En automne de la même année, deux détenus, transportés de Sofia, ont été féroceement battus parce que, en enlevant leurs chaussures, ils avaient aussi enlevé leurs chaînes. C'est le susdit surveillant Todor Pop Anguéloff qui les a battus. Le bruit circule que l'un des battus en est mort alors qu'on le reconduisait à Sofia.

»4) Le 1er mai 1926 ont été féroceement battus et torturés, pour avoir fêté le 1er mai, les prisonnières Tsola N. Dragoitchéva (Sonia) et Rada Todorova, et les prisonniers Pentcho Dvorianoff, Christo Mikhaïloff, K. Tsvétaroff, R. Kementchédjieff, D. Roussénoff, G. Karaslavoff, Ranguel Kirimoff, C. Christoff, A. Tankoff, T. Anguéloff, C. Trifonoff, G. Yozoff, M. Tchoukoff, K. Arguiroff, G. Mandadjieff, G. Ivanoff, G. Ilicoff, C. Tserovsky, B. Dimitroff, C. Sotiroff, B. Balgaranoff, G. Ognianoff, A. Nedeltcheff, G. Ekoff, P. Radezka, A. Karaivanoff, et G. Dimitroff. Les bourreaux ont été: les surveillants Todor Pop Anguéloff et Koytcho Koytcheff, et des soldats.

»5) En même temps, et parce que l'on a trouvé des journaux chez eux, on a féroceement battu R. Kementchédjieff et K. Arguiroff.

»6) La soupe de la prison est très souvent infecte et les prisonniers la refusent. Pour cette raison, à de différentes époques, ont été battus féroceement G. Kalfcheff, M. Kofcheff, Z. Nicoloff, et d'autres.

»7) Ont été féroceement battus, sous de différents prétextes, D. Yaneff, Y. Filoff, R. Dimitroff, Petko Guéneff et Assa Assanoff (les deux derniers de tous jeunes adolescents). Assa Assanoff a été si féroceement torturé qu'il en est devenu fou.

»Il n'est pas possible d'énumérer tous les innombrables cas de bastonnades et de tortures infligées aux malheureux prisonniers de la prison de Philippople, sous les prétextes les plus futiles. En 1926, le directeur a ordonné que les bastonnades et tortures ne pourraient dorénavant être infligées que sur son ordre exprès ou sur celui du procureur. (Voilà la légalisation et le sanctionnement officiel des tortures! La Réd.) Mais on ne s'est pas soucié même de cet ordre et les fonctionnaires ont assouvi leur férocité sadique sur les malheureux prisonniers sous toutes sortes de prétextes.

»Et le 24 octobre dernier — comme comble de l'arbitraire, et ce que précisément le directeur de la prison veut «démentir»: les prisonniers politiques avaient adressé ce jour-là au parlement une demande d'amnistie. Là-dessus, vers les 10 h du soir, les bourreaux susnommés ont enlevé de leurs cellules Rada Todorova, R. Kementchédjieff et Krsto Béleff, les ont menés dans la chambre du gardien de service, et les surveillants Todor Pop Anguéloff et les géoliers Petko et Ivan les ont battus jusqu'à ce qu'ils furent eux-mêmes épuisés. Les os des malheureux battus ont été brisés, les chairs tombaient en lambeaux de leurs membres, mais nulle aide de médecin ne leur a été accordée. Et pourtant, Rada Todorova était malade de la plèvre, R. Kementchédjieff souffrait d'une grave maladie de coeur, et Krsto Béleff venait de quitter le cachot qui lui avait été infligé pour avoir crié «A bas le fascisme!» et chanté l'Internationale lorsque le juge prononçait sa condamnation.»

Et ceux qui relèvent ces férocités bestiales se demandent dans quel but elles sont commises? si ce n'est pas là une provocation infâme pour pousser les prisonniers à la révolte et avoir ainsi un prétexte pour les massacrer et organiser aussi une boucherie parmi les masses travailleuses de Philippople? Car de la part du gouvernement du Zgovor et de ses condottieri, on doit s'attendre à tout.

Un grand meeting balkanique à Paris

Le mardi 15 novembre, à la Salle des Sociétés savantes, à Paris, le Comité de Défense des Victimes de la Terreur blanche dans les Balkans a donné un grand meeting où furent passés en revue tous les problèmes balkaniques.

Le distingué professeur de philosophie M. Félicien Challaye présidait, assisté d'une part de Mme Léger, Française condamnée à mort à Sofia, ainsi que son mari, après l'attentat de la cathédrale malgré leur innocence criante, et que le Comité a réussi à faire libérer, M. Léger restant encore en prison; d'autre part, M. Victor Arrighi qui vient de terminer deux ans de détention à la prison de Barberousse, en Algérie, sous l'inculpation de propagande anti-colonialiste.

M. Félicien Challaye souligna, en ouvrant la séance, l'idée de protestation en faveur de tous les opprimés qui avait présidé à la constitution du bureau.

L'assistance était très nombreuse et comprenait des émigrés de toutes les nations balkaniques.

M. Robert Bos, avocat à la Cour d'appel de Paris, parlant le premier, rendit compte de son voyage à Prague, où il intervint heureusement pour la libération du militant roumain Elek Koebloes, dont la Sigourantsa demandait l'extradition au gouvernement tchécoslovaque. Il exposa ensuite les démarches qu'il fit à Budapest en faveur des accusés communistes et socialistes du procès Szanto-Vagi.

M. Simonin qui vient de représenter la C. G. T. U. française au Congrès des Syndicats indépendants, fit un exposé émouvant de la situation en Bulgarie et réclama l'amnistie complète et l'abrogation de la loi de défense de l'Etat.

Puis M. Daniel Renoult résuma les données de la question macédonienne, dressa les responsabilités des gouvernements serbe, grec et bulgare dans le martyre du peuple macédonien, tout en démasquant sans pitié les imposteurs autonomistes. Il fit acclamer la grande idée de salut pour la Macédoine: la Fédération Balkanique.

En un très remarquable discours, M. Gabriel Péri montra la lutte des impérialismes rivaux dans les Balkans, opposa les intrigues anglo-italiennes aux menées françaises qui viennent d'aboutir à la conclusion du traité franco-yougoslave et, rappelant qu'avant 1914 la même lutte opposait dans les Balkans l'impérialisme autrichien et l'impérialisme russe, il dénonça, aux applaudissements répétés de la salle, le terrible danger de guerre qui, de nouveau, résulte pour le monde entier de cette situation. Il insista, à son tour, sur la nécessité d'intensifier, pour sauver la paix, la propagande en faveur de la Fédération Balkanique.

Enfin M. Georges Pioch, qui s'est rendu en Roumanie lorsque le procès Boris Stéfanoff fut ajourné pour la cinquième fois, fit un tableau saisissant de la vie roumaine, de la misère des ouvriers, de la frivolité inconsciente des classes dirigeantes. Il montra la lèpre de l'antisémitisme rongant la Roumanie des Boyards. Son appel pour l'action en faveur de la paix menacée par le fascisme balkanique fut particulièrement émouvant.

C'est au milieu du plus grand enthousiasme que l'ordre du jour suivant a été adopté à l'unanimité:

»Les citoyens, réunis Salle des Sociétés savantes, le 15 novembre, à l'appel du Comité de Défense des Victimes de la Terreur blanche dans les Balkans, après avoir entendu les citoyens Félicien Challaye, Robert Bos, Simonin, Daniel Renoult, Gabriel Péri, Georges Pioch, exposer la situation dans les divers Etats balkaniques:

»Constatent que la réaction et le fascisme, appuyés par les grandes puissances occidentales, continuent leur oeuvre de terreur contre les travailleurs, ouvriers et paysans, et contre les minorités nationales.

»Ils flétrissent les actes de torture judiciaire en Hongrie dont le procès Szanto-Vagy a fait surgir la révélation, et stigmatisent la condamnation des accusés innocents.

»Ils s'élèvent avec indignation contre le maintien de l'état de siège et du régime des conseils de guerre en Roumanie, protestent contre le sixième ajournement du procès Boris Stéfanoff et les persécutions contre les syndicats ouvriers.

»Ils réclament l'amnistie générale en Bulgarie, l'abrogation de la monstrueuse loi de défense de l'Etat et dénoncent à l'opinion civilisée les nouveaux massacres de Troïan.

»Ils protestent avec indignation contre l'odieuse traitement infligé dans la hideuse Glavniatcha de Belgrade aux révolutionnaires Vouyovitch et Kousovatz.

»Ils réprouvent avec une égale énergie les crimes commis en Macédoine par les comitadjis au service de Mussolini, et les atrocités des gouvernements serbe, grec et bulgare contre les populations macédoniennes. Ils se déclarent

rent solidaires du peuple macédonien luttant pour son unité et son indépendance.

»Ils envoient leur salut fraternel au prolétariat grec qui subit actuellement l'offensive furieuse de la réaction bourgeoise, et qui combat pour que le régime de Terreur blanche sévissant dans tous les autres pays balkaniques ne s'installe pas définitivement en Grèce aussi.

»Prenant également position contre les menées impé-

rialistes de Londres, de Rome et de Paris, dénonçant les dangers de guerre que préparent aussi bien le traité franco-yougoslave que le pacte de Tirana entre Mussolini et le tyran albanais Ahmed Zogou, ils appellent tous les opprimés des Balkans à une action commune.

»Et se séparent aux cris de: »A bas le fascisme et la Terreur blanche dans les Balkans! A bas l'impérialisme fauteur de guerres! Vive la Fédération Balkanique!«

Pour l'amnistie politique effective et générale en Bulgarie et l'abrogation de la loi de défense de l'Etat

A la nouvelle session du Sobranié, on s'attendait à ce que l'amnistie politique générale et effective soit votée d'urgence. Or, non seulement il n'y eut pas d'amnistie, mais Liapcheff refusa même d'en admettre l'inscription à l'ordre du jour.

Sous le coup asséné par cette nouvelle férocité de Liapcheff, les prisonniers politiques et leurs parents et proches restèrent d'abord comme étourdis. Mais, bientôt, un esprit d'indignation se dressa de partout, de la Bulgarie et de l'étranger, et c'est de tous les côtés que s'élèvent actuellement à nouveau des voix réclamant l'amnistie.

De la prison de Sofia, les détenues Adèla Nicolova, condamnée à mort par la pendaison, Tsola Dragoitchéva (Sonia), également condamnée à mort par la pendaison, ont adressé des demandes énergiques d'une amnistie pleine et entière et de l'abolition de l'ignoble loi pour la défense de l'Etat. Ces demandes, ainsi que des centaines et des centaines d'autres, ont été publiées par le »Novini« et les autres journaux de gauche. Et c'est de Paris et de Berlin que nous viennent maintenant l'écho de ce martyr des meilleurs Bulgares et Macédoniens dans les cachots de Liapcheff. Les quatre dépêches suivantes viennent d'être lancées à M. Liapcheff et aux journaux »Radical«, »Narod« et »Novini«:

»Au nom 500.000 ouvriers français CGTU protestons contre nouvelles violences exercées contre travailleurs bulgares et réclamons amnistie et liberté syndicale.«

Monmousseau

»Le groupe communiste parlementaire français en pleine solidarité avec prolétariat bulgare réclame une fois de plus amnistie Bulgarie et abrogation monstrueuse loi défense de l'Etat.«

Cachin, Doriot

»La section française du Secours Rouge International réclame une fois de plus l'amnistie pour les milliers prisonniers politiques et émigrés, victimes de la Terreur Blanche en Bulgarie, et l'abrogation de la loi monstrueuse de la défense de l'Etat.«

Cordier, secrétaire

»Section française Ligue Internationale femmes pour paix et liberté exprime vœu qu'une amnistie complète accompagnée abrogation loi exceptionnelle sûreté Etat permette enfin libération prisonniers et retour émigrés prie instantement gouvernement bulgare faciliter tâche comité secours fondé par Ligue Droits Homme pour assister femmes enfants victimes guerre civile.«

Andrée Jouve, secrétaire

La dépêche suivante a été lancée au roi Boris:

»Nous sommes, en tant qu'humains, pour l'allègement du sort des milliers et milliers prisonniers et émigrés politiques et de leurs familles qui périssent de faim et de misère. Nous vous prions d'user de toute votre influence pour l'octroi d'une amnistie générale. Nous croyons que cet acte apportera l'apaisement du pays et contribuera au bien-être du peuple bulgare.«

Ed. Bernstein, Heinrich Strobl, Mentzel, Obuch, général von Schoeinach, Freimuth, prof. Felix Hall, prof. Veit-Valentin, prof. Heinrich Löwe, Siegfried Jacoby, Dr. Alfred Döblin, pasteur Dr. Blayer.

D'autre part, la lettre suivante a été adressée par des avocats français aux membres de l'Union des avocats bulgares:

Paris, le 22 novembre 1927

»Messieurs et honorés Confrères.

Nous vous adressons cette lettre pour vous faire part de l'émotion grandissante qui s'est manifestée au sein des Barreaux français, à la nouvelle des tristes événements qui se sont produits dans votre pays.

Nous savons que pendant la guerre civile, où tant de milliers de Bulgares furent tués, plus de 80 avocats ont trouvé la mort. C'est une des raisons pour lesquelles nous nous

adressons à vous pour vous exprimer notre solidarité et notre grand désir de voir la Bulgarie rentrer dans une situation de légalité et de paix intérieure.

Après les grandes hécatombes de 1923, 1924 et 1925, on avait fermement espéré, en France, qu'une ère de pacification allait naître enfin pour la Bulgarie, et que le peuple bulgare, épris de liberté, allait recouvrer ses droits constitutionnels.

Malheureusement, il n'en est rien. La loi d'exception, qui a été votée chez vous en 1924 et qui a suscité dans tous les milieux des juristes européens la plus grande réprobation, reste toujours en vigueur. C'est cette législation spéciale qui certainement est à l'heure actuelle la cause principale de la continuation du régime de violence et de trouble dans votre pays. Son abrogation est la condition même de cette amnistie qui, nous le savons, est réclamée chez vous par la grande majorité de la population, et qui permettrait non seulement aux prisonniers politiques de recouvrer la liberté, mais aussi aux émigrés que nous voyons en si grand nombre et dans un si grand état de misère en France, de rentrer dans leur pays natal.

C'est pourquoi, comme amis du Droit et des principes supérieurs de la Justice, nous vous adressons nos vœux pour l'apaisement en Bulgarie. Nous vous assurons de notre solidarité confraternelle et de nos sentiments de vive amitié pour le peuple bulgare. Nous vous adjurons, vous, les avocats bulgares, de ne pas rester indifférents ou neutres dans le grand drame qui se joue en Bulgarie, et d'appuyer résolument les efforts du peuple en faveur de l'amnistie complète et de l'abrogation de la loi de défense de l'Etat, que notre Ligue des Droits de l'Homme française a justement qualifiée de »monstrueuse«.

Les milieux cultivés en France, comme les organisations ouvrières, suivent de plus en plus avec une attention passionnée les événements balkaniques qui intéressent chaque jour davantage la paix du monde. C'est pourquoi vous ne devez pas être surpris de la sollicitude que nous marquons à votre peuple, mais au contraire, être convaincus que la Bulgarie croîtra en prestige et en force morale auprès des Etats occidentaux, et notamment du peuple français, si, abandonnant la voie du fascisme et de la réaction sanglante, elle rentre dans celle de la légalité et du droit constitutionnel.

Nous espérons, Messieurs et honorés Confrères, que notre adresse sera reçue par vous avec les sentiments confraternels et amicaux qui nous la dictent, et nous vous adressons l'assurance de notre considération la plus distinguée.«

Les avocats français:

About, Albertin, Barquiseau, Berthon, Boncourt, Robert Bos, René Boucayrot, Blum, Mme Suzanne Blum, Boissier, Boitel, Bontemps, Broussard, Brunschvicq, Betty Brunschvicq, Mlle Cailleau, Julienne Caffié, Callier, Castro, Ernest Charles, Antonio Coen, Debeet, Delépine, André Delhay, Dellevallée, Denis Buirette, Paul Dreyfus, Emile Doublet, Eyrat, Fézals, Robert Foissin, Fontanilles, Fournier, Marcel Fourrier, Marcel Fressinet, Gabriel Gaudin, A. Gelma, Gimelli, Giraud, Grimaldi, Guillot, Michel Heim, Horsant, Jaeghe, Marcel Kahn, Maurice Junker, De Herambrun, Ivonne Jacquemin, Labat, Labrousse, Lagrange, Madeleine Lagrange, Lakdart, Lalquet, Le Griel, Létrange, Mme Suzanne Lévi, Jean Lhermitte, Marange, Marie-André, Martin, Mathieu Goirand, Mlle Mauclair, Mendelssohn, Marc de Molènes, Monor, Montoux, Monnerville, Arthur Mouly, Ivonne Netter, Louis Noguères, E. L. Pairoine, Pierre Payant, Maurice Paz, Pérau, Pfeiffer, René Plard, Phalempin, Robeyrol, Regnault, Reynoard, Ridel Fernand, de Riffaterre, Gaston Robin, Roger, Roux, Sadoul, Sarotte, Sarrazin, Seelesmann, Sergé, Siéklucki, Sisco, Spanion, Teniez, Emile Tirry, Henry Torrès, Jean Tromeur, Le Trocquer, Thaon, Truc, Vaillant-Couturier, Paul Vienney, Paul Weill, Marcel Willard, Wormser, Zeller, Alexandre Zévaès.

Les mouvements paysans et la question nationale en Yougoslavie

C'est de nouveau que l'on entend dans les Balkans des appels enthousiasmés à la guerre des impérialistes et chauvinistes. C'est de nouveau que des conflits menacent d'incendier le „baril à poudre“ qu'est la péninsule balkanique et de jeter les peuples frères dans une boucherie horrible. Le danger d'une guerre, attisé par les impérialistes pour leurs fins spéciaux, devient de plus en plus menaçant. Les impérialistes anglais agissent derrière l'Italie en voulant atteindre, par leur appui de la politique italienne, la Russie Soviétique, et l'enserrer plus fortement encore dans des chaînes hostiles.

Les Balkans, ces peuples paysans vendus aux différentes puissances impérialistes par leurs propres gouvernants, devront les premiers supporter les cruautés de la guerre, sacrifier pour les plans des impérialistes et capitalistes des centaines de milliers de leurs fils. Les masses paysannes en souffriront le plus, car c'est en 90 % par des fils de paysans que sont formées les armées des Etats balkaniques, comme ce furent eux qui dans les guerres précédentes ont supporté les plus lourdes charges et ont porté les plus graves sacrifices. Les nations opprimées, et elles sont nombreuses dans les Etats „libres et nationaux“ des Balkans, seront écrasées, tout comme jusqu'à présent, sous de terribles charges.

Les gouvernements balkaniques capitalistes observent vis-à-vis des cris de guerre des grands impérialistes la même attitude qu'avant la guerre européenne : ils attendent les ordres de leurs seigneurs respectifs occidentaux, pour se jeter réciproquement dans le meurtre fratricide.

La bourgeoisie yougoslave s'est présentée tout d'un coup comme le „défenseur“ de l'indépendance albanaise : cette même bourgeoisie yougoslave qui tant de fois, en commun avec les autres impérialistes, a voulu partager l'Albanie, la fouler aux pieds. Elle parle aujourd'hui de l'idée d'une Entente Balkanique, elle qui jusqu'à maintenant a cherché à étouffer cette idée par les moyens les plus sanglants, qui a persécuté et maltraité jusqu'à la mort les militants de cette idée, les meilleurs fils des Balkans. Et tout ce „revirement“ comme réponse à la pénétration italienne dans les Balkans.

Et les masses populaires? les nations opprimées des Balkans? Que font elles? On n'entend pas aujourd'hui une protestation énergique de leur part. Les mouvements paysans des peuples balkaniques opprimés ne sont pas aujourd'hui capables d'une action commune et forte parce qu'ils nagent dans les eaux stagnantes des creux discours bourgeois-démocratiques-pacifistes, et qu'ils perdent leur sang dans une lutte fratricide. De tous les mouvements nationaux, c'est seulement la troupe courageuse des combattants révolutionnaires autour de la „Fédération Balkanique“ qui porte sur son bouclier la grande idée de la liberté des peuples balkaniques — l'idée d'une Fédération des républiques balkaniques. Tous ceux qui souffrent sous l'oppression nationale et l'exploitation capitaliste doivent se joindre à cette troupe pour former un front uni, national et révolutionnaire. Les mouvements paysans doivent le faire aussi, à forces réunies, car les masses paysannes sont particulièrement opprimées et exploitées, économiquement, nationalement et politiquement, par la bourgeoisie au pouvoir.

Les masses paysannes de la Yougoslavie — c'est d'elles qu'il est question dans cet article — doivent comprendre que leur salut réside uniquement en une Fédération des républiques balkaniques, des républiques dans lesquelles auront la prédominance seules les masses laborieuses des ouvriers et des paysans. Ces masses ont le devoir non seulement d'accepter cette idée en leur for intérieur, mais aussi de lutter énergiquement pour sa réalisation.

Les Balkans vivant à nouveau sous la menace perpétuelle de guerre des grands impérialistes étrangers et des petits impérialistes balkaniques, les mouvements nationaux se trouvent de nouveau placés devant l'alternative de prendre les armes pour leur propre liberté, ou pour les intérêts des capitalistes, des monarchistes, des militaristes.

Nous voyons cependant qu'en Yougoslavie, ni l'un et ni l'autre mouvement ne se font sentir. A leur place parlent leurs leaders bourgeois : ils parlent une langue étrangère, inconnue au peuple, et non pas une langue balkanique, paysanne, de libération! Stefan Raditch, le leader de l'un des plus forts mouvements paysans nationaux — le parti paysan croate — annonçait nettement qu'il fallait quitter le service de l'impérialisme français pour entrer au service de l'impérialisme anglais. Les leaders du deuxième grand mouvement paysan — l'Union Paysanne Serbe — parlent d'une politique amicale envers l'Angleterre impérialiste, et ce n'est que sous la pression des masses paysannes qu'ils plaident la reprise des rela-

tions avec la Russie Soviétique. Les leaders de ces deux partis croient aider aux paysans en concluant une alliance avec la monarchie pour recevoir de ses mains le pouvoir politique. Nulle part, ni chez les fédéralistes croates du groupe de Trumbitch, ni chez les fédéralistes monténégrins du camp de Vuletitch, il n'y a une agitation énergique des groupes paysans et nationaux conduits par des leaders bourgeois; il n'y a pas la mise en relief de la lutte énergique nécessaire pour la libération nationale et pour la Fédération Balkanique qui, en ce moment, est devenue particulièrement actuelle. Les seuls combattants en Yougoslavie qui travaillent courageusement pour cette idée sont : les mouvements ouvriers révolutionnaires et les blocs des ouvriers et paysans en Dalmatie et en Croatie.

Mais pourquoi les mouvements paysans ne montrent-ils donc pas de compréhension pour leur rôle historique?

Nous allons entreprendre ici un petit examen des principaux mouvements paysans en Yougoslavie et chercher une réponse convenable et satisfaisante à cette question.

Avant la guerre européenne, le mouvement paysan en Serbie se trouvait au début de sa formation. Les politiciens bourgeois banqueroutiers se mirent à la tête de ce mouvement et en activèrent la décomposition. On peut donc voir par là que le mouvement politique paysan n'a commencé effectivement qu'après la guerre européenne. Vers la fin de 1918 et au cours de l'année 1919, sous la guidance de l'Union paysanne, ce mouvement paysan se développa d'une manière particulièrement vigoureuse. Les masses des paysans pauvres et moyens, anéanties par la guerre, se rangèrent à ses côtés. C'était là une naturelle et normale protestation des larges masses populaires contre la politique capitaliste et monarchiste de la bourgeoisie serbe qui, pour ses propres intérêts et pour ceux de la monarchie, ne se souciait guère de la vie et des biens des masses paysannes. C'était une protestation ouverte contre le politique générale de la bourgeoisie yougoslave, analogue à celle des paysans bulgares qui, sous la direction de Stambolisky, portèrent au pouvoir le mouvement paysan. On ne doit cependant pas oublier que le mouvement paysan de Serbie aussi, à ses débuts mêmes, éprouvait et témoignait de fortes sympathies pour le mouvement paysan bulgare, et surtout pour la paysannerie en Russie Soviétique et pour son énergique libération de son insupportable joug de serf. En 1919 et 1920, un nombre considérable quittèrent ce mouvement pour adhérer au parti communiste, et aux élections ils votèrent pour ce parti.

Mais le mouvement paysan en Serbie n'avait pas une idéologie paysanne et ne possédait pas des leaders issus de son sein. En ce moment là, — comme toujours — la bourgeoisie tremblait pour son pouvoir et cherchait par tous les moyens à s'y cramponner. Les politiciens bourgeois en Serbie pénétrèrent bien vite dans le mouvement paysan, parvinrent à se placer à sa tête, non pas pour y développer l'idéologie paysanne, mais pour lui imposer peu à peu leur idéologie bourgeoise et pour faire dévier ainsi de son cours naturel le puissant flot du mouvement paysan, jusqu'à ce que la vigueur en soit épuisée. Au lieu du caractère paysan du mouvement, les leaders serbes lui donnèrent le caractère nationaliste serbe, et après l'entrée des paysans serbes de la Bosnie, ce caractère national devint plus aigu encore et dégénéra en une haine contre les autres nationalités en Yougoslavie. La direction de l'Union paysanne ne défendait point l'idée d'un Etat paysan en connection avec le prolétariat ouvrier, également un objet d'exploitation des capitalistes : elle fut, pendant plusieurs années, au parlement, dans la vie politique en général, un appui de l'Etat militariste et capitaliste. Du mouvement paysan, les leaders ne créèrent point des combattants pour la liberté des peuples et pour leur droit d'autodétermination, mais des suppôts du gouvernement de l'hégémonie serbe. Ils déclarèrent le traité de Versailles inviolable et votèrent pour la Constitution de Vidovdan qui sanctionnait la servitude nationale, ils contribuèrent à la création de la fameuse loi pour la Défense de l'Etat qui était dirigée contre la classe ouvrière toute entière et contre tous les mouvements de progrès et de libération. La réforme agraire ne fut pas leur mot d'ordre; tout au contraire, ils empêchèrent toutes les tentatives des paysans d'une solution radicale de la question agraire en les leurrant par la promesse que le parlement bourgeois voulait leur octroyer une loi agraire. Pendant toute la période de quelques années, le mouvement paysan, par la politique de sa direction, mena objectivement un rôle contre-révolutionnaire, contre ses propres intérêts, contre les intérêts des masses ouvrières et paysannes opprimées de tous les peuples de la You-

goslavie. Dans les derniers temps, cependant, la situation s'éclaircit et les pauvres masses paysannes se ressaisirent, et de leurs rangs sortirent des hommes nouveaux qui reconnurent la néfaste activité et la politique criminelle de l'Union paysanne. Parallèlement avec la crise économique et rurale, avec la crise de la politique entière de l'Etat, un vigoureux mouvement s'éleva dans le sein de l'Union paysanne, et aussi dans les rangs paysans des partis bourgeois. En présence de leur misère et de leur état de complète dépendance des usuriers et des capitaux des banques, les paysans commencèrent à se demander comment ils pourraient y remédier.

Ce furent les éléments de gauche sortis de ce mouvement même qui y donnèrent la réponse. Ils se présentèrent devant les masses, déployèrent le drapeau de combat contre la bourgeoisie et le régime, prirent la juste position à l'égard des autres mouvements paysans et nationaux, et déclarèrent que l'Union paysanne serbe devait être l'alliée de ces mouvements de libération.

Et nous pouvons constater aujourd'hui que l'Union paysanne serbe groupe autour d'elle non seulement les paysans serbes, mais aussi les pauvres masses paysannes des autres nations. Le mérite n'en est pas dû à l'Union paysanne elle-même, mais à des hommes qui, sortis eux-mêmes des rangs paysans, ont voulu faire de l'Union paysanne une organisation de lutte et un énergique adversaire du régime hégémoniste en Yougoslavie. La fortification de l'Union paysanne s'explique par la différenciation sociale des adhérents paysans des divers partis bourgeois et par le fait que les pauvres paysans se rangent aux côtés du parti qui offre la perspective d'une lutte contre les exploités et oppresseurs. Entretemps, la direction bourgeoise de l'Union paysanne est restée la même. Elle est obligée de faire des concessions aux dispositions des masses pour se maintenir au pouvoir. Mais, jusqu'ici, elle n'a pas changé les fondements de sa politique d'Etat, bourgeoise et constitutionnelle. La direction désire faire de l'Union paysanne non pas une organisation de lutte pour la libération des paysans du joug du capitalisme, du monarchisme et du militarisme, mais un parti principal gouvernemental dans la Yougoslavie d'aujourd'hui, sous le protectorat de la monarchie et du militarisme.

C'est pour cette raison qu'aujourd'hui où nous soulignons la nécessité d'un front uni de tous les mouvements paysans et nationaux en Yougoslavie, où nous relevons l'importance primordiale de lutter contre l'attaque des impérialistes indigènes et étrangers pour l'avenir des peuples balkaniques, et surtout des masses paysannes, nous attirons l'attention des masses de l'Union paysanne sur la trahison de leurs leaders.

Nous crions aux masses paysannes serbes: prenez exemple de vos camarades en Croatie et Dalmatie! Créez le bloc des travailleurs et des paysans! Aidez activement aux mouvements nationaux et cherchez secours chez eux! Elevez bien haut le mot d'ordre d'une Fédération des républiques balkaniques des ouvriers et des paysans!

Le danger des impérialistes menace les Balkans; cela signifie que le danger vous menace en premier lieu, vous paysans. Défendez les Balkans, par les forces réunies de tous les mouvements paysans et nationaux. Paysans serbes et balkaniques, en défendant les Balkans vous vous défendez vous-mêmes!

N.

Sous le zodiaque de l'égalité en Yougoslavie

La fameuse constitution de Vidovdan garantissait entière égalité de droits à tous les citoyens, sans distinction de race ni de confession, et faisait de trois peuples, des Serbes, Croates et Slovènes, une nation d'Etat. Pour donner à l'hégémonie et à la domination exclusive des potentats panserbes, une apparence de légalité, la constitution de Vidovdan s'est appuyée sur la fiction criminelle de l'unité nationale. Depuis neuf années déjà, les gouvernements de Belgrade de toutes nuances se sont tenus, et se tiennent toujours, à cette funeste hypothèse et ne reculent devant aucun moyen pour la maintenir intacte du moins officiellement. A cet effet, les radicaux parlent de «Serbes de trois confessions», et les démocrates de «trois races d'un seul et même peuple». Les démocrates indépendants — les SDS — font tête de file, sous la conduite de Svetozar Pribitchévitch, et refusent toute entente avec les Croates, alléguant qu'il ne saurait être question d'entente entre un et même peuple.

Mais comment cette égalité est-elle en réalité?

La domination effrénée de la clique de Belgrade sur un peuple sans défense s'étend plus effroyablement de jour en jour. Les richesses culturelles d'un peuple d'une culture millénaire sont livrées à la cruauté d'une bureaucratie panserbe corrompue et ignorante. Ce qu'un peuple a cultivé avec

un soin spécial pendant des siècles, est détruit par les «experts», comme chose inutile et superflue, sur un signe des potentats.

Au nom de l'égalité, tous les postes diplomatiques sont occupés par les favoris de la clique de Belgrade; c'est à peine si l'on trouve dans le corps diplomatique en entier, un Croate ou un Slovène, sans même parler d'un Macédonien, d'un Hongrois, d'un Allemand, d'un Albanais, auxquels pourtant la constitution de Vidovdan a garanti «entière égalité», malgré qu'elle ne les a pas «élevés» au rang de la «nation d'Etat». Dans tout le corps diplomatique, pour simuler cette égalité si hautement proclamée, on a flanqué seulement quelques employés subalternes. Et c'est tout.

Les militaires en S. H. S. se vantent incessamment de ce que l'armée yougoslave serait la seule institution non dépendante d'un parti, une institution populaire où tous les citoyens seraient égaux, jouissant de droits égaux. Vraiment? Tous les postes supérieurs de commandement sont occupés seulement par des Serbes, et parmi ces Serbes ce sont les favoris de la camarilla de la cour et les instruments aveugles de la «Main Blanche», qui sont choisis pour les places les plus importantes. Parmi les généraux, il n'y a ni de Croates et ni de Slovènes. L'on ne pourrait pas alléguer que, en neuf ans, on ne peut pas faire des généraux des jeunes officiers croates: on ne veut pas employer les Croates qui occupaient dans l'armée austro-hongroise des postes supérieurs. La Pologne et la Tchécoslovaquie ont montré au monde bourgeois que l'on peut bien organiser une armée en un court espace de temps et que la science militaire n'est pas une «scientia arcana».

On pourrait présumer au moins que l'égalité s'exprimerait dans l'administration civile? Puisqu'il est un fait avéré que les Croates et les Slovènes possédaient une bonne administration et un bon appareil administratif? Pas du tout! Tous les postes supérieurs de l'administration centrale sont occupés par les partisans de la clique de Belgrade, et l'on pourrait compter sur les doigts les Croates et les Slovènes nommés à des postes inférieurs.

Est-ce là l'égalité des droits?

Mais l'égalité proclamée est-elle au moins appliquée pour les impôts, ainsi que l'assure la constitution? Nous nous bornerons pour aujourd'hui à examiner quelques impôts seulement, et le récent discours de l'ancien ministre du commerce Dr. Ivan Krajačich (H.S.S.) nous aidera à donner une claire image de la manière dont cette égalité s'applique en réalité dans l'imposition de la population.

Il nous faut relever à l'avance que le Dr. Krajačich, un politicien bourgeois bien paisible, venant de l'Union Croate (H. Z.), se trouve aujourd'hui à l'extrême-droite du parti Raditch (H. S. S.) et, homme de confiance et spécialiste en matières économiques, il est présenté comme candidat ministériel dans toutes les combinaisons gouvernementales bourgeoises du parti Raditch. Avocat de profession, il s'occupe de questions commerciales et financières.

Le 4 novembre, le parti Raditch présentait à l'Assemblée Nationale de Belgrade une motion urgente demandant que dans un délai de trois jours le ministre des finances soumette à la Chambre le projet de loi, élaboré depuis des années déjà, de l'unification de la législation fiscale et des impôts. Le Dr. Krajačich a appuyé cette motion par un discours très documenté et, se basant sur les données mêmes du ministère des finances, pour tant que ces données purent être procurées, il établit que le gouvernement de Belgrade applique intentionnellement, de propos délibéré et malveillant, l'exploitation des Croates, qu'il ne vise par là qu'à l'appauvrissement du peuple croate.

Les chiffres que le Dr. Krajačich citait dans son discours, la presse bourgeoise de Belgrade les passa intentionnellement sous silence. En voici quelques uns:

Dans cet Etat des Serbes, Croates et Slovènes, dans cet Etat de l'égalité, si, par exemple, un citoyen possède une maison d'une valeur de 400.000 dinars, rapportant annuellement 50.000 dinars: si cette maison se trouve en Croatie, il paie 30.000 dinars d'impôt; si la maison se trouve en Serbie, il ne paie que 7.594 dinars. D'après un arrêté du ministère des finances, on paie en Croatie, sur les immeubles, un impôt progressif de 9, 11 et 14 %, et en Serbie seulement 3 %. On payait en Croatie, en impôt foncier: 20 % du revenu net cadastral; le ministre des finances, le banquier Dr. Bogdan Markovitch, vient d'élever cet impôt à 30 %, plus 30 % de cette somme comme impôt sur le revenu, plus 60 %, comme majoration de guerre, plus 5 % comme majoration extraordinaire. Le cadastre n'étant pas introduit en Serbie, l'impôt foncier y est fixé en bloc.

La terrible accusation que le Dr. Krajačich et ses amis

élevèrent contre le gouvernement, de l'exploitation et du pillage du peuple croate, laissa la majorité gouvernementale impassible. Personne ne s'en étonna, personne ne protesta contre cette inégalité inouïe. Le ministre des finances répondit, sous l'approbation de la majorité — des radicaux et des démocrates — que le gouvernement ne pouvait accepter l'urgence de la motion vu l'importance du sujet, et que — après tant d'années! — il avait besoin encore de temps pour étudier la chose à fond.

Telle est l'égalité dans l'Etat des S. C. S.!

Nous montrerons dans un deuxième article où s'en vont tous ces impôts et nous ferons voir que l'exploitation et le pillage de la fortune du peuple croate n'est pas encore le pire de ce qui se commet contre ce peuple, que cette exploitation et ce pillage ne sont que les moyens pour le but principal: l'esclavage permanent du peuple travailleur croate.

Zagreb

Kresimir Ivatchitch

La réaction intensifiée en Macédoine

Lettre de Vélès.

La police de M. Voukitchévitch a «découvert» un nouveau «complot macédonien» à Vélès. Et des Macédoniens paisibles et innocents furent à nouveau jetés dans les prisons.

Un contrebandier, Miloche H. Panzoff, a été arrêté. La police profita de l'occasion pour «découvrir» un complot. Soumis à des tortures indicibles, Panzoff «avoua» tout ce que l'on voulait: sous la dictée des bourreaux, il «dénouça» une «organisation illégale, dirigée contre l'Etat serbe». Il indiqua aussi «les collaborateurs» que l'on lui nommait. Et la police emprisonna comme tels: les frères Anguel et Guéorgui Guéortchevi de Vélès, Jordan Mineff, aide-médecin de la mairie de Vélès et la soeur de Traiko Krompirot. A Skopje on arrêta: Chaleff, Hristo Traikoff, Kutintcheff, Srebhoff et plusieurs autres personnes, hommes et femmes. Tous les détenus sont soumis à des tortures effroyables pour leur faire «avouer» leur «participation» au dit «complot».

Immédiatement après l'assassinat du général Kovatchévitch, le préfet du district de Vélès convoqua chez lui une trentaine de citoyens, les plus intelligents et les plus en vue de la ville. Le préfet leur dit que s'il arrivait le moindre incident, tous les citoyens seraient emprisonnés. «Nous battons, nous tuons dit-il, et le sang coulera à flots.»

Le même jour fut proclamée l'heure de police, et, depuis, la ville est comme morte dès 4 heures de l'après-midi. Le soir on arrête en pleine rue des jeunes gens, on les emmène au commissariat de police où ils sont féroceusement battus, puis on les relâche.

Dernièrement, la prison de Skopje prit feu subitement. La panique s'empara des prisonniers. Chacun voulait se sauver, mais la prison était bloquée par des gendarmes et des soldats prêts à faire feu. Une tragédie effroyable se déroula entre les flammes et les canons des fusils, et le détenu Anguel Guéortcheff en perdit la raison. Actuellement il se trouve à l'hôpital de Skopje.

Bogomilsky

Lettre de Chtip.

La situation dans notre région est malheureusement beaucoup plus effroyable que ne le décrivait ma lettre précédente. Car, à la suite du régime d'exception et de l'interdiction de toute communication et circulation, on ne put, le premier jour, avoir un coup d'oeil d'ensemble sur les faits. C'est maintenant que l'on commence à se rendre compte des épouvantables sévices auxquelles a été soumise la population entière.

Ce sont 400 personnes, et non pas 250 comme je vous l'avais annoncé auparavant, qui ont été arrêtées et atrocement battues. Il y eut des gens qui ne s'étaient jamais occupés de politique, et d'autres qui sont les ennemis déclarés de la bande de Protoguéroff, de cette même bande qui, d'après ses propres aveux, a perpétré les attentats. Un des détenus a «disparu sans traces», deux autres ont «disparu» alors qu'ils étaient conduits, menottes aux mains,

Conséquences des attentats en Macédoine

Un grand nombre de jardiniers bulgares sont installés avec leurs familles à Belgrade et aux alentours. Ils gagnent leur vie par un rude labeur. Dans les différentes parties de la Yougoslavie vivent également de nombreux émigrants bulgares, réfugiés du régime sauvage et sanglant des bourreaux du 9 juin de Sofia. Ils gagnent aussi leur pain par un rude travail.

Après les attentats organisés par la bande de Protoguéroff, et tandis que les véritables responsables des attentats accomplis sont assis dans les cafés de Sofia, en jouissant de la protection des gouvernements bulgare et italien, les sadistes de Belgrade assouvissent leur rage sur des Bulgares innocents. Des centaines de personnes ont été arrêtées et persécutées en Macédoine, beaucoup ont «disparu sans traces», d'autres furent fusillés dans les rues. Mais cela

ne suffit pas. Les malheureux jardiniers bulgares de Belgrade furent tous arrêtés et jetés dans la fameuse prison Glavniatcha. Puis, sans aucun interrogatoire, cinquante en furent chargés dans un wagon qui fut expédié à Sofia, plombé et fermé à clef. Après eux, vinrent les émigrants. Plus de 100 émigrants politiques innocents furent enlevés de leur travail et jetés en prison. Cinq émigrants du camp de Pojarévatz furent ligottés et remis à leurs bourreaux — les autorités bulgares. Trois autres, dans la prison de Belgrade se trouvent sous la menace d'être remis à la police bulgare. Deux autres, dans la prison de Zagreb, sont menacés du même sort.

Ceux qui organisèrent ces attentats criminels peuvent être entièrement satisfaits: terreur et violence en Macédoine, pires catastrophes sur les émigrants macédoniens, poursuites, emprisonnements, tueries...

Belgrade, mi-novembre 1927.

Kalémegdansky

LA RÉACTION DANS LES BALKANS

FAITS ET ÉVÉNEMENTS

Albanie :

L'Albanie placée officiellement sous le protectorat italien. — Le pacte militaire plaçant effectivement l'Albanie sous le protectorat italien a été signé le 22 novembre à Tirana. Nous en publions le texte, avec quelques commentaires, à l'intérieur de notre journal.

Les fascistes se sentent déjà absolument chez soi en Albanie. — L'italien Valenzio Giovanni, antifasciste déclaré et réfugié en Albanie, a été tué à Vallona à coups de revolver par deux fascistes italiens.

Bulgarie :

Violences, arbitraires, bastonnades et vols des autorités. — Spaso Yanoff, du village de Sototchino, a été arrêté à Berkovitsa, jeté en prison et battu cruellement, sans aucun motif. («Znamé» du 17 nov.)

Christo M. Prodanoff, du village de Kocharévo (district de Bresnitsa) a été arrêté par les agents de police Kotsé Christoff, Nayden Toneff et Toma Damianoff, et... complètement dévalisé. («Znamé» du 17 nov.)

Le maire de Leskovets, Batchvaroff, a été attaqué le 18 novembre en pleine rue par un agent de police qui l'a battu féroce avec une barre de fer et l'a grièvement blessé à la tête. Batchvaroff en est tombé évanoui, saignant fortement de sa blessure. («Znamé» du 19 nov.)

A Katsamounitsa les paysans Yanko Todoroff, Petar Yordanoff, Zvétan Zlatanoff et Boris Antonoff, tous de l'opposition, ont été arrêtés par le commissaire de police Ganteheff et l'agent No. 28, conduits dans une forêt aux environs du village, féroce battus, et laissés agonisants, à demi morts. Des passants les ont trouvés et les ont amenés à l'hôpital de Plevén. Leur état est désespéré. Le médecin de l'hôpital, Dr. P. Paskoff, a dressé le rapport médical d'où il ressort combien cruelles ont été les bastonnades auxquelles ces malheureux ont été soumis. («Zemledelsko Znamé» du 18 nov.)

Les policiers assassins. — Le paysan Djoro Altinoff, du village de Hissar (district de Karlovo) a été assassiné par l'agent policier Ivan Boydanoff. Le meurtrier a été condamné à 6 ans de prisons... par contumace, ses camarades de la police n'ayant pu le trouver pour l'arrêter. («Novini» du 16 nov.)

Persécution ouvrière — brutalités des agents de l'autorité. — Le 19 novembre, la police a pénétré dans le club de l'Union des Syndicats Indépendants à Sofia et y a fait une perquisition. Nous entendrons bientôt combien de personnes seront arrêtées «pour complot découvert».

Depuis deux mois déjà, les ouvriers se rendant aux ou sortant des fabriques de Sliven sont brutalement arrêtés dans les rues par les agents de police, fouillés, battus avec des fouets, et harcelés à tout propos. Le 5 novembre, à 6½ h du soir, l'ouvrier Dimitr Kostoff se rendait chez sa soeur pour l'appeler au chevet de son enfant malade. Des agents de police le rencontrent, se jettent sur lui sans rime ni raison, le fouillent brutalement, et, n'ayant rien trouvé de suspect pour l'arrêter, le battent féroce et le laissent à demi mort dans la rue. Ces mêmes énergumènes-policiers rencontrèrent, un peu plus loin, une femme, et se livrèrent sur elle à des actes attentant à sa pudeur. («Novini» du 19 nov.)

Interpellation parlementaire pour férocités et arbitraires. — Le député socialiste P. Athanassoff a déposé une demande d'interpellation sur la dissolution par la police, pénétrant revolver au poing, de la réunion organisée le 25 septembre à Bela-Slatina. Le député expose dans sa demande que plusieurs paysans furent arrêtés et maltraités et que les jours suivants on arrêta et battit d'une façon sauvage les citoyens Jordan Popoff, Z. Nicoloff du village Jevulevo, V. Kanonoff du village Enitza, E. Mitoff, avocat de Bela-Slatina, G. Dimitroff du village Stavertzi.

Perquisitions et arrestations dans toute la ville de Kustendil. Le blocus de la ville. — Le 20 novembre, la ville de Kustendil a été bloquée par des troupes militaires et les autorités ont opéré des perquisitions dans toute la ville déclarant chercher des personnes suspectes et des armes cachées. Plusieurs personnes qui n'ont pas pu exhiber des papiers de légitimation en règle, ont été arrêtées.

Interdictions de réunions ouvrières. — Après avoir interdit et dispersé les réunions ouvrières dans les provinces, la police a interdit la réunion publique du parti ouvrier à Sofia qui devait se tenir le 17 novembre. Le

secrétaire du Comité local, P. Stoeff, a lancé au ministre de l'intérieur une dépêche de protestation.

Le 12 novembre devait être tenue à Kemanlar la réunion du parti agrarien, mais le préfet du département a interdit cette réunion et a fait disperser les paysans venus des villages environnants pour y assister. Une dépêche de protestation a été adressée au ministère de l'intérieur au nom du Comité par Kratchounoff, et par les députés Zlateff, Daskaloff et Nochkoff.

A Yambol et à Aïtos les réunions des agrariens ont été dispersées par la police.

Nouveau procès contre Assène Boyadjieff — Tortures pour procurer des témoins pour l'accusation. — Assène Boyadjieff vient d'être à nouveau cité devant le tribunal pour avoir dans un discours tenu à Gabrovo le 3 octobre, «excité les ouvriers à la haine contre leurs employeurs, les pauvres contre les riches» et pour avoir dit cette vérité qu'aujourd'hui, tout comme dans le passé, les ouvriers sont assassinés en masse par le pouvoir. Relevons que les agents de police Ilija Katevsky, Christo Gatevsky et Radi Mitcheff, sur les rapports desquels ce procès a été intenté, n'étaient pas du tout présents à la réunion dans laquelle Boyadjieff est incriminé d'avoir prononcé les phrases suscitées. Pour obtenir des témoignages accablant Boyadjieff, la police a arrêté dix ouvriers et les a battus féroce, pour les forcer à déposer contre l'accusé... («Edinstvo» du 16 nov.)

Confiscations de journaux. — Le 16 novembre, la police a confisqué à Sofia le double Numéro (106/107) du journal «Zemledelsko Vozrajdanie» publié à l'occasion du Congrès de l'Union Agrarienne qui s'est tenu à Philippople. La confiscation a eu lieu à l'imprimerie même, avant que le journal ait été distribué pour la vente.

La police a confisqué aussi le No. 46 de la revue «Védrina» d'Anton Strachimiroff.

Ont été confisqués aussi les journaux «Novini» (à nouveau), «Edinstvo», «Mladchka Douma» et «Rabotni-tehsko Delo».

On voit bien la lutte ignoble que la réaction mène contre toute la presse qui travaille à la libération des ouvriers de la terreur gouvernementale sous laquelle ils se débattent.

Corruption. — Le juge d'instruction Tchomakoff a été mis sous accusation par le tribunal de Bourgas pour détournements d'argent.

Le conseiller municipal du VI. arrondissement de Sofia, Peter C. Filcheff, a pris la fuite après avoir reçu du juge d'instruction une convocation pour répondre de nombreux détournements de sommes importantes de la caisse de la municipalité, détournements commis au moyen de faux.

Grèce :

La crise s'aggrave de plus en plus. — La chute du gouvernement est attendue de jour en jour. On parle de divergences de vue entre M. Mikhalacopoulos, ministre des Affaires étrangères, et M. Papanastassiou, au sujet de l'élection du Sénat. La presse antivénizeliste attaque avec une violence inouïe le ministre des Finances Cafandaris, pour son échec en Occident.

Pendant ce temps, l'ex-ministre royaliste Tsaldaris fait en Macédoine une campagne en faveur du retour de la monarchie. Il déclare que sa tournée fut triomphale. Avant de retourner à Salonique, M. Tsaldaris a eu une entrevue à Vienne avec l'ex-roi Georges. Il refuse de faire des déclarations sur cette entrevue. Le gouvernement républicain suit avec indifférence cette campagne ouverte pour le retour de la monarchie. La seule force qui s'oppose aujourd'hui aux menées monarchiques, c'est la classe ouvrière et son parti politique. Or, ce dernier est de plus en plus combattu par la presse royaliste comme par celle du gouvernement.

La situation des ouvriers. — Elle devient de plus en plus difficile. Le chômage dans la manipulation des tabacs est presque général; il atteint 30.000 ouvriers, quoique de grosses quantités de tabacs soient encore non manipulées. Les industriels, de concert avec le gouvernement, ferment les magasins de manipulation, pour les rouvrir quelques jours après et n'engager que les ouvriers conservateurs, en très petit nombre, facilitant ainsi la désorganisation des syndicats puissants qui ont plusieurs dizaines d'années d'existence. La manoeuvre a pour but de diviser les ouvriers pour la prochaine récolte en vue d'un abaissement

des salaires et d'une augmentation des heures de travail. Les ouvriers typographes de la presse en judéo-espagnol, à Salonique, sont lock-outés depuis le 1er novembre. Le patronat veut abaisser les salaires de 15% malgré l'augmentation du coût de la vie. Il a refusé de renouveler les contrats, obligeant ainsi tous les ouvriers à chômer.

Macédoine :

Le procès des étudiants macédoniens à Skopié. — Le grand procès national politique contre les vingt et un étudiants macédoniens qui devait avoir lieu à partir du 15 novembre à Skopié (Macédoine sous joug serbe) a été ajourné.

Arrestations à Stroumitza. — Des arrestations suivies d'assommades ont été effectuées à plusieurs reprises à Stroumitza (Macédoine sous joug serbe). Parmi les arrêtés se trouvent deux jeunes avocats, Ilia Tehilmanoff et Mitzo Panoff, de Doïran. Ils n'ont commis aucun délit. Ils n'ont jamais participé à une organisation quelconque. Leur crime est d'avoir défendu des Macédoniens devant les tribunaux serbes.

Nouvelle tentative d'attentat par les provocateurs «autonomistes» de Protogouéff. — La bande des traitres à la cause macédonienne vient de commettre une nouvelle tentative d'attentat sur la voie ferrée Vélès-Chtip. Un gardien de la voie, lors d'une inspection, a trouvé une mine sous les rails du chemin de fer près de Kotchani (Macédoine sous joug serbe). Il a immédiatement coupé le fil qui rattachait cette mine à une batterie électrique.

Roumanie :

La «Loi pour la Défense de la Monarchie». — Le gouvernement roumain vient de faire voter par sa majorité à la Chambre et au Sénat le projet de loi «pour la protection de la monarchie». Voici le texte qui fut ainsi introduit dans la loi déjà existante pour la «Défense de l'Etat» :

«Quiconque entreprendra ou essaiera une action, oralement ou par écrit ou par n'importe quel moyen, qui aura pour but des agissements contre l'ordre de choses établi par la Constitution, contre la forme du gouvernement ou contre la monarchie, ou encore qui essaiera de faire une agitation d'où il résulterait un danger pour la sûreté de l'Etat, sera puni de six mois à cinq ans de prison, avec une amende de 10.000 à 100.000 leis, avec interdiction correctionnelle.

«Seront punis de six mois à deux ans de prison et d'une amende de 5.000 à 50.000 leis, avec interdiction correctionnelle, tous ceux qui diffuseront, oralement ou par écrit ou par n'importe quel moyen, des nouvelles tendancieuses concernant le changement de situation établi par la Constitution, la forme du gouvernement ou la situation monarchique.

«Les agents provocateurs et les complices seront punis de mêmes peines.

«Les employés d'Etat ou des entreprises sous le contrôle de l'Etat, ou les membres du clergé de n'importe quelle catégorie, qui se rendront coupables des faits cités plus haut, seront suspendus de leurs fonctions, au moment même de l'ouverture d'une action publique contre eux. Leur salaire sera retenu. La condamnation comporte la perte définitive de la fonction sans que pour cela il soit nécessaire de faire jouer les statuts des employés d'Etat.»

Un Comité de Salut... pour le gouvernement. — Pour garantir l'ordre public, le gouvernement a désigné les ministres Duca, de l'intérieur, général Anguelesco, de la guerre, et Argetoïano, ancien ministre de l'intérieur et qui jouit de la gloire d'avoir réprimé le mouvement communiste en 1920, — pour former une sorte de Comité de Salut, non pas pour l'ordre, mais pour le gouvernement qui est menacé. («Cuvantul» du 20. nov.).

La Sigourantsa en France. — La presse roumaine s'occupe d'une façon assidue des agissements des agents de la Sigourantsa en service commandé à Paris. Il s'agit de M. Jacques Radoï, inspecteur de la Sigourantsa, ayant rempli ce poste à Vienne et qui est en ce moment transféré à Paris. Tandis qu'à Vienne il accomplissait son mandat sous le titre vague de vice-consul, il fut promu pour son action à Paris, au grade de consul. Toute la presse d'opposition est unanime à lui reprocher le «cambriolage mystérieux» de la villa du prince Carol à Paris, comme la plupart des «complots» mis en scène par le gouvernement roumain.

La presse carliste s'occupe aussi de la personnalité d'un certain M. Bacher, sur lequel on publie des détails pour le moins curieux. Le «Dimineatza» du 13 novembre, reproduit d'après l'organe du ministre de la Justice roumain la note suivante: «Bacher fut démasqué par sa secrétaire, Laura Rico de Paris, de laquelle Bacher s'est vengé en l'invitant à un dîner qui fut suivi d'un empoisonnement de ladite demoiselle,

empoisonnement constaté par les médecins.» Bacher fut arrêté, mais libéré à la suite de démarches faites par un directeur d'agence. Le «Dimineatza» déclare qu'il est inconcevable que la justice française se prête à la libération d'assassins sur l'intervention souterraine d'un directeur d'agence.

Le procès Stéfanoff. — On apprend que le procès du leader révolutionnaire et de ses camarades, qui sont déjà depuis deux années en détention préventive à Jilava, a été fixé pour décembre. C'est là le septième terme fixé, le procès ayant été ajourné six fois, tellement le néant de l'accusation est évident.

Les finances de l'Etat. — D'après l'«Adeverul» du 19 novembre, le budget que le gouvernement prépare sera porté de 32 à 38 milliards de leis. En réalité, le budget est de 60 milliards, si l'on ajoute les budgets des départements et des municipalités, des chemins de fer, des postes et télégraphes, etc. Répartie par tête d'habitant, la charge fiscale, en ne comptant que 50 milliards, est de 2780 leis, ou 80 leis or, tandis qu'avant la guerre cette charge n'était que de 62 leis or. Les impôts indirects représentent les 80 % de tous les revenus de l'Etat. En tenant compte que des 5 millions de contribuables, les 800.000 seulement ont un revenu supérieur à 10.000 leis (moins de 300 leis or), on voit combien le budget est soutenu par les classe non-riches.

L'«Adeverul» du 18 novembre relate que le budget des chemins de fer a donné un déficit de deux milliards de leis.

Le gouvernement prépare une diversion antisémite. — C'est le journal carliste «Cuvantul» même qui nous l'apprend. Cette diversion est, d'après ce journal, la conséquence du verdict du conseil de guerre dans le procès Manolesco. Le gouvernement poursuit par cette campagne antisémite le but de se décharger un peu de la pression de plus-en-plus forte sous laquelle il se trouve.

Yougoslavie :

Nouvel assaut de terreur blanche. — Au cours de ces derniers jours, le gouvernement Voukitchévitch-Marinkovitch a déclaré la guerre féroce renforcée à la classe ouvrière révolutionnaire. On se croirait revenu à l'année 1920 — celle de la fameuse Obznana. La police étouffe systématiquement la presse ouvrière. Les trois derniers numéros d'«Organizovan Radnik» («L'Ouvrier syndiqué») ont été supprimés et confisqués par le chef de la Glavniatcha; toute réunion ouvrière est interdite; on arrête des militants du bloc ouvrier-paysan républicain. Le régime actuel tremble sur sa base même. La peur fait voir partout des comitatjjs autonomistes, des complots communistes... Et on opère des arrestations en masse. A la fin du mois d'octobre, les citoyens Voukota Cetkovitch, Nicolas Iolevitch, Sava Medina, Milosav Oourochevitch, Tsavi, et d'autres dont les noms sont encore inconnus, ont été emprisonnés. Le 9 novembre, la police de Zagreb a arrêté Milan Dourman, chef des étudiants marxistes à l'Université de Zagreb. Le chef de la police n'a voulu donner, jusqu'à présent, aucun renseignement concernant cette arrestation arbitraire. Le 1er novembre, la police a arrêté vingt et un paysans et une paysanne dans un village des environs de Sovbotitsa, sous prétexte qu'ils avaient organisé une réunion clandestine. Tous les prisonniers sont inculpés en vertu du premier article de la loi sur la défense de l'Etat. Les ouvriers de Niche, de Krouchevatz, Skopié, ont organisé des réunions afin de voter une résolution concernant la loi sur les logements. La police les a interdites, déclarant que toute réunion organisée par les ouvriers adhérant aux syndicats indépendants est défendue.

La crise en Herzégovine. — Une députation de la conférence départementale de Mostar est partie pour Belgrade. Elle a pour but de voir le président du Conseil et le ministre des Finances, afin de leur demander de secourir l'Herzégovine, pour que la misère des paysans atteints par la famine ne prenne pas un développement de catastrophe.

Cela montre clairement la situation affreuse dans laquelle se trouvent les paysans en Herzégovine. Le mécontentement y devient toujours plus grand. On sait que le revenu principal de l'Herzégovine est dans la récolte du tabac. C'est à mi-novembre que les paysans devaient le vendre à l'Etat, qui a le monopole du tabac. Or, la direction du monopole a établi un prix d'achat inférieur, sans consulter les producteurs. Les paysans demandent qu'on fixe les prix en accord avec eux, ce que la direction du monopole se refuse de faire. Cette situation a soulevé une vague d'indignation dans la population de l'Herzégovine, d'autant plus que cette attitude de la direction du monopole du tabac de l'Etat va aggraver encore la crise économique du pays.

DIE BALKAN-FÖDERATION

HALBMONATLICHE ZEITSCHRIFT

ORGAN DER NATIONALEN MINDERHEITEN UND UNTERDRÜCKTEN VÖLKER DES BALKANS
ERSCHEINEND IN ALLEN BALKANSPRACHEN

UNSERE ENQUETE

BEI DEN POLITISCHEN UND LITERARISCHEN PERSÖNLICHKEITEN EUROPAS
ÜBER
DIE BALKAN-FÖDERATION

Thomas Mann

Thomas Mann wurde im Jahre 1875 in Lübeck geboren. Sohn eines Kaufmannes. Er entsagte dem kaufmännischen Beruf, dem er sich zuerst zugewandt hatte, hörte in München allerlei Vorlesungen, liess plötzlich alles liegen und ging ins Ausland, nach Rom, wo er sich ein Jahr aufhielt. Er kehrte nach Deutschland zurück, war eine Zeitlang Redakteur vom „Simplicissimus“ und begründete durch seinen Roman „Die Buddenbrooks“ seinen literarischen Ruf. Weitere Werke: „Tonio Kröger“, „Königliche Hoheit“, „Tristan“, „Der kleine Herr Friedemann“ (Novellen-sammlung), „Das Wunderkind“, „Der Tod in Venedig“, „Friedrich und die grosse Koalition“, „Herr und Hund“, „Goethe und Tolstoi“, „Der Zauberberg“ usw.

Die Nachrichten vom Balkan sind gräßlich. Wenn man aber hört, was in Südtirol durch eine europäische Regierung geschieht, die ein Volk von großen liberalen Ueberlieferungen vertritt, so kann man sich über das Betragen jener Stämme nicht wundern.

Gewaltsame Denationalisierung ist Seelenmord. Der

Größenwahn, der eine Nation antreibt, fremde Volksteile, die in ihre Hand gegeben sind, mit Feuer und Schwert sich gleich zu machen, ist individuell genommen so lächerlich als verrückt und unbedingt eine der größten und unheilvollsten Narrheiten, die der Menschengestalt gezeitigt hat.

Der Gedanke einer Föderation autonomer Balkanvölker ist ein schöner, vernunftvoller Gedanke, und sicher wäre es falsch zu sagen, daß die Völker, denen er zugedacht wird, nicht reif für ihn seien. Nur immer deutlicher wird es, daß die Völker sehr wohl für Vernunft und Menschlichkeit reif wären; nur ihre Regierungen sind es nicht.

Daß jener Gedanke utopisch bleiben muß, solange die gegenwärtigen Regierungen in den Balkanländern am Werke sind, liegt auf der Hand. Zu seiner Verwirklichung, die auch für die Ruhe Europas von so großer Bedeutung wäre, würden Obrigkeiten gehören, die wahren Nationalstolz darin erblickten, ihre Völker im Geiste der Freiheit und Gesittung statt in dem einer stumpfen und grausamen Machtausnutzung zu leiten.

Thomas Mann

Der französisch-jugoslawische Freundschaftspakt

Es ist allgemein bekannt, daß zwischen Frankreich und Jugoslawien eine langjährige »Freundschaft« besteht, daß Jugoslawien in seiner Balkan- und internationalen Politik stets mit Frankreich ging und in Wirklichkeit bei allen wichtigen Balkan- und internationalen Ereignissen ein Werkzeug des französischen Imperialismus auf dem Balkan war.

Dennoch ist die Unterzeichnung des sogenannten Freundschaftspaktes zwischen Frankreich und Jugoslawien keine bloße Formalität, keine gewöhnliche politische Demonstration oder ein diplomatisches Manöver. Dieser Pakt hat vielmehr großen praktisch-politischen Wert für beide Paktpartner und ist von sehr wichtiger Balkan- und internationaler Bedeutung.

Man muß die spezielle Lage Jugoslawiens, die imperialistischen Bestrebungen Italiens, die Hauptrichtung der internationalen Politik des französischen Imperialismus, die wachsenden Gegensätze zwischen Italien und Frankreich und die Rivalität zwischen Frankreich und England in Betracht ziehen, um den richtigen Sinn des französisch-jugoslawischen Freundschaftspaktes ganz zu erfassen.

Nach dem imperialistischen Krieg ist Jugoslawien in ökonomischer und militärischer Beziehung der bedeutendste Staat auf dem Balkan geworden. Der altserbische Kapitalismus übernahm gemeinsam mit dem serbischen Monarchismus die Führung des jugoslawischen Staates und sie richteten ihre Hegemonie in den neu besetzten Gebieten (Kroatien, Slovenien, Bosnien, Herzegovina, Montenegro und Mazedonien) auf. Der Nationalitätencharakter Jugoslawiens plus der brutalen Durchführung der Hegemonie seitens der serbischen Großbourgeoisie verursachten eine tiefe und permanente Staatskrise, die die wirtschaftliche Vereinigung Altserbiens mit den andern Gebieten und die ökonomische und politische Stabilisierung Jugoslawiens erschwerte. Eine feste Stütze der serbischen Hegemonie ist der starke Militarismus unter der Führung des Monarchismus. Jugoslawien ist ein durch und durch militärischer Staat geworden. Diese innere Lage Jugoslawiens und die Unsicherheit seiner Gebiete an der Adria (Dalmatien und Kroatien) und im Süden (Mazedonien) treiben die herrschende serbische Bourgeoisie

und den Monarchismus dazu, im Innern eine scharfe Denationalisierungspolitik durchzuführen, die national-revolutionäre Bewegung der Mazedonier und Albanesen mit allen Mitteln niederzuhalten, alle nationalen Minderheiten zu unterdrücken und nach außen — auf dem Balkan — hege-monistische und imperialistische Ziele zu verfolgen. Das jetzige Jugoslawien steht vor der Alternative: entweder sich am Adriatischen Meer, durch die Unterwerfung Albanien, und am Aegäischen Meer, durch die Besetzung Griechisch-Mazedoniens mit Saloniki zu befestigen, oder aber unvermeidlich der Zersetzung entgegenzugehen. Die gesamte jugoslawische Politik ist auf das erste Ziel gerichtet. Diese Politik ruft aber den natürlichen Widerstand Bulgariens und Griechenlands, die Unzufriedenheit Ungarns hervor und verursacht insbesondere die scharfe Feindschaft seitens Italiens.

Das imperialistische Italien kann sich ohne die Rohstoffquelle und die Absatzmärkte des Balkans, ohne die volle Ausnutzung der Mittelmeerwege zu den afrikanischen Kolonien und nach Kleinasien nicht entwickeln und befestigen. Es braucht für seine erweiterte Industrie und seinen Bevölkerungüberschuß den Balkan und die Kolonien in Afrika. Darum verfolgt Mussolini eine Politik zur Isolierung Jugoslawiens auf dem Balkan, zur Paralyse seiner hege-monistischen und imperialistischen Aspirationen und zur Schaffung einer Barriere gegen dessen Vordringen an die Adria und nach Saloniki und seinen Drang ans Mittelmeer als Mitläufer des französischen Imperialismus. Der Tirana-Pakt hat Albanien zu einer Basis und einem Werkzeug des italienischen Imperialismus auf dem Balkan gemacht und die italienfreundliche Aktion der Banden Protogeroffs in Mazedonien ist gleichfalls als ein Schlag gegen Jugoslawiens innere Befestigung, gegen die Versöhnung mit Bulgarien, gegen den serbischen Vormarsch nach Saloniki gedacht. Mussolini paktiert gegen Jugoslawien mit Bulgarien und Ungarn, nützt Griechenland aus und baut auf die Unterstützung Englands.

Auf diese Weise wurde Jugoslawien auf dem Balkan immer mehr isoliert und vom italienischen Imperialismus bedroht. Der Freundschaftspakt mit Frankreich, dem stärksten militärischen Staat Europas, soll der serbischen Bourgeoisie und dem Monarchismus eine reale Garantie gegen diese Isolierung, für die Sicherung der jugoslawischen Grenzen, für die Aufrechterhaltung der Friedensverträge und gegen

die italienische Gefahr und die sogenannte Rothermere Aktion bieten und ihre hegemonistischen Positionen und reaktionäres Regime im Lande selbst befestigen. Mit dem eben abgeschlossenen Pakt sind selbstverständlich die zeitweiligen Schwankungen, die in der letzten Zeit in der jugoslawischen Politik bezüglich einer eventuellen englischen Orientierung bestanden, beseitigt.

Unmittelbar nach Kriegsende hat Frankreich faktisch die wirtschaftliche und militärische Hegemonie in Europa besessen. In den letzten Jahren wurde sie, dank der Politik Englands, der Wiederherstellung Deutschlands und der Verstärkung der imperialistischen Positionen und Aspirationen Italiens auf dem Balkan und am Mittelmeer bedeutend geschwächt und ernstlich bedroht. Dennoch hat Frankreich auf seine hegemonistische Politik in Europa nicht verzichtet. Eine wichtige Basis für die Durchsetzung dieses Zieles ist der entscheidende Einfluß am Mittelmeer und auf dem Balkan, und eine der Vorbedingungen für diese Hegemonie besteht darin, Deutschland in Schach zu halten. Aber Frankreich besitzt am Mittelmeer und Balkan einen gefährlichen Rivalen in der Gestalt des italienischen Imperialismus (Tirana-Pakt, Tanager-Demonstration, die jüngsten Attentate in Mazedonien, Annäherung an Ungarn und Bulgarien usw.). Frankreich hat die Schwächung der Weltherrschaft Großbritanniens und die wachsenden Differenzen zwischen dem amerikanischen und englischen Imperialismus (in Asien, Australien, Afrika und in Europa selbst) dazu ausgenützt, seine Politik am Mittelmeer, auf dem Balkan und in Südeuropa zu aktivisieren und seine Bemühungen um die Hegemonie in Europa zu verstärken. Und weil es für Frankreich klar ist, daß diese seine Hegemonie in erster Reihe eine militärische sein kann, gewinnt der starke militärische jugoslawische Staat für ersteres eine umso größere Bedeutung.

Den Freundschaftspakten mit der Tschechoslowakei, Polen und Rumänien folgte nun der französisch-jugoslawische Pakt als ein neuer bedeutsamer Schritt auf dem Wege zur französischen Hegemonie in Europa und soll vor allem eine ernste Vorbereitung zur Erweiterung des französischen Einflusses auf Griechenland und Bulgarien und zur Ausdehnung seiner Vorherrschaft auf dem ganzen Balkan sein.

Der eben abgeschlossene Pakt ist zweifellos in erster Linie gegen Italien gerichtet. Gleichzeitig ist er aber auch: a) ein Druck auf Ungarn und Bulgarien; b) eine Warnung an Griechenland; c) ein indirekter Schlag gegen den neubelebten deutschen Imperialismus; d) eine neue Befestigung des französischen Einflusses in der Tschechoslowakei, Polen und auf dem Balkan (die Verstärkung der französisch-freundlichen Tendenzen in Griechenland und Bulgarien und Befestigung der schwankenden französischen Position in Rumänien) und e) ein Wiederbelebungsversuch der Kleinen Entente als Instrument des französischen Imperialismus.

Dank diesem Pakt wird Frankreich, in größerem Maße als bis nun, die Kontrolle über die Innen- und Außenpolitik Jugoslawiens haben, wird über alle jugoslawischen wirtschaftlichen und militärischen Kräfte verfügen und die jugoslawische Armee in eine Balkan-Abteilung des französischen Heeres umwandeln. Die jugoslawischen Schulden an Frankreich werden geregelt, die Rüstung der jugoslawischen Armee wird in einem Riesenausmaß gesteigert, ganz Jugoslawien wird ein Militärlager für den französischen Imperialismus werden.

Es ist klar, daß der französisch-jugoslawische Freundschaftspakt kein Friedensinstrument ist. Umgekehrt: er ist ein neues Glied in der Kette der Vorbereitungen des kommenden imperialistischen Krieges und vor allem des konterrevolutionären Krieges gegen die Sowjet-Union. Die von der Sozialdemokratie vertretene Anschauung (»Arbeiterzeitung«, »Populaire«, serbische Sozialdemokraten usw.), daß die französische Politik friedliche Ziele verfolgt, entspricht nicht den Tatsachen und ist geeignet, gefährliche Illusionen zu erwecken. Der französische Imperialismus steht der Sowjet-Union nicht weniger feindlich gegenüber als der englische. In dieser Beziehung herrscht zwischen ihnen keine Meinungsverschiedenheit. Die Rivalität zwischen Frankreich und England basiert lediglich auf der Frage hinsichtlich der Hegemonie in Europa. Und im Zusammenhang mit dieser Rivalität besteht zwischen diesen beiden Mächten der Streit darüber, erstens, wer die Führung des kapitalistischen Europas gegen die Sowjet-Union haben und die größten Vorteile aus einem eventuellen Sieg ziehen soll: der französische oder der englische Imperialismus, zweitens — in Anbetracht der Verschiedenheit in der jetzigen Lage Englands und Frankreichs — darüber, wann der Kriegsangriff gegen Sowjetrußland erfolgen soll. Dabei soll nicht unerwähnt bleiben, daß Frankreich infolge seiner günstigeren kontinental-europäischen

Lage und der besseren und stärkeren Organisation seiner Militärkräfte dem insulären England gegenüber im Vorteile ist und mit dem Akuterwerden des Angriffs gegen die Sowjet-Union immer mehr in den Vordergrund treten wird. Das bedeutet aber natürlich nicht, daß Frankreich und England im Ernstfall nicht gemeinsam gegen Sowjetrußland vorgehen werden.

Der französisch-jugoslawische Pakt wird eine Verschärfung der Beziehungen zwischen Italien und Frankreich, zwischen England und Frankreich und in einem gewissen Maße auch zwischen Deutschland und Frankreich einerseits und zwischen Ungarn und Jugoslawien, Bulgarien und Jugoslawien, und Griechenland und Jugoslawien andererseits zur Folge haben, wenn auch eine zeitweilige Versöhnung zwischen Griechenland und Jugoslawien, Bulgarien und Jugoslawien nicht ganz ausgeschlossen ist. Die Lage Bulgariens, das zwischen der französisch-freundlichen Türkei und dem französischen Verbündeten Jugoslawien liegt, wird bedeutend erschwert und bedroht werden.

Schon wird die Nachricht verbreitet, daß der Abschluß eines ungarisch-italienischen Freundschaftspaktes bevorstehe. Das Erstarken der carlistischen Bewegung in Rumänien steht nicht ohne Zusammenhang mit einem Gegenstoß gegen die verstärkte Aktivität Frankreichs auf dem Balkan. Die Verschärfung der Krise des militärisch-faschistischen Regimes in Bulgarien, das Wachsen der Aggressivität der italien-freundlichen Regierungsguppe Zankoff-Russeff und der mazedonischen Organisation Protogeroff's einerseits und die verschärfte regierungsfeindliche Aktion der bürgerlichen Opposition andererseits, sowie die gesteigerte Aktivität der monarchistisch-faschistischen Bewegung in Griechenland sind zweifellos von den neuen, verschärften Gegensätzen zwischen den imperialistischen Mächten beeinflusst. Der Besuch des deutschen Ministerpräsidenten Doktor Marx und des Außenministers Dr. Stresemanns in Wien sowie die gemeinsame Tagung deutscher und österreichischer Parlamentarier sind von diesem Standpunkt ebenfalls nicht von geringer Bedeutung.

Der französisch-jugoslawische Pakt wird auf die Lage der unterdrückten Nationen in Jugoslawien, insbesondere der Mazedonier und Albanesen eine sehr schwere Wirkung haben. Die Verfolgung gegen die mazedonische und albanische national-revolutionäre Bewegung und die serbische, willkürliche Denationalisierungspolitik einerseits und der italienische Versuch, den mazedonischen und albanesischen Befreiungskampf für seine imperialistischen Ziele auf dem Balkan auszunützen andererseits werden umso mehr verstärkt werden.

Umso notwendiger erscheint in diesem Moment die weitere Entwicklung der national-revolutionären Bewegungen, der Ausbau der allgemeinen revolutionären Front der Arbeiter, Bauern und der unterdrückten Nationen auf dem Balkan, umso notwendiger ist der entschiedene Kampf gegen die Balkanreaktion und den Imperialismus und für die Balkanföderation, für den Bund der Arbeiter- und Bauern-Balkanrepubliken.

G. Dimitroff

Die Offensive des „juste milieu“

Qu'importe d'être empoisonné par frère Berthier ou par un janséniste?

Mes frères, écrasez cette canaille!

Voltaire, 56. Brief.

Das Kabinett der Mitte will sich als Regierung der starken Hand erweisen. Fieberhaft arbeiten die Gerichte, die entlegenen Inseln werden mit Verbannten bevölkert, das Verfahren gegen die Pangalisten kommt in Schwung, die Komitatschiprozesse werden mit blutiger Energie weitergeführt. Das »juste milieu« kann nicht nur Anleihen machen, es kann sich auch des fremden Kredites würdig erweisen und dem Ausland eine Stabilität vortäuschen, die dem wirklichen Sachverhalte keineswegs entspricht. Die angeklagten pangalistischen Würdenträger benehmen sich eben nicht heldenhaft. Sie haben die Verletzung der Verfassung beileibe nicht absichtlich sich zuschulden kommen lassen. Macris stellt sich als einfacher Bürokrat vor, und Derillis hatte einfach auf Befehl seines Vorgesetzten gehandelt und nicht gewußt, daß er als Söldner eines Staatsreiches in Aktion getreten sei. Das Verhalten gegenüber den pangalistischen Staatsstreichhelden ist überdies nach wie vor nicht besonders energisch, sondern man beschränkt sich darauf, die Energie vorzutäuschen, die man gegen andere anwendet. Unterdessen hat sich im Kabinett eine kleine Verschiebung vollzogen. Das Ministerium des Innern wurde einem konservativen Venizelisten überantwortet. Die grie-

chischen Finanzkapitalisten überlassen den Schutz ihres Systems nicht mehr außenstehenden Elementen und seien es die zuverlässigsten Lakeien. Sie wollen im eigenen Namen regieren. Die äußerste Rechte des »juste milieu«, die Herren der »freien Meinung«, müssen sich notgedrungen fügen, weil die Besetzung dieses Postens mit einem der Ihrigen, den Widerstand der breitesten republikanischen Kreise entfachen müßte. Unterdessen verschärft sich die Lage immer mehr. Die Krise in der Tabakindustrie hält an, die Frauenarbeit verdrängt die Männerarbeit, der Widerstand der Gewerkschaft gegen die Senkung der Löhne wird gewaltsam gebrochen und die Betriebsbesetzungen sind auf der Tagesordnung. Die Frage des unmanipulierten Tabaks steht noch immer im Vordergrund und die Kaufleute beharren auf ihrem Recht, ohne Manipulierung zu exportieren und mögen auch ganze Gebiete an Arbeitslosigkeit zugrunde gehen. Der geringste Widerstand der Behörden, unter dem Drucke der Ereignisse entstanden, wird sofort durch Interventionen der Kaufmannschaft bei der Regierung gebrochen.

Die Finanzpolitik Cafandaris treibt noch seltsamere Blüten. Die Erhöhung der Universitätsgebühren hat bereits zu Kundgebungen der Studenten geführt. Zweitausend Universitätshörer protestieren in Athen gegen die Finanzpolitik der Regierung. Es ist selbstverständlich, daß die Erhöhung der Kollegengelder es dahin bringen muß, minderbemittelte Kreise vom Studium auszuschalten und die Universität zu einem Privilegium der Reichsten zu machen. Die Kundgebungen, die von der gesamten Hörschaft veranstaltet wurden, sind also ein Gebot der Notwendigkeit und finden die Unterstützung nicht allein des ganzen »geistigen Griechenland«, sondern auch warme Sympathie in den breitesten Schichten der Bevölkerung. Schon ist es zu Zusammenstößen gekommen, die Gendarmen haben mit Kolbenschlägen das »geistige Griechenland« auseinander getrieben und die Ruhe des »juste milieu« wieder hergestellt. Es ist selbstverständlich, daß Tsaldaris, der gewesene Innenminister, gerne die Gelegenheit ergreift, eine Bewegung für seine monarchistischen Zwecke auszunützen, die ihrem Wesen nach durchaus fortschrittlich und dem nationalen Interesse Griechenlands entspricht.

Unterdessen kam es in den Minen von Limenarion zum Streik und die Unzufriedenheit breiter intellektueller Kreise stärkt die latente Bewegung gegen die Regierung in den werktätigen Massen. Cafandaris aber besteht auf seinem Budget. Er hat Frankreich gegenüber bindende Verpflichtungen übernommen und die englische Hegemonie wird allmählich verdrängt von der Annäherung an das französisch-jugoslawische Bündnis. Die Steuern werden emporgeschraubt, wenn auch die Arbeitslosigkeit eine überaus hohe ist. Der Preis der Zigaretten soll erhöht werden

und die Regierung beharrt darauf, ohne dafür Sorge zu tragen, daß ein größerer Teil dieses Betrages der Linderung der Arbeitslosigkeit zugute kommt. Mag die Lage in den Tabakdistrikten sich immer mehr verschärfen, mag die Brutalität der Unternehmer immer neue Streiks hervorrufen, mag der Streik der Studenten breite Gruppen der Regierungspolitik entfremden, der liberale Venizelismus sieht nur ein Ziel vor sich, die Bezahlung der Schulden und die Wahrung der Interessen des griechischen Handelskapitals. Ja, die Bezahlung der Schulden bildet eine große Schwierigkeit, die noch immer nicht überwunden ist! Mit allen Mitteln der Diplomatie hat man die Franzosen endlich dazu gebracht, sich als milde Gläubiger zu erweisen. Aber sie halten das Land an der Gurgel und jede Abweichung in die frühere anglophile Politik kann eine Wiederauflösung der alten Problemstellung mit sich bringen. England hält es augenblicklich nicht für nötig, die Freundschaft Griechenlands teuer zu erkaufen, da der englische Imperialismus im Kabinett der Mitte durch Zaimis noch immer fest verankert ist und gratis erhalten kann, was es sonst teuer bezahlen müßte. Der Kampf zwischen England und Frankreich wird innerhalb des Kabinettes ausgetragen.

Die Tendenz, Griechenland unter englischem Protektorat mit Italien und Spanien zu einer festeren Gemeinschaft zusammenzuschließen, ist zwar augenblicklich unterlegen, aber trotz der irischen Reorganisatoren der Gendarmerie, welche trotz aller militär-technischen Verbesserungen die Ruhe in Griechisch-Mazedonien nicht garantieren können, ist das Ansehen Englands stark genug, eine aktive Eingliederung des Landes in den Gegenblock zu verhindern. Eine Annäherung an das französisch-jugoslawische Bündnis ist wohl eingetreten, aber wenn man auch mit dem fernen Frankreich gute Beziehungen unterhält und die Komitadschiffahrt ein gemeinsames Vorgehen mit der serbischen Gendarmerie für längere Zeit sicherstellt, so steht doch zwischen den griechischen Wünschen und den serbischen Aspirationen die ungelöste Frage des Weges — nach Saloniki. Die bulgarischen Orimbanditen haben durchaus logisch gehandelt, wenn sie ihren Hauptangriff auf jene Gebiete richteten, welche ein »natürliches« Streitobjekt zwischen S.H.S. und Griechenland bilden. Wenn Protogueroffs Abgesandte von der autochthonen Bevölkerung nicht mit Gewalt davongejagt werden, sondern, wie der Prozeß von Florina bewies, teilweise Sympathie fanden, so war dies nur möglich, weil die Arbeit der »mazedonischen Faust« und das Versagen der Ansiedlungsaktion immer neue Konfliktsstoffe schuf, weil die mazedonische Frage, wie das Flüchtlingsproblem eben nicht im Rahmen eines Staates allein gelöst werden können, sondern durch die Federation der befreiten Balkanvölker.

Melingos

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЯ

ДВУСЕДМИЧЕН ВЕСТНИК

ОРГАН НА НАЦИОНАЛНИТЕ МАЛЦИНСТВА И ПОТИСНАТИТЕ НАРОДИ НА БАЛКАНИТЕ

ИЗЛИЗА НА ВСИЧКИ БАЛКАНСКИ ЕЗИЦИ

Десетгодишнината на Октомврийската Революция

7 ноември, 10 годишнината от съществуването на Съветския Съюз, е дълбоко врязан в страниците на съвременната история. Върху развалините на старото царство на Романовите и на буржуазно-демократическата република, бе изградена, родена от февруарската революция, диктатурата на пролетариата, могъществото на Съветите.

Октомврийската Революция победи чрез неудържимата сила на революционната енергия, чрез общата преданост и легендарен героизъм на руския пролетариат, имащ на чело Руската болшевишка партия и ръководен от гения на Ленин, най-големия стратег на революционната класова борба. Мужиците и работниците на необятната Русия, населена с най-разнообразни народи, потиснати и угнетявани економически и политически в продължение на цели векове, се пробудиха от дълбините на своето обезправено в всеко отношение положение, за да ликвидират еднаж за винаги своите ометки, след провалянето на царизма, с фалшивата »демократическа« република, наложена им от Милюков, Мартов, Чернов, Денс и Керенски.

На тях, на работниците и селяните, на грамадното болшинство от трудящия се руски народ, февруарската буржуазно-демократическа революция и републиката на Керенски, не даде абсолютно нищо. Нито мир, нито свобода, нито земя. Теат, които твърдят прогивното, лъжат исторически и умислено фалшифицират истината. Февруарската революция и псевдо-републиката, изградена в кадъра на бившия царски апарат, рухнаха под ударите на Октом-

време на страшната война, увехна веднага в часа на победата. Наистина, ако войната за правото, за свободата и пр. имаше известна смисъл, ако тая смисъл се състоеше в премахването на всички съперничества, които великите сили подклаждаха на Ориента, не беше ли федеративната идея, единствено способна да осъществи независимостта на полуострова, в която се побратимяваха всички балкански социалистически партии? Кой попречи на нейното реализиране, кой я провали? Съществуването на сръбската, ромънската и българската монархии, които, едни от други пошовинистични, се стремяха по-скоро за уголемяването на »своите« корони, отколкото да се грижат за благоденствието и спокойствието на своите народи. Империалистическите сили, които бежа наложили мира, служейки си с големи и празни демократически фрази, смятаха републиканския режим като едно наказание, наложено на победените народи и като режим на слабост, за да могат да попречат на техното пробуждане. Ето как се обяснява, защо вековните корони на Хабсбургите и Хохенцолерите се търкулнаха в пропастта, когато балканските царски династии, които макар и скорошни, не само че бежа спасени, но успеха да повдигнат даже и своя »престиж«.

Но днес могат да се забавляват на зрелището на вътрешните разпри на ромънската династия (некога тѝ малко ромънска), около която се въртят и ожесточават разните фашистки камарили от крупни землевладелци в Ромъния; но не могат да не се страхуват и от вредното влияние, което указва монархическия принцип на Балканите, където е създал всички причини за война и издигнал една непреодолима същност за осъществяването на Балканската Федеративна Република.

Двата най-палачи въпроси днес, македонския и албанския, ни дават най-доброто доказателство в полза на нашето твърдение. Македония разпокъсана, продължава да страда в България. Комитаджиите поддържат там фашисткия терор. Те се отдават на кървави атентати по границите на Югославия, с подкрепата на тѝ не малко заинтересования италиански фашизъм! Тия страхливи »патриоти«, големи крешители на Кобурга, не се страхуват да ходатайствуват за чужда помощ и особено да искат подкрепата на оная велика сила, която най-малко прикрива своята амбиция за господство на Балканите. Тая велика сила, която бленува да замести Австро-Унгария на Изток, тя самата се явява един инструмент на европейската разцепническа политика, която английския империализъм вечно преследва. Треба ли да напомним тук ролята за която Англия употреби младия Мусолиновски империализъм, като го хвърли против Турция по време на спора за Мосул?

Но македонския въпрос никога няма да получи своето разрешение, ако Македония бъде разпокъсана. Напротив, тя никога няма да се успокои, Балканите никога няма да се омилотворят, докато тя не получи своята цяла автономия, гарантирана чрез една конфедерална система, която ще обхване всички държави, които я желаят: сръбска, българска, гръцка и ромънска. Тая система ще бъде или републиканска, или няма да бъде.

Ще додем пак до същото заключение, ако разгледаме и албанския въпрос. Дълго време се разучаваше въпроса, за да узнаят, дали Албания можеше да даде необходимите условия, за да се управлява самостоятелно. Ние не сме от ония, които обожават свършения вече факт и го проповедват като неизменен. При все това, Тиранския пакт е един страшен аргумент в ръцете на тия, които отричат възможността за една независима Албания. Когато един империализъм протяга своите лапи върху Албания, много естествено е друг некой измамен империализъм да бие тревога. Ето вече Италия и Югославия са в надпреварване. Около тех силите се нареждат за да присъществуват на мач, готови всеки момент да защитят или да атакуват този или оный, съгласно своите интереси. Повода за една война е вече създаден. Той се носи над Европа. Обществото на народите премерва своите сили и намира, че това не е от негова компетентност. Не беше ли Мусолини, който заяви, че никога няма да се съгласи, щото Тиранския пакт да бѝ разглеждан от Ареопата в Женева? И ето как мира се изгонва от Балканите, следователно той рискува да бѝ изгонен и от Европа.

Е добре! явно е, какво, не ще успеят да измъкнат Албания из под угрозата на империализма на италианската и югославянска буржуазии, освен, ако нейната национална автономия бѝ подкрепена в една свободна Федерация на балканските държави. Това е единното средство за да може тя да се спаси от феодализма, — на който Ахмед Зогу е най-достойния представител, — който експлоатира селските маси и който, за да поддържа и брани своите привилегии, продава на чужденците интересите на целата страна. За

Албания, федералната революция ще означава нейното освобождение едновременно и от външните тирани и от вътрешните.

От която страна и да разгледаме Балканите, идваме до едно и също заключение: единичното практическо и справедливо разрешение се заключава в създаването на Балканската Федеративна Република. Предварителните условия за една таква Федерация днес вече съществуват, въпреки сегашните конфликти; даже може да се каже: вследствие на самите тия конфликти. В действителност, тия конфликти са отчасти искусствено създадени, те са дело на чуждите за естествения живот на Балканите фактори. Враждебността няма дълбоки корени всред масите. Тя е била непрекъснато унищожавана от разните клики на правителствата, династиите и дипломатите; първичните условия за един економически и културен порядък за един съюз на Балканите вече съществуват. Балканите представляват едно твърде хомогенно социал-економическо целo. Главните препятствия за реализирането на Балканската Федерация, както казах вече и по-горе, това са монархиите. Едно изложение на югославянските социалисти до Комитета по организирането на Международната социалистическа конференция в Стокхолм през 1918 г. енергично беше го заявил: »Главната задача на балканските социал-демократически партии — четем в това изложение, — е, да се дискредитират балканските монархии и династии. Войната извърши това и то в доста голема степен«.

След туй, доде мира, подписаха се мирните договори, които, в името на демокрацията, спасиха династиите; и на Балканите се възцари пак старото положение, както преди войната...

Джѝг е напролетариата да поднови борбата и отново вземе в свои ръце и изпълни политиката на Федеративния Републикански Съюз, за освобождението на Балканите и за мира в света.

Паоло Давила

Страшния терор в Добруджа

Вследствие новите изтжълнения на ромънската олигархия и чокон над мирното и невинно население в Добруджа, Съюза на студентите и емигрантите добруджанци в Европа, е отправил до прогресивното европейско обществено мнение, както и до всички съчувственици и приятели на потиснатите и угнетени народи, един апел, от който един екземпляр се получи и у нас.

Ние с удоволствие го публикуваме в настоящия брой на вестника ни.

Ред. Балк. Федерация

Добруджа, хвърлена чрез мирните договори в лапите на една нечувано жестока и срамна за нашия век тирания на ромънските чокон, отново издига своя измъчен глас, отново отправя своя горещ апел за защита. Защото, напоследък една нова вълна на жестоки насилия, див терор и кървави погроми се надига и заплашва съществуването на добруджанското население.

Мирните договори, клаузите за защита на малцинствата, всички граждански права и политически свободи, всека законност и човещина, са днес варварски потъпкани в Добруджа. Там върлува кървавата саморазправа на неотговорни фактори — въоръжени банди на колониите куцовласи, подкрепени и инспирирани от самата официална власт.

И както некога в царска Русия, така днес и в койкаква Ромъния; за да се отвлече общественото внимание от острите политически борби, изникнали стихийно от династическата криза, за да се отбие нарастналото народно негодувание от диктаторския режим на Братяновата клика, се изпират систематично антисемитски движения и се устройват кървави погроми над инородните малцинства.

В Добруджа, денационализаторската политика на ромънската олигархия, доведе до спиране на всекакъв културен, граждански и политически живот за малцинствата. Днес тия малцинства нямат свои училища и черкви. Една система на грабеж, рушвети и тежки данъчни облагания, нанесе тежък удар върху стопанския живот на Добруджа. Един чудовищен закон за земеделческата собственост обезмотява масово добруджанските селяни и разстройва техния поминък. До днес ромънската държава е отнела безвъзмездно от селяните над 60.000 хектара, предстоят да бѝдат отнети още над 100.000 хектара, по силата на тоя закон, наречен »юридическа чудовищност«, дори от видни ромън-

ски юристи. Ромънската олигархия обаче, е недоволна от тия резултати. С средствата на нечуван политически терор и с помощта на въоръжените банди на колонистите куповласи, мирното добруджанско население се систематично тормози, подлага на масови арести, побоища и кървави погроми, с единствената цел да бъде то прогонено и земите му разграбени. Такива са нуждите на колонизаторската политика на ромънските чокои в Добруджа. Резултатите на тая политика са един непрекъснат бежански поток из Добруджа; над 60.000 бежанци — турци и българи, са принудени да емигрират и понесат тежката бежанска неволя, която ги осжда на явна гибел.

След масовите кланета през май и юли 1926 година, в селата **Шахинлар, Попина, Гарван, Старо-село, Сеново и Дайдър**, които грабнаха живота на повече от 70 добруджанци, днес ромънската олигархия наново провокира световната обществена съвест с новите погроми в Добруджа.

Така: През септември т. г. селяните от **Кайряк и Бей-Бунар** са подложени на жестоки побоища. Всички арестувани са освободени след като заплащат по 15.000 леи откуп.

На 25 октомври т. г. са нанесени жестоки побоища на селяните в с. **Денизлер**. Арестуваните 30 души кървенци на селото, освободени срещу 70.000 леи откуп. Учителя Попов се намира на смъртно легло от нанесения му побой.

На 3 ноември т. г. в село **Кочина** селяните са зверски изтезавани, тежко наранени и убити са 54 души. На свещеника Борис Шишков е нанесен жесток побой. Селяните от ужас са избегали в горите. Целото село е опожарено и разграбено.

На 4 ноември селяните в **Казимир** жестоко изтезавани. 14 души бити до смърт. Селянина Димитър Колев бива вързан за едно дърво с главата на долу, а под него запален огън. Жертвата умира в страшни мъки. Броя на убитите не е още установен. Има селяни, които са бити, резани къс по къс.

Селата Бабук, Калипетрово, Сребърна, Айдемир, Капакли и др. са разграбени, а някои от тях опожарени.

През същия месец в селата **Ялж-Ючурман, Гаргалжк и Шабла** 22 селяни жестоко изтезавани и мушкани с ножове.

Първите протести изнесени в местните вестници **«Нов глас»** (Силистра) и **«Куриер»** (Добрич) срещу варварските изтязания на колонистките банди, стават причина да бъдат подложени на диви преследвания техните редактори, а самите печатници разгромени. Редактора на **«Нов глас»** Митков смъртно бит, стопанина на печатницата, в която се печата **«Куриер»** е смазан от бой.

Всички тия погроми и насилия над беззащитното добруджанско население се вършат от развилелите се банди на колонистите куповласи и не само при пълната пасивност, но и при явната подкрепа на официалните власти.

В отговор на обявения в Добрич траурен ден на 20 ноември т. г. и изпратената делегация за протест в Букурещ от гражданството, **правителството на олигархична Ромъния изпраща нови войскови части в Добруджа, обаче, не за да бъдат закриляни свободите, имотите и живота на добруджанското население, а за да бъде потушен всеки глас на протест и подкрепена варварската денационализаторска и погромническа политика на ромънските чокои в Добруджа!**

Организираните студенти и емигранти добруджанци в Европа издигат високо своя енергичен протест срещу новите жестокости и вандализъм на ромънските управници в Добруджа. Те посочват на общественото мнение в Европа, големата опасност от нови сътресения и кръвопролития на Балканите, която носи денационализаторската и потисническа политика на ромънската олигархия. Тая политика представлява една непосредствена опасност за балканския и световен мир.

Те протестираят също тъй и против правителството на Ляпчев в България, което с най-крути средства разгонва протестната демонстрация на българската академическа младеж в София, по повод погромите в Добруджа.

Те отправят своя горещ апел към всички съчувственици на борбите на потиснатите народи, да издигнат също своя глас на протест против ромънската тирания в Добруджа,

за защита на добруджанското население,

за спиране на кървавите погроми в Добруджа,

за възвръщане на потъпканите културни, граждански и национални права и свободи на добруджанското население.

За осъществяване правото на самоопределение на балканските народи — единствената гаранция за установяване мира на Балканите,

За свободна и независима Добруджа, в рамките на Балканската Федерация!

От Съюза на студентите и емигрантите добруджанци в Европа

28 ноември 1927 г.

Агентите на Сговора всред добруджанската емиграция

«Добруджанския въпрос, по произход и същност, е несъмнено български въпрос» — така започва констатацията на резолюцията по международното положение на добруджанския въпрос, взета в XI редовен конгрес на добруджанската емиграция, станал в София на 30. IX., 1 и 2. X. т. г.

«Добруджа е била люлка на Кубрата и Аспаруха», се провиква в дебатите на същия конгрес фашиста Сакеларов, варненски адвокат.

«Организираната емиграция от Добруджа, схваща добруджанското дело като едно общобългарско дело; с него не ще се позволи да се кощунства; то е дело на жертви, то е един от тежките кръжове, които тежат върху плещите на целокупния български народ», — пише в уводна статия след конгреса (в-к «Добруджа» брой 42) новоизбрания редактор Владимир Попов — бивш депутат драгиевист, който, след като не успе в мисията си агент на Сговора веред земеделческите маси, си е оставил друга, тоже трудно разрешима задача — да завлече добруджанската емиграция в водите на Сговора.

По случай пребиванието през време на конгреса на лорд и леди Гладстон в София, Изпълнителния комитет им поднася един сантиментален адрес, който завършва с следния апел: **«Събудете човешката съвест и съжайте веригите на едно робство, защото такъв беше завета на вашия баща. Добруджа гледа на вас».**

След като агентите на Сговора веред македонската емиграция откриха, че освобождението на Македония, може да дойде от фашистка Италия, то техните събратя всред добруджанската емиграция на свой ред провъзгласиха консервативна Англия за освободителка на Добруджа. Защото, такъва е политиката и волята на сговористките правителства, такива са надеждите на българския фашизъм.

XI редовен конгрес с своите решения ще остане паметник в историята на борбите на добруджанската емиграция. Той се явява пълно тържество за идеолозите на фашизма в добруджанските борби. Той връща тия борби с цело десетилетие назад. Решенията на Великия добруджански събор, за пълна самостоятелност на движението, и за единна, независима Добруджа, са напълно потъпкани. Добруджанския въпрос и свободата на Добруджа отново са прикачени за колесницата на фалиралата националистическа политика на българските правителства.

Кои са причините за този тъй крут идеен поврат в историята на борбите на добруджанската емиграция? Дали те се крият в изменената се международна обстановка, или изхождат из конкретната обстановка в която се намира днес заробена Добруджа, или пак отговарят на известна еволюция станала в съзнанието на добруджанската емиграция?

Напразно всеки честен добруджанец би търсил тук причините. Тия причини се коренят в един единствен факт — в факта на съществуването на фашистката диктатура в България, която е подавила, с средствата на един свиреп терор, всеко свободно проявление на народните маси. Обаче, както решителните борби на народните маси в България пречуниха острието на насилието и терористическия режим на Цанков-Русев, требваше да отстъпи местото на Ляпчев, който беше издигнал вече лозунга «со кротце, со благо» и съществуването на фашистката диктатура да бъде продължено, само че с други средства, така и масовото негодувание, което обхваща добруджанската емиграция след убийството на Дочо Михайлов и нейните решители борби след това, направиха повече невъзможна терористическата мафия на Кямилевци и К-я. Тая мафия липсва от XI редовен конгрес, в който вече се шират смирено идеолозите на фашизма на чело с Матей Бончев, Владимир Попов и Трифон Трифонов. Осигурили си предварително, чрез полицейски машинации, болшинство в конгреса, тия идеолози допускат вече «идейните борби», водят такива и достигат до важни завоевания по пътя на своята фашистка идеология. Максимата **«Добруджа е българска и борбата за нейната свобода е работа на българските правителства»,** прокламирана от Владимир Попов, остава господствающа в XI конгрес.

Извънредния мартенски конгрес на добруджанската емиграция бе кулминационната точка на беса и насилията на Кямилевци и Компания, които след като убиха легендарния добруджански войвода Дочо Михайлов, изключиха из редовете на организацията един от нейните основатели и най-популярни дейци — Д-р П. Вичев.

Под напора на борбите на добруджанската емиграция обаче, XI редовен конгрес требваше да регистрира пълно-

nata provala i likvidacija na teroristicheskata grupa na Kamillevci. Teshoto mesto biva zeto ot ideolozite na fashizma, cheto tzhzhestvo v kongresa napravi da blesne v oslenitelna svetlina pzhlnia ideen bankrut na agentite na Stovora vsred dobрудzhanskata emigracija.

XI redoven kongres biva svikan v една обстановка na pzhlnio organizacionno razlozhenie i na nastroenia v редата na emigracijata za boykotiране na kongresa. Ot vsichko 71 shtestvuvajici družestva, na kongresa sa predstavени само 38 družestva — 26 selски с 29 delegati i 12 gradски с 45 delegati. Prishtestvuvat 74 избрани delegati i 20 души na Visniia shtet с право na glas. Nikoi kongres до сега не е бил tzhj слабо посещаван. Dve ot družestvata, Русенското i Варненското, които продължават i до сега да се намират под тормоза на разбойничешките остатки на ВДРО, са представени на kongres с 30 delegati. Selските družestva, които v своето болшинство са под влиянието на Д-р П. Вичев, са били възпрепятствувани да пратят свои delegati, понеже v shticia ден на kongresa тргват бригадите по оземляването на бежанците. На всички бежанци е било своевременно заявено, че които отиде на kongresa, нема да бжде оземлен. С подобни машиниции агентите на Stovora си осигуряват болшинство v kongresa. Централния въпрос, който вжлува целата добруджанска emigracija: да бжде ревизирано противоуставното i насилническо решение на извънредния kongres за изключването на Д-р П. Вичев, не бива дори поставен на разглеждане, макар i да фигурира v дневния ред на kongresa. Д-р П. Вичев, избран за delegat на едно ot най-дейните družestva — Софийското, не бива допуснат v заседанията на

kongresa. Привържениците на Д-р П. Вичев, почти всички софийски delegati i болшинството ot selските delegati, след като подлагат на една изболничелна критика агентите на Stovora, напускат демонстративно kongresa. Благодарение на техното решително противопоставяне, инициативата на фашистите за възобновяването на старата разбойническа организация — ВДРО, бива провалена. Правителствения агент Трифон Трифонов прочита v kongresa мемоара на ДРО, изпратен до втория kongres на малцинствата v Женева, която организация той нарича »болшевишка«. За голема негова изненада, kongresa посреща мемоара на ДРО с бурни ржкоплексания, като мнозина ot delegatите изказват своята адмирация ot дейността на ДРО. Тоя факт, както i факта, че новия Visni shtet бива избран с **59 гласа**, v които влизат i 20-ех гласа на членовете на стария Visni shtet, доказва колко илюзорно i привидно е тzhzhеството на агентите на Stovora. Защото, новото фашистко ржководство на Shtюза на добруджанската emigracija, избрано с гласовете на delegatите само на 10 družestva, ot vsichko представени на kongresa 38, не може да бжде никакъв изразител, нито водач на борбите на добруджанската emigracija. То ще остане изолирано ot нейните маси i неизбежно ще сподели сждбата на Kamillevci i Компания.

Усилията на добруджанската emigracija трябва да бждат одесеторени. След поражението нанесено на Kamillevci, трябва да следва това на неговите идеолози. Лозунга на тия борби трябва да бжде: **назад кжм решенията на Великия добруджански сжбор — за единна i независима Добруджа!**

Добруджански

FEDERACIONI BALKANIK

DY-MUJËR

ORGAN I MINORITETEVET NACIONALË E I POPUVET BALKANIK TË SHTYPUR

VOTONET NË TË GJITHË GIUHËT BALKANIKE

Pakti militar italo-shqyptarë

Me 22 të k. m. u ba në Tiranë ky pakt militar ndermjet t' Italisë e të Shqipnisë:

„Italia e Shqypnia të shtyëm prej dishirit me i forcue lidhjet e solidaritetit, të cillat lumterisht ekzistojnë ndermjet të dy Shteteve kontraktues, dhe për t' i vertetue e shvillue edhe ma teper, ashtu edhe për të shdukë çëdo rasë që kishte me mujtë me prishë pagjen si ndermjet tyne, ashtu edhe me shtete tjera; në njoftim të miravet që rjedhin prej një bashkpunimit të ngushtë ndermjet të dy shteteve e tuej konstatue edhe një herë se interresa e siguriimi i njeni shtet asht e lidhun me interesen e siguriimit e shtetit tjetër kan vendosë për me ba me ket traktat një lidhje defensive, qellimi i vetem i së cilles asht stabilizimi i relaçioneve të natyrshme që ekzistojnë lumterisht ndermjet dy shteteve, e siguriimi i një politikës të shvillimit paqsuër.

Art. 1. Të gjitha traktatet e bame ndermjet të dy anvet kontraktuese, qyshë prej pranimit të Shqypnisë në Lidhje të komevet e der sot, do të mahen plotsisht e besnikërisht si mas teksti që kan, e mrenda kujtjevet të caktueme prej tekstit, kështu që prej këti traktatit do të rrjedhin një miqsi e plotë e e sinqertë si ndermjet të dy popujve ashtu të qeverinavet të tyne, si edhe ndihma reciproke; andej vjen se gjithçilla e dy anvet kontraktuese, do të perfaqsojn interesat e të mirat e anes tjetër me at cënë që perdorë në perfaqsimin e interesavet e permirsimevet veta.

Art. 2. Ndermjet të Shqypnisë më njane anë e t' Italisë më tjetren bahet një lidhje defensive e pa ndr ueshme që do të ngiasin 20 vjet; ndryshimi a se prishja e këti traktati mund të lajmohet në të tetmëdhjetën ose në të ndandmëdhjetën vjetë. Po kje se në ket kohë nuk nodhë kurrnji paralajmim, atëherë lidhja njuhvet vetvetin si e sëgiatume për një periudë tjetër po 20 vjetsh. Të dy antë kontraktuese do të pe dorin të gjith vëmendjen e mjetet e tyne për të garantue siguriimin e shteteve të tyne, ashtu edhe për të mprojtunit e të dalunit zot reciprok kundra çë do agresjonit që mund të vinë prej së jashtmit.

Art. 3. Si mas detyrave që marrin mi syprî dy anët kontraktuese mas 2 artikullave të naltpermendun, kan me vepruë

të dyja në marrveshtje me shoqishoqen për sugurimin e pagjës dhe të qetsis. Në rasë që njëni prej kontraktuesvet do të gjindet në rrezik të luftës, të pa provokueme prej ti, me një shtet të tretë, atëherë tjetri ka ma me perdorë mjetet ma të fortat jo vetem për t' i shuë anmiqsinat por edhe për t' i sugurue anes që gjindet në rrezik një satisfaktion të drejtë.

Art. 4. Për në kjojtë se të gjitha mjetet e një ndermjetsimit kan me kenë pa fryt, asht e detyrueme gjithçilla anë kontraktuese me shkuë mas fatit t' anes tjetër, tuj vuë në dispozicion t' aleatit të gjitha mjetet militare financiare etj., që munt t' i ndihmojnë aleatit për t' a kapercyë konfliktin, po kje se kerkohet ndihma prej kontrahentit në rrezik.

Art. 5. Në të gjitha rasat e parapame n' Art. 4, detyrohen të dyja antë kontraktuese mos me myllë as mos me nisë marrveshtje pagjet e pushim luftet pa një marrveshtje të perbashkët.

Art. 6. Ky traktat u nenskrue në kater teksta original, 2 frangisht, e 2 në giuhë italishte e shqype, të cillët kan të gjith vjeftje të njmishme.

Art. 7. Ky traktat do të rratifikohet e mandej do të registrohët në Lidhje të Kombeve. Rratifikimet do të ndrrohen në Romë.

U ba në Tiranë me 22 Ndanduer 1927, i nenshkruëm: Ugo Sola. Ilias Vrioni“.

Rregullimi i kryë-komandës pe mbi ushtrinat aleate.

Bashkë me traktatin u botuen edhe dy letra, njana dergue Ilias Bei Vrionit prej delegatit Italian në Shqipni Sola, si dhe pergegja që i dergon ministri shqyptarë delegatit italian. Nder tjera, letra e parë permanë:

„Në rasë që Art. 4 i traktatit të hinë në veprim atëherë qeveria italjane, dishron t' i nabin qeveris shqyptarë këto deklarime dhe shkoqitje: Për në kjojtë se të gjitha provët e një ndermjetsimit kan me shkuë pa fryt, kështu që njëni nga të dy kontraktuesat ka me u gjetë në rrezik të një të mësyemit të pa provokuëm prej ti e po kje se prej kësaj rasë ijedhë nevoja me kerkuë ndihmen ushtarake t' anes tjetër, atëherë do të jenë në Shqypni kryë-komanda në dorë të kryë-komandantit

t' ushtrive shqiptare e n' Itali, n' atë të kryëkomandantit t' ushtrive italianë; kuersë të bahet pagja do të kthejnë ushtritë e Shtetit ndihmës në vënd të tyne me mjetet e tyne, dhe mrenda asajë kohë qi vendoset prej kryëkomandës të shtetit aleat^a.

Këto letra deklarohen si pjesë integrale të traktatit, dhe prandej do të deponohen në Genevë. Letra e dytë është një vertetim i marrjes së leters së parë, qi dergon qeveria shqyp-tare, me të cillen pranon të marrumit mi syfri po t' atyne detyrave edhe per Shqypni.

*

Organi i Komitetit të Clirimit Nacional, Liria Kombëtare, ka pas botuë me kohë një traktat nshtarak të mësheftë ndermjet të Shqypnis e t' Italis. Shpirtin e ati e gjejmë ne ket traktatit këtu.

Art. 1. na konstaton se të gjitha traktatet — ato qi dihen dhe ato qi s' dihen — qi janë bā deri tash ndermjet t' Italis e të Shqypnis, do të mbahen besnike:isht si mbas teksti qi kan: me ket artikull robnia financiare dhe politike e vijume tash tri vjet bāhet definitive. Frasa qi flet per perfaqësimin e interesave e anes tjetet si t' ish in interesat e tija, s' thotë tjetër veç çë populli shqyp-tar do të vëhet në zgjedhë t' interesave imperialiste utopike të Mussolinit.

Art. 2. permban në pjesen e pare kohen sá do të ngiasë pakti: 20 vjet, një kohë qi rradhë gjindet ner traktatet normale. Po kje se vëm oroe damet qi i ká prue fashismi Shqypnis si Shtet, munt të kuptohet se po kje se ky traktat realisoht, me të asht e vendosur qysh sot fikja e Shqypnis. Pjesa e dytë e Art. 2. parashtef intervencionin dhe okupimin ushtarak per s' do agresion qi munt të vín prej ndo 'j anes të tretë; duhet vrejhtë veçse se një agresion i tillë kuer do munt të vëhet në scenë prej Italis vehtë per të shkarkue në Shqypni.

Art. 3. kompletion dy artikujt e parë, dhe tallet me boten tuej thanë të gjitha këto lidhje ushtarake ndodhin per sigurimin e pagjes dhe të qetsis. Tuej marrë para sysh ndryshimin e fuqis ndermjet të Shtetevet kontraktuesë, është një tallje ndima reciproke per të cillen folet këtu. Per t' i dhanë dorë Italis dhe ma lehtë me intervenue në Shqypni, vëhet n' artikull jo vehtem rreziku i luftes, por edhe satisfakcioni qi do të nxirrë Shteti kontraktues i atakuem: një frasë aq vaga kjo, qi munt t' inter-pretohet si mbas andjes.

Art. 4. vendosë ndimen militare dhe financiare të shtetit në rrezik, prá jo ma pak veç okupimin e Shqypnis prej ushtris

e kapitalit italian. Dhe këtu është tallje perdorja e fjales reci-proke.

Art. 5. është një shitesë e kompletim i Art. 4, qi robnon Shqypnin në mndyrë të tillë qi deri sá t' a kerkoj interesa e fashismit, Shqypnia as s' munt të myllin pagjë, as së munt të pushojn luften. Shaka tragike dhe këtu kuer vendosët roli qi do të losë Shqypnia, në rasë të një lufte t' Italis.

Artikulli 6 flet per 6 teksta originale, prej të cillavet jo ma pak se tri kan vlefte të njëjshme: një fushë e gjanë per t' a interpretet traktatin si mbas andjes të Shtetit ma të fuqishem, prá t' Italis.

Art. 7. tallet me Lidhjen e Kombevet, kuer vëndosë registrimin e këtij traktatit qi rri në kundershtim me shpirtin e statutin e Lidhjes së Kombevet, por kjo tallje ká prap një arsyetim fare konsequent. pse Lidhja e Kombevet është de facto e kunderta e statutite e ldees per të cillen kje krijue, prá dhe traktati militar italo-shqyp-tar sado qi rrin në kundershtim me Lidhjen e Kombevet, prap se prap do të registrohet në Lidhje të Kombevet, aq ma teper kuer Anglia është mamica e këtij traktati.

Per sá i perket nenshkrimt të traktatit prej Ilias Bej Vrionit, kuptohet vehtvetju se vetun një beg nuk do të kishte turp me vue nenshkrimin në një traktat të tillë qi vendosë robnimin e popullit shqyp-tar, dhe marimin e indipendences shqyp-tare.

Kjo provon dhe një herë se lufta në Shqypni është një luitë klasi, per beilért s' ká randsi aspak se kushi sundon në Shqypni, mjaft qi populli shqyp-tar të jën nen zgjedhë, kështu qi të munt të gëzojn grabinat e tyne të pá-drejta naj popullin shqyp-tarë.

Per sá i perket letravet të çkembueme ndermjet t' Italis e Shqypnis, këto rregullojn kryekomanden e ushtrivet aleate. Tallje është kuer thohet se n' Shqypni, kryekomanden e ushtrívvet aleate do të kët një shqyp-tar, kjo s' do me thanë tjetet veçse një italian qi pak dit para luftes do të bāhet pro-forma nenshtetas italian.

Shkurt të gjith traktati është aq i gjanë qi s' ká nevojë per shum komente pse flet vehtë. Me të vendoset sot protektorata e plotë e Shqypnis nen Italin, dhe shejt shkarkimi dhe okupimi i Shqypnis prej ushtrivet italiane. Prap ku traktat provon dhe per të yerbërit, se fikja e popujvet të Ballkanit është fashisma dhe imperialismi, dhe pështimi i vetëm Bashkimi i popujvet të Ballkanit në një Federatë Ballkanike.

Leti

BALKANSKA FEDERACIJA

POLUMJESEČNIK

GLASILO NARODNIH MANJINA I POTLAČENIH NARODA BALKANA
IZLAZI NA SVIM BALKANSKIM JEZICIMA

NAŠA ANKETA ZNAMENITIH EVROPSKIH POLITIČARA I KNJIZEVNIKA O BALKANSKOJ FEDERACIJI

Prof. Fr. Kraus

Prof. Fr. Kraus rodio se je u svibnju 1858 u Bodenbachu (sada Čehoslovačka). Učio je medicinu. Najprije docent, a zatim osam godina izvanredni profesor u Grazu. Sada je profesor na berlinskom sveučilištu. Vodio je II. medicinsku sveučilišnu kliniku u „Charté“. Prof. Kraus, koji je jedan od najvećih medicinskih korifeja, putovao je mnogo po balkanskim zemljama. Njegovo posljednje putovanje bilo je u prošlastom lipnju. Autor je mnogih djela o problemu ličnosti i općem stanju organizma za vrijeme bolesti.

Držim riješenje balkanskog problema veoma teškim, ali smatram, da je autonomija balkanskim narodima neophodno potrebna, jer trebaju mir, a samo je autonomija jedini put k miru. Makedonci imaju potpuno pravo na svoj neograničeni teritorij

na kojem se mogu mirno razvijati, pa će tada prestati medju-sobne svadje, a možda će doći i do konačnog mira. U cjelost su mi poznate poteškoće takvog riješenja, ali me to ne smeta da barem u osjećaju želim takovo riješenje.

Moraju se zaštititi prava narodnih manjina na Balkanu. Naravno, da tamo nemogu da postoje pojedine autonomne države, a da ne stupe u federaciju. Postoje li te države same za sebe, one će se sigurno svaka igrati svog imperijalizma. Pošto se najprije uspostavi autonomija, mora se onda na gospodarskoj osnovici utvrditi novi balkanski savez vodeći računa o političkoj svijesti, da stanovništvo od 40 milijona, oslobođeno od unutrašnjih raspra i ujedinjeno, ne može lako biti igračka bilo koje imperijalističke sile i da se može samo braniti.

Samo da nema te međusobne miznje! Zašto bi ta morala postojati izmedju Srba i Bugara? To je sasvim nenaravno! A posljedica? — Nevolja i bijeda! Tako ima na pr. Balkan

mного duhana, ali proizvođači neznaju, što da s njim rade i prodaju ga u bescijenje izrabljivačima njihove nevolje.

Kad bi Balkan bio ujedinjen, moglo bi se duhan izvaditi u Ameriku ili druge zemlje uz bolje cijene. A kad bi se produkti zemlje prodavali uz povoljnije cijene, zemlja bi postala bogata, a blagostanje je najbolji put miru i međusobnom razumijevanju.

Da se sve ovo ostvari, treba za to demokracija i to istinska demokracija osobito u zemlji kao što je Balkan. Tamo se mora razviti jak seljački stalež, seljaku mora ići dobro, pa će sve biti u redu, balkanske su zemlje seljačke zemlje. Bila je tu jedna seljačka vlada, vlada Stambolijskoga, ali ona nije bila od duga vijeka. Stambolijski je dobra rekao: „Trebamo industriju samo za ono, što seljak treba.“

A što najglavnije fali na Balkanu to je — čovjek. Čovjek, koji će biti u stanju, da riješi balkanski problem.

Prof. Fr. Kraus

Eduard Fuchs

Rodio se 31. siječnja 1870 u Göttingenu (Württemberg). Učio je realku, ali pošto mu roditelji za rana umriješ, morao se je sam brinuti za daljne svoje izdržavanje. God. 1886 stupa u socijalističku stranku, od 1892 do 1900 uredjivao je socijaldemokratski satirički tjednik „Süddeutscher Postillon“. U isto doba surađivao je u „Leipziger Volkszeitung“. Od 1901 posvećuje se posvema socijalnim naukama. Kad je buknuo rat, istupio je uz socijaldemokratske stranke radi njenog držanja u pitanju rata. Od tada ne pripada nikakvoj stranci. Da svom internacionalnom nazoru o svijetu dade neku praktičnu vrijednost organizovao je Fuchs na početku rata prehranu i transport Rusa, koji sa živjeli u Njemačkoj. Siromašna i bijedna ruska djeca, studenti i žene moraju zahvaliti Fuchsu, da ne padoše u najerniju bijedu. Sovjetska mu je vlada povjerila na koncu rata skrb o ruskim ratnim zarobljenicima i imenovala ga glavnim opunomoćnikom za logore ruskih ratnih zarobljenika u Njemačkoj. Pratio je Transporte ruskih ratnih zarobljenika u domovinu, a u isto doba sudjelovao pri povraćanju njemačkih ratnih zarobljenika.

Eduard Fuchs spada među najglasovitije učenjaka u Njemačkoj na području socijologije i historije kulture. Njegova su glavna djela: „Povijest evropskih naroda u karikaturi“ (dva svezaka), „Povijest Zidova u karikaturi“, a naročiti je poznato po čitavom svijetu rasprostranjeno, na više jezika prevedeno njegovo djelo u šest svezaka: „Ilustrovana povijest čudoredja (morala)“ i t. d. i t. d.

Eduard Fuchs ima u svojoj ženi Margeriti Fuchs odličnu i neumornu suradnicu.

Imperijalizam je najveći neprijatelj čovječanstva i svake više kulture uopće. Privatni kapitalizam razvija u imperijalizmu na najbesavijesiji način sve svoje poroke gadne požude imovnog prisvajanja. Od svih imperijalizama sada je najpogibelniji engleski imperijalizam. To je historička i psihološka posljedica. Važnost Engleske u svijetu, kako je svakomu poznato, počiva u prvom redu na kolonijalnom posjedu i na vjekovnom potlačivanju i izrabljivanju Indije, Kine, Egipta i drugih kolonijalnih naroda. Takav dugi historički proces nužno ostavlja tu značajnu crtu u karakteru, da bi na svaki prigovoriti otpor odgovorio korbačem — a redovito tako i odgovara, samo ako prilike dopuštaju.

Danas se nalazimo u ovakovom svjetskopoliitičkom položaju. Neizbježno se primiče kraj engleskoj kolonijalnoj gospodstvu. Kolonijalni narodi počinju biti svjesni svoje neodoljive moći. Kina se nalazi od juga do sjevera u potpunom ustanku. Iz temelja se već ljuljaju osnove engleske premoći, koja počiva na kolonijalnom profitu, što ga crpi iz krvi i žuljeva stotine hiljada gladnih Indijaca, Kineza i t. d. Ovaj historički položaj logično da podražuje sve grablježive istinkte u duši engleskog kapitalizma tako, da nijedan nije ostao na miru. Engleska je sada spremna, da zapali cijelu Evropu i pretvori je u same ruševine, samo da sebi osigura još za nekoliko godina profit od kolonijalnih zemalja. Nijedan se dio niene buržoazije ne opire ozbiljno tom postupku. Sa biblijom u ruci i bezprimjernom licemjernoršču blagoslinlje sva engleska buržoa-

zija svoje predstavnike i želi im uspjeh u ovom užasnom kulturnom umorstvu, kakva ga nepoznaje svijet. Ne moramo se ni čuditi ovom jednodušnom stavu! Čovjek može biti potpuno slobodan od svih nacionalističkih predrasuda, a ipak potpuno mirno kazati, da nijedna građanska klasa u Evropi bilo koje zapadno evropske zemlje nije tako duševno i politički neprosvijetljene, niti moralno tako pokvarena kao što je engleska buržoazija.

U svojim naučnim kulturno-istorijskim istraživanjima nisam u nikakvoj evropskoj zemlji našao, da se kao u Engleskoj pojavljuju u tako ogavnim oblicima poroci prekomjernog uživanja. Nigdje nisam našao sramotnijeg pornografskog gjubreta nego li baš u toj puritanskoj Engleskoj, sve je to naravno, neizbježiva posljedica historičkog razvitka Engleske. Ne može se kroz stotine godina gomilate blago, sivo u krvi potlačenih iz svih dijelova svijeta a pri tom sačuvati visoku duševnu i čovječansku kulturu. U Engleskoj postoji samo jedna jedina grupa, koja zaslužuje poštovanje i udivljenje. To nisu na žalost radnici kao cjelina, nego samo rudarski radnici. Oni dokazaše prošle godine svojom junačkom horbom, da će se i ovaj narod povratiti svojoj pravoj kulturi samo pomoću ovih svojih ekonomsko najniže stojećih radnika.

Danas pati cijela Evropa pod osobitom besavjesnošću engleskog imperijalizma, a najstrašnije pate naravno balkanski narodi. Na nesreću balkanskih naroda bio je Balkan radi svog geografskog položaja od uvijek stjecalište suprotnih interesa različitih imperijalizama. Svaki od ovih želi imati prevlast na Balkanu, da može u svoju korist držati ostale u šaci. Balkanski narodi moraju najprije da plaćaju svojom krvlju troškove svakog imperijalističkog sukoba. Sa Balkana je potekao i svjetski rat. Tamo se sprema čovječanstvu ponovno ista sudbina u još užasnijem obliku. Opet je kobna Engleska, koja drži zakulisne niti i pred ničim se ne žaca, da priredi ovu novu tragediju čovječanstva. Već se u potpunoj jasnosti odigrava prvi čin na povijesnom obzoru. Samo Engleskoj ima svijet da zahvali, da postoji talijanski fašizam i njegovo užasno divljaštvo. Engleski ministri hvale fašizam pred čitavim svijetom i braime se snjim na otvorenoj pozornici. Italija može da slavi besramne orgije nad svojim masama i intelektualcima, koji drukčije misle, samo uz otvorenu, a još više potajnu pomoć i prijateljstvo Engleske. Stotina umorstva nad opozicionanim radnicima, hiljadu deportacija — ta nova umorstva suhe giljotine mogu se upisati isto tako u račnu velikokapitalističke Engleske kao i njenog šticeinika, ludjačkog krvopije talijanskog naroda-Mussolinija. Vanjskopoliitičke posljedice ovog talijansko-engleskog bratstva opažamo u stalnim talijanskim napadajima na Balkan, koji sa jedino mogući, jer Italija ima zaštitu u širokom zaleđu Engleske.

Na temelju svega ovoga mora se doći bezuslovno do uvjerenja, da je podjela i nesloga Balkana posljedica i interes engleskog kapitalizma. Ako se zbilja želi umanjiti užasna bijeda balkanskih naroda, ako se hoće dokrajčiti sa strašnim svakodanijim terorom, onda mora čovječanstvo biti svjesno, da najveća pogibeli, koja mu prijeti i najveći zločin, koji se proti njemu sprema ima svoj koren u imperijalizmu a naročito u engleskom imperijalizmu.

Jadni položaj u kojem se nalaze narodne manjine i potlačeni narodi Balkana dolazi od sličnih prohtjeva vladajuće balkanske oligarhije. Politika takozvane asimilacije nije, nego drugo ime za izrabljivanje. Samo na temelju potpune spoznaje ovih činjenica naći će balkanski narodi puteve i sredstva, da prebode međusobne takozvane nacionalne borbe. Samo će tada naći snagu da se ujedine u jedan blok, koji je jedino u stanju, da se uspješno bori proti svakom imperijalizmu. Takav se blok ne može stvoriti pod današnjim vladama, jer su one pod krivim imenom „narodnih vlada“ samo zastupnici i šticeinici bilo kojeg tudjeg imperijalizma u svojoj vlastitoj zemlji.

Sve to moraju uvidjeti baš balkanski narodi, a vjerojatni, da će to oni pomalo i uvidjeti. Još nešto: takva će spoznaja dovesti samo onda do potpunog uspjeha, ako pojedini balkanski narodi priznaju i zauzmu se za gospodarske interese širokih masa, radnika i siromašnih seljaka. To jedini historijom zajamčeni sigurni put ka oslobodjenju smirenog Balkana.

Eduard Fuchs

Nacionalno pitanje u Sovjetskoj Uniji

II. Nacionalno pitanje u Sovjetskoj Ukrajini

Učešće u političkoj vlasti.

Na okružnim kongresima sovjeta 1924/25 g. bile su zastupane nacionalne manjine u slijedećem odnosu: Rusi

14,9% od ukupnog broja delegata. Jevreji 6,13%, Bjelorusi 1,79%, Nijemci 1,33%, Poljaci 1,45%, Grci 0,66%, Bugari 0,28%, Lotiši 0,67%, ostali 0,57%. (Ukrajinci 7,98%)

Na sveukrajinskom kongresu sovjeta: Rusi 23,49 %, Jevreji 10,6 %, Bjelorusi 1,52 %, Nijemci 1,32 %, Poljaci 2,27 %, Greci 0,12 %, Moldavanci 1,08 %, Bugari 0,36 %, Rumunji 0,12 %, Lotiši 2,27 %, Tatari 0,12 %, Česi 0,12 %, Ostali 0,12 % (Ukrajinci 56,49 %).

Da izadje šta više u susret potrebama nacionalnih manjina, ukrajinske je vlada snizila normu-minimum za organizovanje seoskih nacionalnih sovjeta od 1000 stanovnika na 500, a normu za obrazovanje nacionalnih kotareva (rajone) i sudskih dvorova (Komore) od 20.000 na 10.000 stanovnika. Otvoren je i poseban kredit za podupiranje podizanja javnih zgrada za institucije nac. manjina.

Na 1. I. 1925 izlazilo je 5 novina nacionalnih manjina

sa nakladom 22.000 egzemplara. Na 1. XI. 1925 taj se je broj povisio na 9, a naklada na 34.500 egzemplara. (Sve naravno, bez ruskih.) Državna Naklada Ukrajine izdala je od svoje ukupne edicije na jezicima nac. manjina bez ruskog g. 1923 — ½ %, g. 1924 — 1,3 %, g. 1925 — 7,6 %.

Moldavska Republika.

U okvir Ukrajinske SSR. ulazi Autonomna SSR. Moldavija, obrazovana u oktobru 1924. Moldavija zaprema 8000 km² sa 560.000 stanovnika a prostire se na donjem toku Dnjestra, na sovjetsko-rumunjskog granici. Pored Moldavaca, u moldavskog ASSR. živi mnogo Ukrajinaca i Jevreja. Većina moldavskog naroda živi izvan granica moldavske republike — u Besarabiji.

III.

Sovjetska Bjelorusija*)

Pod režimom rusifikacije i polonizacije.

Položaj bjeloruskog naroda prije revolucije potsjećao je živo na položaj ukrajinskog. Bjelorusi bili su, kao i Ukrajinci, proglašeni ruskim »plemenom«. I njih je tlačila s jedne strane rusifikacija, a sa druge polonizacija. I oni predstavljaju zaostalu seljačku naciju. U gradovima Bjelorusije prevladaju Jevreji, Rusi, Poljaci. Ali je položaj Bjelorusa bio utoliko teži, što je bjeloruski narod znatno manji od ukrajinskog, ekonomski slabiji, sa manje historijskih tradicija, bez kulturnog ostrva (kao Galicija kod Ukrajinaca).

Put k Sovjetskoj Bjelorusiji.

Za vrijeme revolucije 1917 g., Bjelorusija je došla pod njemačku okupatornu vlast. Nakon sloma centralnih sila obrazovana je u Bjelorusiji (koncem 1918) sovjetska vlast. Pitanje zemlje igralo je u Bjelorusiji veliku ulogu: skoro 2/3 zemlje pripadalo je veleposjednicima (15 mil. desetina), državi (2,5 mil. desetina), a tek nešto više od 1/3 seljacima (9,9 mil. desetina). Zbog poljsko sovjetskog ratovanja sudbina Bjelorusije često se mijenjala. Tek 1921 godine, nakon riškog ugovora o miru, nastupilo je normalno stanje i započelo podizanje kulture i ekonomije. Polovica bjeloruskog naroda (preko 3 miliona) ostalo je pod Poljskom, gdje bjeloruski seljak nema ni zemlje, ni škole, ni političke slobode.

Sovjetska Bjelorusija obuhvaća 110.000 km² sa 4.300.000 žitelja, od kojih su oko 75 % Bjelorusi, 11 % Jevreji, 10 % Rusi, 22 % Poljaci i 1,3 % ostalih. U gradovima ima 30—40 % Bjelorusa.

Bjelorusizacija.

Prvi zadatak bjeloruske sovjetske vlade bio je uvlačenje bjeloruskih seljačkih masa u izgradnju države (u sovjetu), pak bjelorusizacija državnog aparata (činovništva) i školstva. Tempo i rezultati bjelorusizacije vide se iz ovih brojaka.

Bjelorusiziran je bio aparat (u %)	g. 1925	g. 1926
Centralnog Izvršnog Odbora Bjelorusije	100	100
Vlade (Vijeća Nar. Komesara)	100	100
Nar. Komesarijata poljoprivred	30	50
" unut. posala	30	50
" prosvjete	100	100
" pravde	15	30
" radničko-seljačke inspekcije	—	30
Nar. Komesarijata rada	—	30
Bjeloruska seljačka Banka	—	30
Bjeloruski Kooperativni Savez	—	20
Bjeloruski Savez seljačkekooperacije	—	20
Centralni Sindikalni Odbor Bjelorusije	25	60
Izvršni Odbor prosvjetnih radnika	100	100
I. O. poljoprivrednih i šumskih radnika	60	75
I. O. sovjetskih trgovačkih namještenika	—	50
I. O. poštara i telegrafista	—	djelomično.
I. O. željezničara	—	djelomično.

Bjelorusi učestvuju živno u radu sovjeta. Bjelorusi bili su zastupljeni g. 1926 u selskim sovjetima sa 91,4 % od ukupnog broja članova, u kotarskim Izvršnim Odborima sa 80,2 %, u okružnim 10 sa 65,1 %, u gradskim sovjetima sa 39,4 %, u Centralnom Izvršnom Odboru BSSR (parlament Bjeloruske Sovj. Republike) sa 40,4 %.

Od 4279 osnovnih škola (u škol. god. 1925/26) bilo je 3934 bjeloruskih, od njih 90 % potpuno bjelorusizi-

*) Literatura: Velika Sovjetska Enciklopedija, V. svezak, članci o Bjelorusiji i Bjelorusima, 1-23; Stenografski lsvještaj VII. svebjeloruskog kongresa sovjeta, 1925. Statistički podaci o nacionalnom sastavu variraju u odnosu između Bjelorusa i Rusa za 7—8%, mi smo uzeli srednju cifru.

ranih. God. 1914 bilo je obutvaćeno školom 44 % djece školske dole, g. 1927 (januar) — 70 %.

Bjelorusizacija viših škola (prema broju sati, koji se drže na bjeloruskom jeziku):

	g. 1925	g. 1926
	u %	
Državni Univerzitet (u Minsku)	3	14
Pedagoški Fakultet Univerziteta	19,8	26
Poljoprivredna Akademija	—	10,1
Veterinarski Institut	—	1,9
Učiteljska škola	80	100
Prvo godište Komunističkog Univerziteta	—	90
Školo za odrasle i radnike	—	20

Novinarstvo: izlaze 2 potpuno bjeloruske novine i 5 miješanih (na 20—40 % bjelorusko-ruskih. Znanstvena ustanova »Institut Bjeloruske Kulture«, osnovan g. 1922/23, stekao je već znatne zasluge: izradio je veliki riječnik bjeloruskog jezika (60.000 riječi), izradio je naučnu i tehničku terminologiju i izučava bjelorusku historiju. Pri Institutu postoje 3 odjeljenja za nacionalne manjine (Jevreje, Poljake, Lotiše). Institut imade 10 sekcija, 13 podsekcija i 15 komisija Institut obuhvaća 155 članova i saradnika (58 % Bjelorusi, 21,8 % Jevreji, 11,6 % Poljaci).

Bjelorusi u sindikatima i kom. partiji: Od 150.000 članova radničkih sindikata Bjelorusije oko 50 % otpada na Bjelorusu. U Komunističkoj Partiji Bjelorusije sačinjavaju Bjelorusi također 50 % (g. 1925 — 45,3 %). U Centralnom Komitetu KP. Bjelorusije — 39,5 % (g. 1925 — 28 %). U Savezu Komunističke Omladine imade Bjelorusa 67,9 %.

Nacionalne manjine.

Nacionalne manjine imale su g. 1926:

	Jevreji	Rusi	Poljaci	Lotiši	Nijemci	Ostali
škole (broj djaka)	178	45	114	23	—	8
(32.000)						
nacionalni sovjeti	11	—	6	5	2	2
% članova gradskih sovjeta	30,1	20,5	3,3	—	—	6,7
% članova svih sovjeta (bez gradskih)	11,9	10	3,3	—	—	4,9
% članova Centr. Izvrš. Odb. Bjel.	20,2	24,6	7,9	—	—	6,9
narodni sudovi	5	—	—	—	—	—
novine	4	—	2	—	—	—
% članova sindikata	28	9,5	3,9	—	—	3
% članova Komun. Part.	23,4	15,9	3,9	—	—	3,5
% članova Saveza Kom. Oml.	24,7	4,3	2,1	—	—	1
% knjiga od ukupnog izdanje	8	4,3	4,7	—	—	1,3
Državne Naklade Bjelorusije						

Te su brojke bile mnogo niže godine 1924. Aktivnost nacionalnih manjina kao i pažnja vlade potrebama nacionalnih manjina raste, nakon završene obnove zemlje, rapidno. Treba još naročito istaknuti, da se i u Bjelorusiji (kao i u Ukrajini) podupire prelaženje siromašnog jevrejskog stanovništva poljoprivredi. Tako je u poslednje dvije godine 798 jevrejskih porodica, koje su prešle poljoprivredi, dobilo 9.633 desetina zemlje. U zemlji strahovitih pogroma, izi vluje se danas antisemitizam paralelno sa razvijanjem bjeloruske kulture.

(VI. Nastavak.)

Dr. C. Antonetić

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА

ПОЛУМЕСЕЧНИК

ОРГАН НАРОДНИХ МАЊИНА И ПОТЛАЧЕНИХ НАРОДА БАЛКАНА

ИЗЛАЗИ НА СВИМ БАЛКАНСКИМ ЈЕЗИЦИМА

НАША АНКЕТА

ЗНАМЕНИТИХ ЕВРОПСКИХ ПОЛИТИЧАРА И КЊИЖЕВНИКА О БАЛКАНСКОЈ ФЕДЕРАЦИЈИ

Георг Ледебур

Георг Ледебур, рођен је 7 марта 1850 у ХанOVERу, 1900 био је изабран за посланика у немачки Рајхстаг, где је иступао за радикално социјалистичко схватање. Одмах на почетку светске конфлгације изјаснио се је против рата и учествовао у оснивању »Независне социјалистичке партије«. Свом енергијом радио је за социјалистичку револуцију у Немачкој, стога није хтео да ступи ни у владу после 9 новембра са мотивацијом да неће да сарађује са ратним социјалистима Ебертом, Ландбергом и Шајдеманом. Учествовао је у радничким борбама против Ебертове реакције. Носеови плаћеници ухапсена од 10 јануара 1919 где је остао пет месеци у истражном затвору. 1920 поновно је изабран у Рајхстаг, од 1924 није више био биран.

Председник је »Социјалистичког савеза«.

Балканске су државе после рата потпуно изручене ужасном реакционарном терору. Лако је разумети да сви народи, који страдају под овим терором настоје да у заједничкој борби стресу заједничко угнетавање и тада да створе боље државно уређење. Из ове чежње настао је план »Балканске Федерације«.

Био би погрешан закључак, кад би се резоновало да ће било која партија, ма како она прокламовала лепе демократске, либералне и нацифистичке принципе, ако само стоји на капиталистичком становишту, озбиљно да води рачуна о остварењу балканске федерације, ако дође на власт било у којој балканској земљи. Својство је капиталистичких партија да искоришћавају националну мисао у корист проширења њихове моћи и пљачкања радног народа. Ради тога се догађа да капиталистичке или грађанске партије, које у балканским земљама деценијама воде најенергичнију борбу против било које туђинске власти, нетом у сопственој националној држави дођу до власти одмах исто тако брутално тлаче и израбљују националне мањине, које су остале у њиховој земљи, као што су сами пре били тлачени и израбљивани. Балканска федерација претпоставља у свим својим земљама, да се свака од њих одрекне национално језичних мањина. До сада се није ниједна капиталистичка држава показала способном да се тога одрекне. Само социјализам омогућује ту одреку, јер је његова темељна основа: равноправност свих људи без обзира на порекло. У садашње време само Савез Совјетских Република пружа потпуну толеранције нација.

Ма како балканска федерација добро дошла као прва етапа светске федерације свих од капитализма ослобођених народа, озбиљно ће је моћи да желе и остваре само партије, које стоје на социјалистичком становишту.

Само се на њих можемо да ослонимо у садашњој борби за праву федерацију народа и у балканским државама.

Георг Ледебур

Ж. Демулен

Жорж Демулен рођен је 25 новембра 1877 г. у Андреен-Кале у Француској, дете сиромашних дневничара. Још од ране младости био је принуђен да ради. Прво је ступио на рад као момак на једном пољском имању, а доцније у једној фабрици шећера. У 14. години сисао је у рудник. Од тог момента почиње његова судбина као синдикалног борца.

У једном локалном штрајку 1910 г., он је ухапшен и осуђен. Затим је 1902 г. отишао у Белгију, ступа у један покрет белгијских радника за задобивање општег

права гласа, и би протеран из земље. После тога се вратио у Француску, где је радио по виноградима при берби грозђа, затим је радио као обичан копач, а временом је радио као обичан радник и у фабрици шећера. Поновопримљен у Куриерском руднику, сарађивао је живље по раније у радничком покрету, бива поново хапшен, а затим избачен из рудника. После тога постављен је за секретара синдиката рударских радника, на којој је дужности остао до почетка 1909 г.

Међувременом се образовао. 1908 г. публиковао је врло важне студије историје синдиката рударских радника. Његови чланци излазили су у ревији Le Mouvement Socialiste, којом је управљао М. Хуберт Лагардел. 1902 г. дошао је у Париз где је радио на једној подземној конструкцији за подземне трамваје, а у исто време сарађивао је заједно са Пиером Монатом на оснивању радничко синдикалистичке ревије La Vie ouvrière.

Пред крај 1910 г. био је постављен за II секретара С. Г. Т. 1911 г. би осуђен на 2 год. затвора због једног свог антимилитаристичког говора.

Пошто је поново заузео своје место у синдикалном покрету и своју дужност у С. Г. Т. 1918 г. Демулен је постао један од популарних трибуна у радничком покрету француске, лидер конгреса и политичких скупштина.

Он је сарађивао у Бордовском Прогресу, Па-де-Калеском Еклеру, у Информацији и т. д.

Ја осећам бол у свом радничком срцу не само од када се разбесно бели терор и реакција у балканским земљама, већ патим од када јасно видим, од када осећам и од када сам видео колико неправде притискују раднике и каква лаж бејаше за њих слобода. Ту слободу такође драгу, веома је тешко освојити, ако је ја посматрам са политичког гледишта, не изгледали заиста достојна тог имена тим пре што ће рад бити ослобођен својих ланаца и што ће радници бити економски еманциповани. Од тада сам ја увек мислио да се треба борити за заузимањем политичке слободе спасавајући рад од капиталистичке пљачке, и да оспособимо пролетерску класу да буде сама свој господар. Ја сам стално радио у том правцу.

Ја сам са ужасом пратио ствари које су се збиле од рата на Балкану. Видео сам да је порастао режим белог терора у Мађарској, Румунији, Бугарској, Србији, Грчкој. Ја познајем гнусне осуде, тортуре које су примењиване на македонске сељацима као и на сељацима Бесарабије; ја знам колико је анархиста погубљено и убијено у Бугарској под Стамболијевским режимом и каква је била Панковљева крвничка политика коју данас спроводи његов наследник Љанчев под маском карикатурисане амнестије.

Групицући све ужасе: је их постављам до оних из Италије, мађарског фашизма, војничког напада у Мароку и т. д. и ја се стидим, ја се стидим тог света, који је имао невероватну дрскост да здружи правду и право у рату да дође до нових огњишта рата и економског наказе.

Моји одговори на ваша питања биће такође обични и скромни.

Ниједан принцип правде или слободе није предводио владе земаља које су извршиле цечање Македоније. Оне су поступале као бригаде које деле један плен. Мир не долази овде у обзир нарочито кад се бригада тиче.

Нема права за етничке мањине у времену кад постоји реакција и која овима не признаје ни право мисли, ни право писати, ни право удруживања.

Природно је да ће бити боље да се све балканске државе међусобно федерирају. Та федерација балканских народа подразумеваће и народ македонски слободан и аутономан.

Али садашње владе балканских држава неће остварити ту федерацију на демократским основама. Они ће је може бити остварити по њиховом деспотском систему, у војничком савезу у циљу да припреме нова насиља.

Треба дакле припремити унију балканских народа преко организације радника и сељака, уједињеним интелектуалних снага које су се разјединиле дивљачким навикама живота у прошлости. Али треба такође, да снаге рад-

ника, сељака и интелектуалаца федерирани међусобно на Балкану, саврше са наилоном на делу Радничку Интернационалу и на међународни интелектуални покрет. Радничка Интернационала не може ефикасно интервенирати на Балкану, ако сама не реализише своју јединствену акцију.

Иван овог ширег плана уније и акције, парламентарне борбе биће узалудне, а политичке битке немоћне.

Ж. Демулел.

Десетогодишњица Октобарске Револуције

Савремена историја забележила је седмог новембра о. г. десетогодишњицу постојања С. С. С. Р. На рушевинама бившег романовског царства и фебруарске буржоаско-демократске револуције васпостављена је власт радника и сељака.

Октобарска револуција победила је исполитиском снагом револуционарне енергије, самопожртвовањем и легендарним херојством руског пролетаријата на челу са большевичком партијом — вођена генијем највећег стратега револуционарне класне борбе — Лењина. Кроз столећа економски и политички оковани мужик и радник простране многонародне Русије, устали су из дубина обезправљености да се после слома царизма коначно обрачунају и са лажном њима наметнутом демократском републиком Миљукова, Чернова, Мартова, Дана и Керенског.

Њима, раднику и сељаку — већни радног народа у Русији — није ништа дала буржоаско — демократска револуција Керенског. Ни слободу, ни мир ни земљу. Историјска је лаж и обмана оних који тврде супротно. И зато је морала фебруарска револуција и њена псеудо република у оквиру старог царистичког поретка, са истим државним апаратом да подлегне, да буде смрвљена Октобарском револуцијом. Догађаји су при том хтели да у периоду између слома династије Романова и Октобарске револуције буде на челу највише земаљске управе Керенски. Руска буржоаска свију нианса поздравила је новог «спасиоца отаџбине», јер је у њему имала гаранције да новим режимом ништа није изгубила, напротив много више добила. Керенски је био уз то добро дошао за ондашњи развој догађаја у Русији и савезничком империјализму, јер се њему продао обећавајући, да ће продужити раме уз раме са њима још тада не завршени светски рат противу Централних Сила. Керенски шеф нове «демократске» републике био је човек врло проблематичног карактера, обдарен најружнијим особинама шарлатанства, талентован политички глумац и демагог; снисходљив према буржоаској и Савезницима, безобзиран и бруталан према радним масам вароши и села. Он са својом «револуционарном» владом уводи понова смртну казну за војнике, хапси затвара и прогони раднике, забрањује радничке политичке и синдикалне организације. Истом мером прогони и сељачке масе, јер су се «огрепиле» у феудалне уговоре према велепоседницима, зато што су покушали да поделе између себе земљу коју су вековима обрађивали, јер је она њихова била. Ономогућава силом право самоопредељења и спровоци исту хегемонистичку политику, коју је спроводио царизам.

Октобарска револуција пошена прометејским пламеном и смелим потезом учинила је крај овој историјској карикатури Керенског бонапартизма и авантуризма. Она је донела мир, слободу и земљу. Раднику је дала фабрику, сељаку земљу, дотада потлаченим неруским народима национално и социјалну слободу. Дужност је наша да на овоме месту поставимо Октобарску револуцију на своје право место у историји. Јели Октобарска револуција специфичан руски продукт, по капиталистичко — социјалдемократској концепцији, или она има безкрајно шири, међународни значај и смисао? Ово друго јесте једино тачно. И то: 1.) као огроман догађај у историји човечанства, за разлику од свих досадашњих револуција, јер је укинула на шестини земаљске кугле експлоатацију човека над човеком и уништила експлоататоре; 2.) пробијен је фронт светског империјализма у једној од највећих империјалистичких држава, а преко тога не само империјалистички центар, већ је Октобарском револуцијом поткопан империјализам у колонијалним, полуколонијалним и њему зависним земаљама; 3.) створен је моћан центар међународне револуционарне и ослободилачке борбе потлачених народа за њихово социјално и национално ослобођење; 4.) она није дошла у име национализма већ интернационализма. Као таква она је весник једног новог поретка, зачетак нове епохе пролетарске и социјалне светске револуције.

Тој и таквој револуцији пророковао је капиталистички Запад заједно са међународном социјалдемократијом — на супрот оној фебруарској, кратак, веома кратак живот. Међу тим 7 новембра 1917 г. дело Октобарске револуције: С. С. С. Р. прославила је десетогодишњицу свога постојања. Уз пркос разноврних прорицања, крвавог грађанског рата контра-револуције, империјалистичке блокаде, елементарне катастрофе суше и отуда настале глади, сто четрдесет милиона људи прослављало је постојање Совјетске Уније. Власт и моћан савез стотине милиона радника и сељака многонародне Русије, победили су после безбројних жртава свога непријатеља. Од тада до 7 новембра 1927 г. учињен је огроман напредак у свима областима живота, привреде и културе. Напредак, каквога може једно дати земља у којој је срушен капиталистички-експлоататорски поредак са свима његовим прирешцима монархијама и разноврним републикама.

Тамо бескрајни подет стваралачког рада новог живота и израђе новог свега. Овде у капиталистичкој Европи најгрубља експлоатација обезправљеност и привредни хаос капиталистичке конкуренције, крај све привремене стабилности. Тамо искрена тежња за миром, овде грозничаво припремање нових империјалистичких ратова а по наособ, рата који је уперен против прве радничко — сељачке државе.

А балкански народи!? Који је став милијона балканских радника и сељака свију нација на Октобарску револуцију и десетогодишњицу Совјетске Уније?

Широке масе радника, сељака и потлачених нација Балкана још нису остварили дело свога ослобођења. Али су они зато хиљадама својих хараја палих у грађанском и класном рату и хиљадама својих бораца који чаме по тамницама балканских реакционарних држава осуђени на многе хиљаде година робије, пружили доказа да су пошли **стопама Октобарске револуције**, која им је постала симбол социјалне и националне ослободилачке борбе.

Циновски таласи Октобарске револуције захватили су и Балканско Полуострво: од Црног до Јадранског Мора, од Дунава до Егејског Мора. Реакцији и крвавом терору балканских режима против радничке класе и потлачених нација **неће успети** да угуши крај свих покоља и робије ону елементарну силу: која иде к томе да смакне жаром угњетавања и извојује себи слободу! Циљ и тежња балканских радника, сељака и потлачених нација јесте оживотворити оно што су народи Русије **већ остварили: равноправну и слободну федерацију свих балканских нација, власт радника и сељака без икаквих империјалистичких и хегемонистичких претензија.**

Балкански радни народи вароши и села заветовали су се на дан десетогодишњице постојања Совјетске Уније, да ће је **бранити** свим жаром љубави, срцем и снагом својом од напада сваког непријатеља. И ако Совјетска Унија — прва радничко — сељачке држава ни после десетогодишњег свога постојања, није признате ни од једне балканске владе; ако ни до данас дипломатски и економски односи нису још успостављени: савез балканских радника и сељака васпостављен је са Совјетском Унијом од дана њеног постојања.

Одлука и непомирљива борба за остварење Балканске Федерације јесте: заклетва, обећање и пламени поздрав потлаченог Балкана за десетогодишњи јубилеј моћној држави радника и сељака — Сојузу Совјетских Социјалистичких Република.

Димитрије Јовановић

FEDERAȚIA BALCANICĂ

BI-LUNARA

ORGAN AL MINORITĂȚILOR NAȚIONALE ȘI AL POPOARELOR AȘUPRITE DIN BALCANI

APARE ÎN TOATE LIMBILE BALCANICE

După moartea lui Ionel Brătianu

Liberalii au intrat de-o bucată de vreme într-o zodie neagră. Tocmai când baza socială a dictaturii lor devenise mai îngustă ca oricând și când ei aveau mai mult ca oricând nevoie de un rege servil și ascultător și de o monarhie tare și necompromisă — tocmai într-o asemenea perioadă le-a căzut între picioare chestiunea Carol. De-abia a fost însă „rezolvată” această chestiune prin alungarea prințului incomod și periculos, când iată că criza dinastică se înăsprește prin moartea regelui și prin deslănțuirea luptei în jurul Regentei. Și acum, în această situație dificilă cum nu a mai fost pentru liberali, când regenta este expusă tuturor atacurilor, când regele copil dela Cotroceni și prințul chefulor dela Moulin-Rouge coboară și compromit instituția monarhiei cum cea mai dibace propagandă republicană nu ar fi fost în stare s-o facă; în situația aceasta dificilă, când achitarea carlistului Manoiilescu descoperă că și armata începe să devină nesigură în mâna liberalilor și când o mână tare și o personalitate puternică era mai necesară ca oricând la conducere; în această situație zdruncinată clichele stăpânitoare pierd pe omul care, după rege, deasupra lui, era conducătorul necontestat și temut al României reacționare, pierd pe Ionel Brătianu.

Nu trebuiesc însă nici exagerate urmările, pe care moartea conducătorului burgheziei românești le va avea asupra desfășurării evenimentelor și luptelor politice din România. Partidul liberal al lui Brătianu se deosebește mult de partidul radical al lui Pasici, deși rolul personal pe care l-au jucat cei doi dictatori în viața politică a celor două țări ispitește la asemănări și paralele. Partidul pasicist din Serbia a ieșit din mijlocul burgheziei mici și mijlocii dela orașe și mai ales dela sate, și numai ulterior s'a încrucișat cu elemente burgheze și capitaliste, devenind prin hegemonia păturilor burgheze în determinarea politice a partidului radical burghez. Structura partidului radical a rămas însă ne-omogenă: mica-burghezie sătească, alături de burghezia mijlocie, stătea împreună cu o parte a marelui burghezii în același partid. Moartea lui Pasici, a șefului cu autoritate, care a putut ține prin energia și prestigiul său laolaltă grupările eterogene, a fost deaceia urmată de dezagregarea partidului. Partidul liberal din România însă este un partid omogen și reprezintă marea burghezie organizată și centralizată într-o putere financiară condusă de către clica brătienistă. Moartea șefului va slăbi fără îndoială energia de conducere a partidului, dar nu se poate aștepta ca ea să fie urmată de dezagregarea lăuntrică a partidului însuși.

În schimb însă puterea înspre afară a Partidului Liberal, autoritatea pe care figura și legenda lui Ionel Brătianu i-o dădea în fața masselor și înăuntrul aparatului statului, este greu lovită. Brătianu era considerat de către opinia publică, și era și de fapt, regele adevărat al României, în mâna căruia stătea în realitate și coroana regelui formal. Dictatura finanței era concentrată în mâna lui; Brătianu devenise simbolul acestei dictaturi. Și în orice regim de dictatură figura dictatorului joacă un rol mult mai important, de cât joacă personalitățile în regimurile democratice. Dispariția dictatorului în momentul, când situația dictaturii a devenit extrem de grea și când toate forțele de opoziție dau asalt regimului, slăbește și mai mult încă acest regim și împintenește dușmăniile și asalturile opoziției contra lui.

Nu este exclus ca în sânul partidului liberal un curent favorabil unui acord tactic și trecător cu opoziția să ia naștere. Este însă prea puțin probabil ca un asemenea curent să capete preponderență și să ducă la încheierea unui acord acum. Este mai curând de așteptat ca partidele de opoziție să înăsprescă lupta împotriva liberalilor, căutând să exploateze situația creată prin moartea dictatorului. Antagonizmele politice sunt acum prea înșprite, deși în fond opoziția nu urmărește înlocuirea regimului în vigoare printr-un alt regim socialmente deosebit în esență de cel liberal. În locul domniei capitalului financiar național, care urmărește industrializarea României pe socoteala agriculturii, a țărănimii și a consumatorilor, în folosul exclusiv al băncilor, care urmărește să impună capitalului imperialist străin să se plaseze în țară prin intermediul băncilor naționale și sub controlul lor, care urmă-

rește pregătirea războiului împotriva URSS sub conducerea imperialismului francez, fără a respinge sprijinul celui englez, dar opunându-se de a se lăsa angrenat acum în politica războinică de risc și aventură a acestuia din urmă; în locul domniei capitalului financiar național care urmărește această politică, opoziția în frunte cu Partidul Național-Țărănesc urmărește să impună liberalilor împărțirea puterii cu restul marelui-burghezii, cu vârfurile burgheziei mijlocii din provinciile anexate și cu vârfurile chiaburimei sătești și ale burgheziei mici dela orașe. Opoziția, mai mult sau mai puțin carlistă, urmărește, pe lângă ocrotirea industriei naționale pe socoteala țărănimii și a masselor consumatoare, să impună ajutorarea de către stat și a agriculturii, în primul rând a marelui proprietăți și a chiaburimei. Ea urmărește „domesticirea” tendințelor monopolistice și acaparatoare ale marelui finanțe liberale față de păturile industriașilor, comercianților, speculatorilor și exportatorilor ne-liberali, adică ne-subordonați încă trustului financiar liberal. Opoziția urmărește introducerea capitalului străin în condițiuni mai „convenabile” pentru el, pentru ca, în alianță cu el, să poată contrabalansa puterea despotică economică a liberalilor. Opoziția însăși este tot mai mult dispusă să angajeze România, în schimbul ajutorului capitalului străin care astăzi este de găsit mai ales la Londra, pe linia politicii internaționale a imperialismului englez, adică pe linia care în esență însumă: aventură războinică împotriva URSS în solda lui Deaterding și a lui Chamberlain.

Pentru garantarea acestei împărțiri a puterii între liberali, reprezentanții burgheziei financiare, și între restul burgheziei mari, burghezia mijlocie din ținuturile anexate și chiaburime, categorii reprezentate de către partidele de opoziție în frunte cu P. N. Ț., conducătorii opoziției cer modificarea regentei în așa fel, încât și ei să aibă — prin persoana prințului Carol — un cuvânt de spus acolo. Partidele de opoziție cer apoi alegeri libere, pentru ca prin ele să-și poată asigura o garanție și în parlament. Împrejurul acestor scopuri se duce lupta astăzi — și chestia dinastică est numai un steag pentru acoperirea acestor scopuri —; și cu cât mai întefită devine lupta din partea opoziției, cu atât mai aprigă devină rezistența din partea liberalilor, cari recurg din ce în ce mai mult la dictatură fățișă. Și viceversa, cu cât mai mult sunt siliți liberalii să recurgă la un regim de dictatură și teroare contra opoziției, cu atât mai îndârjită devine opoziția. Loviturile primite în ultimul timp de către liberali (criza dinastică, moartea regelui, înlocuirea regelui printr-o regentă lipsită de autoritate, moartea lui Ionel Brătianu) ațâță și incurajază și mai mult îndârjirea opoziției.

Criza politică se înăsprește deci în România, și dat fiind că lupta politică se transpune și în aparatul statului, în armată, dat fiind că opoziția a găsit prin mijlocul carlismului un drum spre o parte a ofițerimii și a armatei, criza politică poate să se dezlănțuie la un moment dat în forma unei lovituri de stat. Rezultatele acestei lovituri de stat nu vor aduce însă un regim de democrație și de satisfacere a revendicărilor masselor largi populare dela sate și orașe, căci în dosul unei asemenea lovituri de stat, pregătită cu ajutorul politic al Partidului Național-Țărănesc, stă o parte a marelui burghezii tot atât de dușmănoasă masselor populare muncitoare ca și liberalii, stă partea fascistă a ofițerimii și mai stă însăși imperialismul englez, conducătorul reacțiunii europene. Acela care așteaptă dela biruința unei lovituri de stat, în dosul căreia stau asemenea forțe reacționare, mântuirea poporului, acela este de fapt, conștient sau nu, jucăria dușmanilor poporului român și ai celorlalte popoare din România. Mântuirea stă în lupta atât împotriva domniei bancherilor și fabricanților brătienști, cât și împotriva capitaliștilor și moșierilor, negustorilor și politicianilor carliști. Mântuirea stă în întronarea Republicii populare, în cucerirea unui guvern de muncitori și țărani, care să scape țara de domnia oricărui fel de aspirare și exploatare și care în cadrul Federației Republicelor de Muncitori și Țărani din Balcani, și în înțelegere cu Uniunea Republicelor Sovietice; să asigure pacea în acest colț al Europei, de unde a pornit războiul cel mare dela 1914 și de unde imperialismul apusean pregătește izbucnirea războiului și mai mare pentru vremea apropiată.

I. Mateescu

ΒΑΛΚΑΝΙΚΗ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑ

ΔΕΚΑΠΕΝΘΗΜΕΡΟ

ΟΡΓΑΝΟ ΤΩΝ ΕΘΝΙΚΩΝ ΜΕΙΟΝΟΤΗΤΩΝ ΚΑΙ ΤΩΝ ΚΑΤΑΠΙΕΖΟΜΕΝΩΝ ΛΑΩΝ ΤΗΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΗΣ

ΒΓΑΙΝΕΙ ΣΕ ΟΛΕΣ ΤΙΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΕΣ ΓΛΩΣΣΕΣ

Η 10^Η ΕΠΕΤΕΙΟΣ ΤΗΣ ΟΚΤΩΒΡΙΑΝΗΣ ΕΠΑΝΑΣΤΑΣΕΩΣ ΤΗΣ Ε. Σ. Σ. Δ.

Ἡ 7η Νοεμβρίου, ἡ δεκάτη ἐπέτειος τῆς ὑπάρξεως τῆς Ἐνώσεως τῶν σοβιετικῶν Δημοκρατιῶν ἐχαράχθηκε βαθεῖα στη σύγχρονη ἱστορία. Πάνω στὰ συντρίμια τῆς παλαιᾶς ἐπικρατείας τῶν Ρωμανῶν, καὶ τῆς ἀστικής δημοκρατίας, ἀνηγέρθηκε γεννημένη ἀπὸ τὴν ἐπανάσταση τοῦ Φεβρουαρίου, ἡ δικτατορία τοῦ προλεταριάτου, τὸ κράτος τῶν Σοβιέτ.

Ἡ ἐπανάσταση τοῦ Ὀχτώβρη ἐνίκησε χάρις τὴν ἀκαταμάχητη δύναμη τῆς ἐπαναστατικῆς ἐνεργείας, χάρις τὴν πλήρη ἀφοσίωση καὶ τὸν θρυλικὸν ἠρωϊσμό τοῦ ρούσσιου προλεταριάτου, ποῦ εἶχε ἐπὶ κεφαλῆς τοῦ τὸ ρούσσικο μπολσεβικικὸ κόμμα, καὶ ποῦ ὀδηγούνταν ἀπὸ τὴν μεγαλοφυΐα τοῦ Λένιν, τοῦ μεγαλύτερου στρατηγικοῦ τῆς ἐπαναστατικῆς πάλης τῶν τάξεων. Οἱ μουζικοὶ καὶ οἱ ἐργάτες τῆς ἀπεραντῆς Ρωσσίας μὲ τὶς, τόσες πολλὰ καὶ διάφορες ἐθνικότητες, τὶς ὑποταγμένες καὶ καταπιεζόμενες οἰκονομικὰ καὶ πολιτικὰ ἐπὶ αἰῶνες σηκώθηκαν ἀπὸ τὰ βάθη τῆς δουλείας τους γιὰ νὰ κανονίσουν τελειωτικὰ τοὺς λογαριασμοὺς τους, ὕστερα ἀπὸ τὴν πτώση τοῦ τσαρισμοῦ, μὲ τὴν ἀπατηλὴ «δημοκρατία» ποῦ τοὺς ἐπέβαλαν μὲ τὸ ζόρι οἱ Μιλιούκοφ, Μάρτωφ, Τσέρνοφ, Δάν, καὶ Κερένσκυ.

Σ' αὐτοὺς, στοὺς ἐργάτες καὶ στοὺς χωρικοὺς, στὴν μεγάλη πλειοψηφία τῶν ἐργαζομένων τῆς Ρωσσίας, ἡ ἀστική δημοκρατικὴ ἐπανάσταση τοῦ Φεβρουαρίου καὶ ἡ δημοκρατία τοῦ Κερένσκυ, δὲν εἶχε δάκει τίποτε ἀπολύτως. Οὔτε τὴν εἰρήνη, οὔτε τὴν ἐλευθερία οὔτε καὶ γῆ.

Ὅσοι ὑποστηρίζουνε τὸ ἐναντίο λένα ἓνα ψέμμα ἱστορικὸ καὶ πλαστογραφοῦνε δόλια. Ἡ ἐπανάσταση τοῦ Φεβρουαρίου καὶ ἡ ψευδοδημοκρατία, ποῦ ἰδρύθηκε μέσα στὰ πλαίσια τοῦ παλαιῦ τσαρικοῦ κρατικοῦ μηχανισμοῦ προωρίζονταν ἔτσι νὰ καταλυθῶν ἀπὸ τὴν ἐπανάσταση τοῦ Ὀχτώβρη. Τὰ γεγονότα τὸ ἔφεραν ἔτσι ὥστε, κατὰ τὴν περίοδο ἀπὸ τὴν πτώση τοῦ τσαροῦ ἕως τὴν ὀχτωβριανὴ ἐπανάσταση, βρισκόταν ἐπὶ κεφαλῆς τῆς κρατικῆς διοικήσεως, ὁ Κερένσκυ, ὁ ἥρωας τῆς ἐπαναστάσεως τοῦ Φεβρουαρίου. Ἡ ρωσικὴ Μπουρζουαζία ὅλων τῶν ἀποχρώσεων ἐχαίρει μὲ ἐνθουσιασμό τὸν νέο «σωτήρα τῆς πατρίδας» γιὰ τὴν εἶχε ἐν τῷ προσώπῳ του τὴν ἐγγύηση, ὅτι μὲ τὸ καινούργιο καθεστῶς δὲν θὰ εἶχε νὰ χάσει τίποτε, ἀπ' ἐναντίας, εἶχε νὰ κερδίσει τὰ πάντα. Ὁ Κερένσκυ, ἀπέλαβε ἄλλωστε μέσα στὴν τότε κατάσταση τῶν Ρωσικῶν πραγμάτων, τῆς ἐννοίας τοῦ ἱμπεριαλισμοῦ τῆς Ἀντάντ, στὴν ὑπόαν εἶχε πωληθεῖ ὑποσχεθεῖς κατηγορηματικὰ — καὶ πράγματι ἐπροσπάθησε νὰ πραγματοποιήσῃ τὴν ὑπόχρησίν του — νὰ ἐξακολουθήσῃ τὸν παγκόσμιον πόλεμον ἐναντίον τῶν κεντρικῶν Δυνάμεων. Δουλοπρεπῆς ἀπέναντι τῆς μπουρζουαζίας καὶ τῆς Ἀντάντ, σκληρὸς ἀπέναντι τῶν ἐργατῶν νὰ τὴν ἦταν ὁ Κερένσκυ, ὁ πρῶτος Δικτάτωρ τῆς νέας δημοκρατικῆς Ρωσσίας. Ἐπανεφέρε ζανά τὴν ποινὴ τοῦ θανάτου. Μὲ τὴν «ἐπαναστατικὴ» του κυβέρνησιν κατεδίωξε καὶ συνέλαβε τοὺς ἐργάτες, καὶ κατήγγησε τὰ δικαιώματα καὶ τὶς ἐλευθερίες τῶν πολιτικῶν ὀργανώσεων τοῦ προλεταριάτου. Μὲ τὴν ἴδια ἐπιμονὴ κατεδίωξε τοὺς χωρικοὺς ποῦ εἶχαν προσπαθήσῃ νὰ ἀποτινάξουν τὸ σκλαβικὸ ζυγὸ τῶν μεγαλο- γαιοκτημόνων καὶ φεουδάρχων, καὶ νὰ πάρουν τὴ γῆ στὰ δικὰ τους χέρια, τὴ γῆ ποῦ ἐπὶ αἰῶνες καλλιεργοῦνε, τὴ γῆ ποῦ τοὺς ἀνήκε. Ἐξέχασε τελείως τὸ δικαίωμα τῆς αὐτοδιαθέσεως τῶν λαῶν, καὶ ἐκράτησε στὸ ζήτημα αὐτὸ τὴν ἴδια καταπιεστικὴ πολιτικὴ ποῦ ἀκολουθοῦσε ὁ τσαρισμός.

Ἡ ἐπανάσταση τοῦ Ὀχτώβρη, στηριγμένη στὴν προμηθεικὴ φλόγα τῆς κοινωνικῆς, ἐθνικῆς καὶ οἰκονομικῆς λευτεριάς, ἔθεσε τέρμα μὲ μιὰ ἀποφασιστικὴ μονοκονδυλιά στὴν καρικατοῦρα τοῦ βοναπαρτισμοῦ καὶ στὸν τυχοδιωκτισμὸ τοῦ Κερένσκυ. Αὐτός, ὁ «ἥρωας» τῆς ἐπαναστάσεως ἐτραπῆ εἰς φυγὴν μετεμφισμένος μὲ γυναικεῖα φορέματα, μόλις εἶδε πὺς ἡ ζωὴ του ἦταν ἐν κινδύνῳ. Τὸ κράτος τῶν Σοβιέτ ἀνεκνήρυχθη. Ἡ Ἐκκλήσις: «Πρὸς ὄλους!» ἤρπεν ἀπήχησιν σὲ ὅλον τὸν κόσμον. Ἡ Ὀχτωβριανὴ ἐπανάσταση ἔφερε τὴν πολιτικὴν ἐξουσία καὶ τὴν πραγματικὴν δημοκρατία στοὺς ἐργαζομένους. Ἐδωκε ἐπίσης τὴ φάμπρικα στὸν ἐργάτη, τὴ γῆ στὸ χωρικό, τὴ ἐθνικὴ καὶ κοινωνικὴ ἐλευθερία στὶς καταπιεζόμενες μὴ ρωσικὲς ἐθνότητες, καὶ ἔφερε τὴν εἰρήνη χωρὶς προσαρτήσεις καὶ χωρὶς ἀποζημιώσεις.

Εἶναι ἡ ἐπανάσταση τοῦ Ὀχτώβρη, προϊόν εἰδικὰ ρωσικὸ ὅπως δυσχυρίζεται ἡ μπουρζουαζία καὶ οἱ καπιταλιστές, ἢ ἔχει μιὰ διεθνή σημασία καὶ ἐννοία; Τὸ δεύτερον εἶναι τὸ σωστὸ. Διότι 1^ο ἦταν ἓνα γεγονός γιγαντίων διαστάσεων μέσα στὴν ἀνθρώπινη ἱστορία, διάφορο ἀπὸ ὅλες τὶς ἕως τότε ἐπαναστάσεις, τὸ ὅποιο ἔθεσε τέρμα στὴν ἐκμετάλλευση τοῦ ἀνθρώπου ἀπὸ ἀνθρώπο, καὶ ἐξολόθρευσε τοὺς ἐκμεταλλευτὲς πάνω στὸ ἓνα ἕκτο της γήινης σφαιράς. 2^ο ἡ ὀχτωβριανὴ ἐπανάσταση ἔσπασε τὴν ἀλυσίδα τοῦ ἱμπεριαλιστικοῦ μετώπου σὲ μιὰ ἀπὸ τὶς μεγαλύτερες ἱμπεριαλιστικὲς χώρες. 3^ο τὸ ἱμπεριαλιστικὸ μέτωπο δὲν ἐχτυπήθηκε μονάχα στὸ κέντρο του, ἀλλ' ἀκόμα καὶ στὶς ἀποικιακὲς καὶ μισοαποικιακὲς χώρες κ. τ. λ. 4^ο ἐδημιουργήθηκε ἓνα ἰσχυρὸ ἐπαναστατικὸ κέντρο τῆς ταξεωτικῆς πάλης τοῦ διεθνούς προλεταριάτου, καὶ τοῦ ἀγῶνα τῆς ἐθνικῆς καὶ κοινωνικῆς ἀπελευθερώσεως τῶν καταπιεζομένων λαῶν. 5^ο ἡ ἐπανάσταση τοῦ Ὀχτώβρη δὲν ἐγίνε ἐν ὀνόματι τοῦ ἐθνικισμοῦ, παρὰ τοῦ διεθνισμοῦ καὶ ὡς τέτοια εἶναι ἓνας πρόδρομος ἐνὸς καινούργιου καθεστώτος στὸν κόσμον, ἓνας πρόδρομος τῆς ἡττας τοῦ καπιταλισμοῦ καὶ τῆς ἀπαρχῆς τῆς ἐποχῆς τῆς προλεταριακῆς καὶ κοινωνικῆς ἐπανάστασης σὲ ὅλον τὸν κόσμον.

Οι καπιταλιστές της Δύσεως και η διεθνής μπουρζουαζία, έπροφήτεψαν στην επανάσταση αυτή, σε μία τέτοια επανάσταση, μία πολύ λιγόχρονο ζωή, κατ' αντίθεση με την επανάσταση του Φεβρουαρίου. Έν τω μεταξύ ή Σοβιετική Ένωση, τὸ ἔργο αὐτὸ τῆς επανάστασης τοῦ Ὀχτώβρη, ἔώρτασε στὶς 7 Νοεμβρίου 1927 τὴ Δεκάτη ἐπέτειο τῆς ὑπάρξεώς της. Παρ' ὅλες τὶς διάφορες προφητείες, παρ' ὄλο τὸν αἱματηρὸ ἐμφύλιο πόλεμο καὶ τὴν ἀντεπανάσταση τῶν Γιουντένις καὶ ὄλων τῶν ἄλλων ἕως τὸν Βράνγγελ, τὴ στασίαση τῶν Μενσεβίκων στὴ Γεωργία, παρ' ὄλη τὴν ἱμπεριαλιστικὴν ἐπέμβαση, καὶ τὸν ἀποκλεισμὸ ἐκ μέρους ἐκείνων ποὺ ἦταν πρὶν σύμμαχοι τοῦ τσάρου, παρὰ τὶς καταστροφὲς ποὺ ἐπέφεραν τὰ στοιχεῖα τῆς Φύσεως καὶ τὴν πείνα ποὺ εἶχαν γιὰ ἀποτέλεσμα, οἱ κόκκινοι ἀγωνιστές τοῦ Ὀχτώβρη τοῦ 1917 ἐνίκησαν ἡρωϊκὰ ὄλες τὶς δυσκολίες καὶ ὄλους τοὺς ἐχθροὺς τους καὶ ἐγιόρτασαν στὶς 7 Νοεμβρίου, μᾶζὶ με τοὺς ἐργαζομένους ὄλου τοῦ κόσμου, τὸν ἐνδοξο Ἰθρίαμβο τοῦ πιὸ μεγάλου γιὰ τὴν ἐργατικὴ ταξὴ ἱστορικοῦ γεγονότος, τοῦ πρώτου κράτους τῶν Ἑργατῶν καὶ τῶν χωρικῶν. Δέκα χρόνια Σοβιετικὴ Ένωση

Κατὰ τὴ διάρκεια τῶν δέκα χρόνων τῆς ὑπάρξεως της, ἐπραγματοποιήθηκαν μεγάλες πρόοδοι, τέτοιες ποὺ κανένα ἄλλο κράτος δὲν μπορεῖ νὰ σημειώσῃ, σε ὄλα τὰ ἐπίπεδα τῆς ἐθνικῆς οἰκονομίας, τῆς βιομηχανίας, τῆς κοινωνικῆς πολιτικῆς, τῆς κουλτοῦρ κ. τ. λ. Οἱ πρόοδοι αὐτὲς μποροῦν νὰ πραγματοποιηθοῦν μονάχα ἀπὸ μίαν τέτοια χώρα ὅπου τὸ καπιταλιστικὸ-ἱμπεριαλιστικὸ ἐκμεταλλευτικὸ σύστημα ἔχει ἀνατραπῆ καὶ ἐξολοθρευθεῖ μᾶζὶ με ὄλες τοὺς μᾶσκες καὶ τὰ παρελόμενα του: τὶς μοναρχίες καὶ τὶς «δημοκρατίες» τῶν διαφόρων ἀποχρώσεων. Ἐκεῖ κάτω, στὴν Ένωση τῆ Σοβιετικῆ, ζεῖ ἕνας ἀπερίοριστος ἐνθουσιασμὸς, μίαν συμφωνία τῆς ἐργασίας τῆς παραγωγικῆς μίαν καινούργιας ζωῆς, ἐνὸς καινούργιου κόσμου. — Στὴν καπιταλιστικὴν Εὐρώπη, ἀκόμη πάντα ἡ πιὸ ἄγρια ἐκμετάλλευση, ἡ καταπάτηση τῶν δικαιωμάτων, οἱ οἰκονομικὲς ἀντιφάσεις τοῦ καπιταλιστικοῦ συναγωνισμοῦ παρ' ὄλες τὺς προσκαιρες σταθεροποιήσεις. Ἐκεῖ κάτω, ἡ πιὸ εἰλικρινῆς ἐπιθυμία τῆς εἰρήνης, τῆς πραγματοποίησης μίαν ζωῆς ἀπὸ κοινὸν χωρὶς τάξεις καὶ χωρὶς ἐκμεταλλευτές. — ἐδῶ ἡ πυρετώδικη προετοιμασία καινούργιων πολέμων ἱμπεριαλιστικῶν, πρὸ πάντων ἡ προετοιμασία μίαν σταυροφορίας ἐναντίον τοῦ πρώτου κράτους τῶν ἐργατῶν καὶ τῶν χωρικῶν.

Καὶ οἱ βαλκανικοὶ λαοὶ; Ποιὰ στάση κρατᾶνε τὰ ἑκατομμύρια τῶν ἐργαζομένων τῆς Βαλκανικῆς ἀπέναντι τῆς ὀχτωβριανῆς επανάστασης, ἀπέναντι τῆς Σοβιετικῆς Ένωσης καὶ τὶς Δεκάτης Ἐπετηρίδας της.

Οἱ ἐργατικὲς μᾶζες τῆς Βαλκανικῆς δὲν ἔχουν ἀκόμα κατορθώσῃ νὰ πραγματοποιήσουνε τὸ ἔργο τῆς ἀπελευθέρωσής τους. Ἐν τούτοις ἔχουν ἤδη δεῖξει με τὶς χιλιάδες τῶν ἡρώων τους ποὺ ἔπεσαν στοὺς ἐπαναστατικοὺς ἀγῶνες καὶ με τὶς χιλιάδες τῶν φυλακισμένων ποὺ στενάζουνε μέσα στὰ μπουντρούμια τῶν βαλκανικῶν κρατῶν, πὺς ἔχουν ἀρχίσει τὸ δρόμο τῆς Ἐπανάστασης, πέρνοντας γιὰ σύμβολο τὴ κανωνικὴ καὶ ἐθνικὴ πάλη γιὰ τὴν ἀπελευθέρωση ποὺ ἔχει δεῖξει ἡ επανάσταση τοῦ Ὀχτώβρη. Τὰ δυνατὰ κύματα τῆς Ἐπανάστασης περικυκλώνουν καὶ φθάνουν καὶ τὰ βαλκανικὰ κράτη: Ἀπὸ τὴ Μαύρη Θάλασσα ὡς τὴν Ἀδριατικὴ, ἀπὸ τὸ Δούναβη ὡς τὸ Αἰγαῖο. Ἡ ἀντίδραση τῆς αἱματοβαμμένης τρομοκρατίας τῶν κυβερνόντων τὴν Βαλκανικὴ ἐναντίον τῆς ἐργατικῆς τάξης καὶ τῶν καταπιεζομένων λαῶν, με ὄλες τὶς δολοφονίες καὶ τὶς βαρεῖες ποινες, δὲν θὰ κατορθώσῃ ποτὲ νὰ πνίξει τὴ στοιχειώδη αὐτὴ δύναμη ποὺ βράζει μέσα στοὺς ἐργαζομένους βαλκανικοὺς λαοὺς, τὴν ὄθηση αὐτὴ πρὸς τὸν ἀγῶνα ὑπὲρ τῆς ἐλευθερίας.

Ἡ βλέψις, ὁ σκοπὸς τῶν βαλκανικῶν λαῶν, εἶναι νὰ ἐπιτύχουν αὐτὸ ποὺ ἔχουν ἤδη ἐπιτύχει οἱ λαοὶ τῆς Ρωσίας: τὴν ἐλεύθερη Ὀμοσπονδία, ἐπὶ τῆ βάσει ἴσων δικαιωμάτων, τὴν ἐξουσία στὰ χερια τῶν ἐργατῶν καὶ χωρικῶν, χωρὶς καμμιά ἱμπεριαλιστικὴ βλέψη, ἡ καταχτητικὴ ἐπιθυμία. Με μίαν θερμὴ ἀγάπη γιὰ τὴν ἰσχυρὰ καὶ δυνατὴ Σοβιετικὴν Ένωση, οἱ ἐργαζόμενες μᾶζες τῶν Βαλκανικῶν κρατῶν, τῆς πόλης καὶ τῶν ἀγρῶν, ὠρκίσθησαν, τὴν ἡμέρα τῆς Δεκάτης ἐπετείου τῆς Ἐ. Σ. Σ. Δ., νὰ ὑπερασπίσουν τὸ κράτος αὐτὸ τῶν Ἑργαζομένων ἐναντίον ὄλων τῶν ἐχθρῶν του, με ὄλες τοὺς τὶς σωματικὲς δυνάμεις, με ὄλη τοὺς τὴν καρδιά. Μολονότι, στὴ δεκάτη ἐπέτειο τῆς ὑπαρξῆς της, ἡ Σοβιετικὴ Ένωση δὲν εἶναι ἀκόμα ἀναγνωρισμένη σχεδὸν ἀπὸ καμμιά βαλκανικὴ κυβέρνηση, μολονότι δὲν ἔχει ἀκόμα ἀνοίξει σχεδὸν κανένα βαλκανικὸ κράτος σχέσεις οἰκονομικῆς καὶ διπλωματικῆς, ἐν τούτοις ἡ συμμαχία τῶν ἐργαζομένων τῆς Σοβιετικῆς Ένωσης καὶ τῶν βαλκανικῶν λαῶν ἔχει ἐπισφραγισθεῖ ἤδη ἀπὸ τὴν πρώτην ἡμέρα.

Ὁ ἐπίμονος ἀγῶνας γιὰ τὴν Βαλκανικὴν Ὀμοσπονδία νὰ ὁ ὄρκος, ἡ ἐπίσημη ὑπόσχεση, ὁ χαιρετισμὸς τῶν ἐργατικῶν μαζῶν καὶ τῶν καταπιεζομένων λαῶν τῆς Βαλκανικῆς, πρὸς τοὺς ἐργάτες καὶ τοὺς χωρικοὺς ὄλων τῶν ἐθνικοτήτων ποὺ ἀποτελοῦν τὴν Σοβιετικὴν Ένωση, τὴν ἡμέρα τῆς 10ης Ἐπετείου τῆς ὑπαρξῆς της.

Δημήτρης Γιολάνοβιτς

ایدی. استامبولی سکی بونی پک قوتله سویله مشدی: بزم صنایه احتیاجی وارد فقط کوبلینک محتاج اولدی صنایه — بالقان قارداشلی کوریور سکریا بر آلمانہ احتیاجی بروفور بزم فلاکتلری یقیندن تدقیق ایدیور دردلری بزمی مطامه ایدیور سیاسی، اقتصادی اساسا تی کوز اوکھ آلیور و آتجاج بوبد بخت ملتک قارداشلی اعلان ایتمک مسعود اوله جقیشی ادعا و اعلان ایدیور. بوقارداشلق بر دموقرات حکومتله بر حقیق دموقراسیله بر کوبلی حکومتیله میدانه چیقار و یاشاردیور. بالقان کوبلینک هر کوبلیدن زیاده استراحت احتیاجی وارد. او اک چوق یورولش بر کوبلی دردیور . . . نه بویوک روح انسانیت، نه علوی، نه عالی جناب بر قلب.

بروفور کامل بالا

اک کوزمل واک کترتی مقدرده توتون چیقارماقدہ در بوتون مستجملری توتولری باره یوق بهانه سیله او جوز صافه اجبار ایدیور که اگر بالقانلر اتحادی اولورسه توتونچیلر تکمیل بالقانده بر اولور هم توتون دهانفیس چیقار هم دها او جوز استحصال ایدیور و همده طوغریدن طوغری به آمریقایه اک کوزل فیئانترله صایرله بوضورتله مملکت زنگین اولور مملکتده نه عداوت فالیرونه کین؟ . . . ایشته بوتون بولری ره آلیزه ایده بیلیمک ایچون طبیعدرکه دموقراسی لازمدر. فقط حقیق دموقراسی لازمدر بالخاصه بالقانده حقیق بر دموقراسی به احتیاج وارد. اوراده کوبلی راحت، مسعود اولدیمی هرشی یولنه کیدر. (بر او و بختم بروفور، بویوک قلبی انسان) اوراده او وقت بر کوبلی حکومتی تائیس ایده جک ستامبولی سکی حکومتی کبی بر کوبلی حکومتی مع التأسف بو حکومتک عمری پک قیصه

بalkan فدراسیونی

هر اون بیش کونده انتشار ادر

بalkan اقلیتلرینک و مظلوم ملتلرینک مجموعه سیدر

بالعموم balkan اسانلرناه نازلمقده در

بalkan مسئله لهسی اطرافنده اروپا افکار عمومی لهسی

پروفیسور قراوس

ایشته سزه بر اختیار . . . بر اختیار که بزم دعوا من ایچون بورغون
دماغله وقت بولور یازینور مناقشه ایدینور پروفیسور قراوس بوده نباح
لیدر (بوقصه شمعی چه کوسلاویاده در).

۱۸۵۸ ده طومشدر. همان تشکک بر اختیار غراث دم سیکر سنه فونه
الغاده پروفیسور فن طیده کی فوکه الغاده احتساستی و توغلاتیه برار
برجوق دفعه ل balkan سیاحتنه حیتمش، balkan فلاکتی یاقیندن کورمش و
مطالعاتی دها حقیق یاز ایلمک ایچون balkan بر مدقق کی هر کیتدیکی برده
درین روخیله کوبلینک قولیه سنه قدر صوقلمش بدیخت balkan لینک قلبنه نفوذ
ایتمش کوزایشلری تیرک، حساس ایله سیلمش دره. ایشته بو محترم پروفیسورک
فدراسیون balkanیک غزه ته سنک ۷۷ نجی نسنجه سنده کی بر مقاله لهسی سزه
طاندیر مق ایسته بورم. بافیکر بو محترم اختیار بزم دعوا من حقتنه نه دیور.
«balkan مسئله سنک حلنی ک کوج مسئله لردن عدایدرم بو مسئله نت حلنی
ایچون بن balkan ملتلرینک اوتونومیسنی اساس والریم عدایده رم. بو بدیخت
ملتلرک صلح و سکونه احتیاجلری چوقدر و صلح ایچون یکانه بول آتیاق
balkan ملتلرینک اوتونومیسی بولیدر. ماکدونیا لیلرک مشترک بر وطنه مشترک
بر مملکته احتیاجلری پک چوقدر و آتیاق بومشترک مملکته قارداش کی
صلح و سکون ایله یاشاییلرلر. یواواش یواواش بوقارداشلر آراسنه سنه ل
دنبری صوقولان فساد کین و عداوت زائل اولایلر و بو صورتله بالکانده
پک آرزمان ظرفنده ده فینتف، قطعی بر صلح کوربله یله جکدر. بومقصدک

حصولک اوقدر قولای اولدینی بیلیم اما کوجدر دی به فکر مدن و ازیکه مم. «
کور یوسکریا بو محترم پروفیسور balkan ملتلری بورغوندر دیور بونلرک
هر کسندن زیاده صلحه باریشقلنه احتیاجی وازدر بو ملتلرک آزارلینه
قرالرک بیوک نه مپریالیست دولتلرک بائنه لک، سلاح فابریقه لری انترقیه لری
صوقدقلری فساد، فتنه آتیاق بوملتلر آره لرند قارداشلق اعلان ایدرک
balkan ملتلری اوتونومیسنی اعلان ایشکله نهایت بولور. عصر لریجه برار
بروردده مسعود یاشایان قارداشلرک اخلاق، عادته بر بردن همان هیچ فرق
اولیان بو قارداشلرک اجنی انترقیه لرله بر برینک قائنه کورمه لری اوکوزل
دنیا تک کوزل واک منیت یوردی قی قانه بویامه لری نه دایکدر نه فلاکت
دریار . . .

پروفیسور قراوس دوام ایدینور «balkan اقلیتلرینک حایه به احتیا
جلی وار بو حایه آتیاق بر فدراسیونی له بر اتحادله اوله یله بجکدر
آری آری اوتونوم دولتلر بوقلیتلرک حقوقی تأمین ایدمه مکتده در.
چونکه بویله آری آری اوتونوم دولتلر قالدیجه آرارلینه تکراد نه مپریالیزم
اویونلری کیره جکدر. شوخالده مختلف balkan ملتلرینک اوتونومیلرین
ره آیره ایدلر یکندن، تحقیق ایتدکنصوکرار بر balkan اتحادی بر balkan
فدراسیونی تاسیس ایدر جکدر بو اتحاد کرک اقتصاد ذقظه نظرندن کورکسه
بولتیقه، سیاست ایجاباندن . . . بویله . . . ۴ ملیونلق بر کتله اتحاد ایدینور
نجه آرتیق نه مپریالیست انترقیه لری، قاپیتالیست فسادلری بونلرک آراسه
قولای قولای صوقولاماز . . . بوملتلر ارالزنده کی عداوت وانتقالمرمی
ده به حکسکر؟ صرب ایله بولغار ارالزنده کی انتقام نه اوله جتی؟ بو عداوتلر،
انتقالمر طبیعت طایان طایانه ص دره چونکه عداوت، انتقام بونلر سقات
قتر تولید ایتشدز. باشقه برشی دکدر. مثال اوله راق ایکنر. balkan دنیا تک

Adresse du journal
LA FÉDÉRATION BALKANIQUE
Wien VI, Postamt 56, Postfach 64

SOMMAIRE

Prix du numéro et abonnement pour
6 mois 0.25 et 3 Schil. pour l'Autriche,
6 et 60 cents pour tous pays restants

- Texte français (pages 1613-1628)**
Notre Enquête sur la Fédération Balkanique: Francesco Nitti
— Compère-Morel — Thomas Mann — Nullo Baldini
- Paul-Louis: Le traité Franco-Yougoslave et les Balkans*
- Jean Zyromski: Méthodes Impérialistes*
- T. Prioni: Le pacte militaire italo-albanais*
- G. Dimitroff: Les événements en Roumanie*
- I. Mateescu: Après la mort de Ionel Brătianu*
- La terreur effrénée en Dobroudja*
- Un Appel des étudiants dobroudjanais*
- L'enfer de la prison de Philippoupe*
- Un grand meeting balkanique à Paris*
- Pour l'amnistie politique effective et générale en Bulgarie et l'abrogation de la loi de défense de l'Etat*
- N.: Les mouvements paysans et la question nationale en Yougoslavie*
- Kresimir Ivachitch: Sous le zodiaque de l'égalité en Yougoslavie*
- La réaction intensifiée en Macédoine*
- Conséquences des attentats en Macédoine*
- La Réaction dans les Balkans: Faits et Evénements**
- Texte allemand (pages 1629-1631)**
Unsere Enquete über die Balkan-Föderation: Thomas Mann
- G. Dimitroff: Der französisch-jugoslawische Freundschaftspakt*
- Meingos: Die Offensive des „juste milieu“*
- Texte bulgare (pages 1631-1635)**
Димитрие Йованович: Десетгодишницата на Октомврийската

- Революция — Паоло Давила: За мира на Балканите — Един апел на добруджанските студенти — Добруджански Агентите на Сговора — веред добруджанската емиграция*
- Texte albanais (pages 1635-1636)**
Leti: Pakti militar italo-shqypetaré
- Texte croate (pages 1636-1638)**
Naša anketa o Balkanskoj Federaciji: Prof. Fr. Kraus — Eduard Fuchs
- Dr. C. Antonetić: Nacionalno pitanje u Sovjetskoj Uniji—VI*
- Texte serbe (pages 1639-1640)**
Наша анкета о Балканској Федерацији: Георг Ледебур — Ж. Демулен
- Д. Јовановић: Десетогодишњица Октобарске Революције**
- Texte roumain (page 1641)**
Mateescu: După moartea lui Ionel Brătianu
- Texte grec (pages 1642-1643)**
Δ. Γιούβανουτς: Η 10η έλετηος της οκτοβριανής επανάστασεως της Ε. Σ. Σ. Δ.
- Texte turc (pages 1643-1644)**
پروفیسور کراوس بالکان مسئله لهسی اطرافنده اروپا افکار عمومی لهسی